

83.010

**Wissenschaftliche Forschung.
Beiträge 1984 bis 1987
Recherche scientifique.
Contributions 1984 à 1987**

Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale

Verhandlungen des Nationalrates und des Ständerates

Délibérations du Conseil national et du Conseil des Etats



**DOKUMENTATIONSDIENST DER BUNDESVERSAMMLUNG
SERVICE DE DOCUMENTATION DE L'ASSEMBLÉE FÉDÉRALE**

× 69/83.010 s Wissenschaftliche Forschung. Beiträge
1984 bis 1987

Botschaft und Beschlussesentwürfe vom 16. Februar 1983 (BBI I, 1429) über die Förderung der wissenschaftlichen Forschung in den Jahren 1984–1987.

N/S Kommissionen für Wissenschaft und Forschung

*A. Bundesbeschluss über die Beiträge an die Institutionen der
Forschungsförderung in den Jahren 1984–1987*

1983 14. Juni. Beschluss des Ständerates abweichend vom Entwurf des Bundesrates.

1983 13. Dezember. Beschluss des Nationalrates abweichend vom Beschluss des Ständerates.

1984 5. März. Beschluss des Ständerates abweichend vom Beschluss des Nationalrates.

1984 13. März. Beschluss des Nationalrates abweichend vom Beschluss des Ständerates.

1984 15. März. Beschluss des Ständerates: Festhalten. Dieser Entscheid ist endgültig.

1984 20. März. Beschluss des Nationalrates: Zustimmung.

Bundesblatt I, 908

*B. Bundesbeschluss über die Beiträge an die Krebsforschung in
den Jahren 1984–1987*

1983 14. Juni. Beschluss des Ständerates nach Entwurf des Bundesrates.

1983 13. Dezember. Beschluss des Nationalrates abweichend vom Beschluss des Ständerates.

1984 5. März. Beschluss des Ständerates: Zustimmung.

Bundesblatt I, 910

× 69/83.010 é Recherche scientifique. Contributions
1984–1987

Message et projets d'arrêtés du 16 février 1983 (FF I, 1405) concernant l'encouragement de la recherche scientifique durant la période de 1984 à 1987.

N/E Commissions de la science et de la recherche

*A. Arrêté fédéral subventionnant les institutions chargées d'en-
courager la recherche durant la période 1984 à 1987*

1983 14 juin. Décision du Conseil des Etats modifiant le projet du Conseil fédéral.

1983 13 décembre. Décision du Conseil national avec des divergences.

1984 5 mars. Décision du Conseil des Etats avec des divergences.

1984 13 mars. Décision du Conseil national: Maintenir.

1984 15 mars. Décision du Conseil des Etats: Maintenir. Cette décision est définitive.

1984 20 mars. Décision du Conseil national: Adhésion.

Feuille fédérale I, 915

*B. Arrêté fédéral subventionnant la recherche sur le cancer
durant la période 1984 à 1987*

1983 14 juin. Décision du Conseil des Etats conforme au projet du Conseil fédéral.

1983 13 décembre. Décision du Conseil national avec des divergences.

1984 5 mars. Décision du Conseil des Etats: Adhésion.

Feuille fédérale I, 917

Ständerat
Conseil des Etats

Sitzung vom
Séance du 14.6.1983

83.010

**Wissenschaftliche Forschung.
Beiträge 1984 bis 1987
Recherche scientifique.
Contributions 1984 à 1987**

Botschaft und Beschlussentwürfe vom 16. Februar 1983 (BBI I, 1429)
Message et projet d'arrêté du 16 février 1983 (FF I, 1405)

Antrag der Kommission

Eintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

M. Schaffter, rapporteur: Si l'on se réfère à la loi sur la recherche que nous venons de voter, nous voici tout à la fois juridiquement motivés et contraints d'examiner dans un esprit empreint de bonne volonté le message du Conseil fédéral concernant l'encouragement de la recherche scientifique durant la période 1984 à 1987.

Deux arrêtés sont soumis à votre approbation à cet effet, le premier allouant des subventions pour un montant total de 759,14 millions de francs aux institutions chargées d'encourager la recherche, l'autre portant octroi de subventions pour un montant de 23,6 millions en faveur de la recherche sur le cancer.

A la lecture du message, votre commission a fait trois constatations:

1. Les organes de recherche ont fonctionné jusqu'ici à satisfaction et avec efficacité. Certes, leur activité a prêté parfois le flanc à la critique – on ne peut distribuer des centaines de millions sans commettre quelque impair ni exciter quelques jalousies, cela va de soi – mais les dernières requêtes présentées et surtout l'effort de coordination qui anime lesdits organes démontrent qu'il a été précisément tenu compte de ces critiques. A ce propos, la loi que nous venons d'adopter doit permettre de prévenir encore mieux certaines erreurs.

2. Les requêtes présentées par le Fonds national de la recherche et les autres organes reconnus ne se contentent pas de répondre aux exigences de la nouvelle loi. Elles prouvent aussi que ces institutions sont disposées à coordonner efficacement leurs activités. Mais ce n'est pas tout. Elles expriment encore, et c'est là un point capital, leur volonté de développer les efforts de la recherche afin d'assurer au pays le progrès continu qui, dans ce domaine, est devenu une condition d'indépendance.

3. A cet élan du monde de la recherche, qui finit bien sûr par se traduire en dizaines, voire en centaines de millions, s'oppose la nécessité d'équilibrer les finances fédérales. Les requêtes des organes de la recherche ont été passées au crible du Conseil suisse de la science afin que non seulement il en pèse les critères de qualité mais aussi qu'il en contienne l'appétit de finances afin de les rendre acceptables par la Confédération.

Ce premier élagage n'a pas atteint en plein son but. Le Conseil fédéral, sous la pression des nécessités financières, en imposera un second, qui conduira aux sommes inscrites dans l'arrêté qui vous est soumis.

Vous avez trouvé dans le message le détail de ce cheminement pour chacun des organes de recherche. Il serait oiseux de s'arrêter aux chiffres intermédiaires. Mieux vaut présenter en quelques mots la méthode adoptée par le Conseil fédéral.

Ce dernier retient d'emblée qu'il aimerait répondre avec générosité aux demandes qui lui sont adressées et que, s'il en avait les moyens, il irait plus loin encore que les requérants, mais les ressources sont comptées et nul ne sait si

l'abondance reviendra. Alors, avec ce que nous avons, faisons le plus possible, et ce possible, le voici.

Les crédits accordés pour les quatre prochaines années doivent *grasso modo* compenser un renchérissement annuel de 4 pour cent et assurer une augmentation réelle de la subvention de 1 pour cent par année. Impossible de faire plus, laisse entendre le message.

Votre commission, à l'unanimité, a décidé d'entrer en matière sur ces bases. Trois amendements ont été annoncés qui feront l'objet de la discussion de détail.

Au nom de la commission, je vous invite à entrer en matière.

Reste l'arrêté portant octroi de subventions en faveur de la recherche sur le cancer. Ici encore, la volonté de consacrer à la recherche anticancéreuse les sommes que cette tâche exige ne manque pas. Cette volonté est d'autant plus légitime que les résultats déjà acquis par le Groupe suisse de la recherche clinique sur le cancer et l'Institut suisse de recherche expérimentale sur le cancer à Epalinges, dans le canton de Vaud, placent ces organismes en tête de la recherche mondiale sur le cancer. C'est pourquoi, sans pouvoir accéder totalement aux désirs des requérants, le conseil propose en ce cas, outre la compensation annuelle du renchérissement de 4 pour cent, une augmentation réelle de la subvention de 4 pour cent par année également. Il est bien vrai, hélas! pour les bénéficiaires que la guillotine de la réduction linéaire de 10 pour cent va tomber en 1984/1985. *Dura lex sed lex*. Espérons que tout ira mieux en 1986/1987 et entrons en matière si vous le voulez bien.

Hänsenberger: Wir haben zwei Bundesbeschlüsse; erst-mals figurieren nun die Beiträge an die Krebsforschung als separater Bundesbeschluss.

Die Botschaft für die Förderung der wissenschaftlichen Forschung 1984 bis 1987 führt auf Seite 42 den Hauptgrund an, weshalb ein separater Bundesbeschluss für die Krebsforschung gefasst werde und nicht die Krebsforschung durch die Beiträge des Nationalfonds finanziert werde. Ich zitiere: «Die Beiträge an die Krebsforschung dienen andererseits nicht der Finanzierung spezifischer Forschungsprojekte, sondern der Subventionierung der Infrastrukturaufwendungen der Forschung, vor allem im Bereich der Lohnzahlungen. Die Infrastruktur ist für die in der Krebsforschung tätigen Institutionen die Grundlage, auf der Forschungsprojekte, die dann von den Kantonen dem Nationalfonds, den Krebsligen und anderen Trägern finanziert werden, durchgeführt werden können.» Ich glaube aber, ein weiterer Grund für diesen separaten Bundesbeschluss dürfte wohl auch sein, wenn auch unausgesprochen, dass diese Mittel bei künftigen Kürzungen von Forschungsbeiträgen des Bundes nicht ohne weiteres mitgekürzt würden.

Nun ist etwas Eigenartiges passiert: Noch bevor der Erstrat, also der Ständerat, diese Vorlage behandelt – und ich nehme an, heute auch genehmigt –, sieht der Bundesrat im Sparmassnahmenpaket, das jetzt in der Vernehmlassung ist, vor, den Beitrag an die Krebsforschung gänzlich zu streichen. Ich möchte hier nur auf diese doch etwas groteske Situation hinweisen, dass einerseits für 1984 bis 1987 wir heute erhöhte und in ihrer Bedeutung mit einem eigenen Bundesbeschluss verstärkte Mittel für die Krebsforschung bewilligen werden und dass dann diese Mittel in bloss drei Jahren völlig gestrichen werden sollten. Ich bin für Eintreten.

Miville: Ich stelle dieselbe Frage wie Herr Hänsenberger und möchte einiges zur Begründung dieser Frage ausführen.

Sie sehen in der Botschaft den Unterschied zwischen der Grundlagenforschung und der klinischen Forschung auf diesem Gebiet. Einerseits müssen diese beiden Forschungsgebiete aufs engste zusammenarbeiten, andererseits ist es von grösster Wichtigkeit, dass beide Zweige ihrer Obliegenheit nachkommen können. Krebsforschung ohne klinische Forschung kann nicht betrieben werden. Man kann auch nicht sagen, diese Forschung erfolge ja im

Ausland mit grossem Effekt und mit grossen Mitteln. Das nützt uns gerade im Bereich der klinischen Forschung in der Schweiz nicht viel. Es ist für uns nicht interessant zu erfahren, aus dem Krankenmaterial heraus, wie man dem sagt, warum die Japaner bestimmte Krebsarten zu erleiden haben, sondern es ist für uns interessant zu wissen, warum und in welcher Art und Weise unsere Leute hier im Lande dieser Krankheit ausgesetzt sind.

Und darum halte ich die Meinung des Bundesrates im Anschlussprogramm, dass dann eben die Kantone für die Krebsforschung aufkommen müssen, für gefährlich. Ich halte sie in einem gewissen Sinne für eine Alibi-Erklärung. Bei der heutigen Kostenentwicklung im Gesundheitswesen werden die Kantone schlechterdings nicht in der Lage sein, auch nur minime Beiträge zusätzlich in die klinische Krebsforschung zu investieren. Diese aufzugeben wäre insofern unverständlich, als unbestrittenermassen in den letzten Jahren Erfolge erzielt wurden, die sich in einer eindrücklichen Besserung der Überlebensaussichten bei verschiedenen Krebsarten äusserten. Dass künftig Gelder des Nationalfonds zur Verfügung gestellt werden könnten, ist ebenfalls eine Illusion. Gerade weil das schon bisher Mühe verursachte, kam man ja zum neuen Bundesbeschluss, zu dieser Verelbständigung der Beiträge für die Krebsforschung und im besonderen für die klinische Krebsforschung.

Die nun unserer Beschlussfassung unterliegenden Beiträge an die Krebsforschung dürfen in einem anderen Erlass nicht wieder gestrichen werden. Diese Widersprüchlichkeit im Vorgehen der Behörden, auf die auch Herr Hänsenberger hingewiesen hat, möchte ich hier ausdrücklich zur Diskussion gestellt haben, und ich möchte wissen, wie sich der Bundesrat das weitere Vorgehen in dieser Angelegenheit vorstellt.

Bundesrat Egli: Ich danke Ihnen für die wohlwollende Aufnahme dieser Vorlage. Ich möchte übrigens noch die Gelegenheit benützen, der vorbereitenden Kommission für die äusserst speditive Arbeit zu danken, und dem Herrn Kommissionspräsidenten, Herrn Schaffter, meinen besonderen Dank abstellen.

Die eben vorangegangene Beratung des Forschungsgesetzes erleichtert Ihnen nun den Überblick über das, was wir jetzt zu beraten haben. Ich bin mir bewusst, dass es nicht einfach ist, unter den heutigen finanziellen Vorzeichen dem Parlament einen Kredit von dreiviertel Milliarden Franken zu beantragen. Ich möchte mich darauf beschränken, die Vorlage in den finanzpolitischen Zusammenhang zu stellen und auf den finanziellen Hintergrund hinzuweisen, in dem sich heute die Eidgenossenschaft bewegt.

Ich bitte Sie, vorerst zu beachten, dass diese rund dreiviertel Milliarden Franken sich auf vier Jahre verteilen. Forschungsinvestitionen sind ja auf mittel- bis langfristige Erfolge ausgerichtet. Man darf daher bei der Entschlussfassung nicht auf die momentane Situation abstellen und sich von dieser Lage beeindrucken lassen.

Eine zweite Bemerkung: Gerade bei wirtschaftlicher Rezession verdient die Forschung vermehrte Aufmerksamkeit. Bei einem kürzlichen Besuch des französischen Forschungsministers erklärte mir dieser, dass die Franzosen sich einen jährlichen Zuwachs von 17 Prozent für die Forschung vorgenommen hätten, gerade mit Rücksicht auf die derzeitige Wirtschaftssituation.

Forschung schafft sofort Arbeitsplätze, und zwar in der Forschung selbst. Sie sichert auch die Bereitschaft für Investitionen zu einem späteren Zeitpunkt – bei einem Wiederaufschwung der Wirtschaft –, und schliesslich trägt sie zur Konkurrenzfähigkeit des eigenen Landes mit dem Ausland bei.

Ein weiterer Gedanke: Forschungsbeiträge sind ihrem Wesen nach Investitionen, die unter den Gesichtspunkten der Budgeteinsparung nicht denselben Regeln unterstehen wie Konsumausgaben. Ich bin mir durchaus bewusst (darauf hat Herr Letsch in der Kommissionberatung aufmerksam gemacht), dass dieser Gesichtspunkt zwar bei unserer Regelung nicht in Erscheinung tritt, indem solche Ausga-

ben nicht aktiviert werden. Das ändert aber nichts an ihrem Wesen; es sind im Grunde genommen Investitionsausgaben.

Ferner: Forschungsbeiträge dienen vor allem auch der Erhaltung und Förderung des wissenschaftlichen Nachwuchses. Wir haben in der Botschaft speziell darauf hingewiesen; auch das Forschungsgesetz weist in Artikel 2 Litera e auf diesen Zusammenhang hin. Ich muss klar und deutlich sagen, dass es unter diesem Gesichtspunkt heute nicht in allen Teilen der Wirtschaft zum besten bestellt ist. Gewisse Wirtschaftszweige leiden unter Mangel an schweizerischem Nachwuchs und beklagen sich bei uns darüber. Sie weichen ins Ausland aus und müssen den wissenschaftlichen Nachwuchs dort rekrutieren. Ich brauche nicht zu sagen, dass wir damit den Export von wissenschaftlichem und Forschungs-Know-how betreiben, wenn wir Ausländer in der Schweiz zur Forschung zulassen.

Es kommt auch dazu, dass eigene Wissenschaftler ins Ausland emigrieren, wenn sie in der Schweiz zuwenig Gelegenheit haben zur wissenschaftlichen Forschung und hier keine entsprechende Infrastruktur vorfinden.

Schliesslich darf ich auch von unseren eigenen Erfahrungen reden, wenn wir bei der Wahl von Hochschuldozenten regelmässig zu einem sehr ansehnlichen «Quantum» von Ausländern greifen müssen, weil keine schweizerischen Kandidaten zur Wahl für das betreffende Lehrfach zur Verfügung stehen.

Der Staat ist zur Erfüllung seiner eigenen Aufgaben zunehmend auch auf eigene Forschungsergebnisse angewiesen. Ich erinnere an Bereiche wie Energie, Strassenbau, Umweltschutz, Raumplanung; unter anderem, und wir Politiker müssen offen zugeben, dass in vielen Bereichen (in der Energie ist dies ganz typisch) die Akzeptanz der Öffentlichkeit zunimmt, wenn die Wissenschaft und nicht nur Politiker staatliche Massnahmen unterstützen.

Ein weiterer Gedanke: Es ist eine Eigenart der schweizerischen Forschung (der Forschungspolitik und der schweizerischen Forschungsorganisation), dass sie weitgehend auf das Milizsystem abstellt. Ich erinnere an die Zusammensetzung des Wissenschaftsrates, des Forschungsrates und der wissenschaftlichen Fachverbände, wie sie im Forschungsgesetz aufgezählt sind. Das Funktionieren unserer gesamten Forschungsorganisation, des ganzen Apparates, wäre undenkbar ohne diese schlecht oder in vielen Fällen überhaupt nicht entschädigte Miliztätigkeit von Personen, die uneigennützig in diesem Bereich sich einsetzen. Es wäre eine schlechte Anerkennung dieser Arbeit, wenn wir nun daran gehen wollten, hier Kürzungen vorzunehmen. Es besteht die Gefahr, dass all diese Personen, die sich uneigennützig und willfährig zur Verfügung stellen, sich aus dieser Tätigkeit zurückziehen, wenn wir nicht mehr genügend Mittel zur Verfügung stellen.

Der Wissenschaftsrat hat – wie Sie wissen – darauf hingewiesen, dass sukzessive der Wissenschaft Mittel entzogen werden. Ich darf Ihnen sagen, dass das keine Zwecküber-treibung ist. Im Jahre 1981 haben wir die Beiträge an die Forschung real gekürzt, und wir konnten diese Kürzung seither nicht einholen. Der Nachholbedarf macht heute ungefähr 17 Millionen Franken pro Jahr aus. Seit 1980 musste der Nationalforschungsfonds 180 Arbeitsplätze in der Forschung abbauen. Auch mit den nun vorgeschlagenen Krediten wird dieser Nachholbedarf nicht abgedeckt. Wir haben mit den Vorschlägen, die wir Ihnen unterbreiten, den Anträgen des Wissenschaftsrates bei weitem nicht entsprochen. Wir haben ganz namhafte Kürzungen vorgenommen.

Unser Vorschlag beruht auf den Beiträgen 1983. Dazu kommt ein Zuschlag von 4 Prozent vor für die vermutete Teuerung sowie ein realer Zuwachs von lediglich 1 Prozent. Ich bitte Sie, zu beachten, dass für die Jahre 1984 und 1985 für die hier bewilligten Beträge erst noch die 10prozentige Kürzung gemäss Sparbeschlüssen vorgenommen wird. Sie unterliegen also dieser Kürzung. Für die Jahre 1986 und 1987 ist die Kürzung noch nicht bekannt. Sie wissen, dass

im Rahmen des Anschlussprogrammes darüber bestimmt wird.

Ich ziehe daraus die Schlussfolgerung bzw. die Bitte, die Beträge keinesfalls zu unterschreiten, die wir Ihnen heute vorschlagen.

Ich habe noch zu zwei Fragen Stellung zu nehmen, die aufgeworfen worden sind. Herr Hänsenberger, warum zwei Beschlüsse? Sie haben die Antwort teilweise selbst erteilt. Ich darf noch folgendes beifügen: Erstens einmal handelt es sich vorwiegend um eine historische Tradition, diese Beträge gesondert zur Kreditbewilligung zu unterbreiten. Es ist besser möglich, Vergleiche anzustellen, wenn wir diese Tradition fortsetzen. Der Bundesrat behält sich auch vor, bei der Krebsforschung zu einem späteren Zeitpunkt einen Teil eventuell beim Nationalfonds einzubeziehen oder aus den geförderten Forschungseinrichtungen eine eigene Forschungsstätte zu machen. Auch deshalb möchten wir die diesbezüglichen Kredite gesondert ausweisen.

Der dritte Grund ist ein finanzrechtlicher. Es geht um folgendes: Sie sehen, dass die Rechtsgrundlage für den Beschluss I und für den Beschluss II nicht dieselbe ist. Der Beschluss I basiert auf dem Forschungsgesetz, während der Beschluss für die Krebsforschung auf Artikel 85 der Bundesverfassung, auf der allgemeinen Budgetkompetenz der Bundesversammlung, basiert. Warum? Es handelt sich eigentlich um eine finanzrechtliche Spitzfindigkeit, auf die uns die Finanzverwaltung gebracht hat. Es handelt sich hier ja um Zahlungsrahmen, und das Forschungsgesetz sieht nun vor, dass die Beiträge an die Forschungsinstanzen in einem Zahlungsrahmen durch die Bundesversammlung zu genehmigen sind. Bei den Beiträgen an die Krebsforschung handelt es sich aber um Bundesforschung, indem diese Beträge eben direkt aus der Bundesverwaltung an die Krebsforschung gehen, und im Forschungsgesetz ist – vielleicht versehentlich, aber es ist nun Tatsache – für diese Beiträge kein Zahlungsrahmen vorgesehen. Deshalb hat die Finanzverwaltung uns aus rechtlichen Gründen gebeten, den Krebsbeschluss nicht auf das Forschungsgesetz, sondern direkt auf die Bundesverfassung, auf die Budgetkompetenz der Bundesversammlung, abzustützen.

Herr Miville, ich nehme den politischen Willen gerne zur Kenntnis, dass künftig an der Krebsforschung nach Möglichkeit keine Kürzungen vorgenommen werden sollen. Ich darf Ihnen erklären, dass wir bereits in diesem Beschluss ursprünglich 3 Millionen mehr vorgesehen hatten, dass wir uns dann aber nach den Wünschen der Finanzplanung auszurichten hatten und die Krebsforschung um 3 Millionen kürzen mussten. Damit basieren die Krebsforschungsbeiträge auf den gleichen Zuwachsraten wie die Beiträge an die Forschungsinstanzen, nämlich auf 4 Prozent Teuerung und 1 Prozent Realzuwachs. Wir hatten ursprünglich etwas mehr vorgesehen, uns dann aber auf Wunsch des Bundesrates danach ausgerichtet.

Ich habe Ihnen in der Eintretensdebatte zum Forschungsgesetz gesagt, dass wir sehr grossen Wert auf den Dialog legen, der sich zwischen Parlament und Regierung bei der Behandlung der Forschungskredite entspannt. Ich bin Ihnen daher dankbar, Herr Miville, wenn Sie darauf hinweisen, dass Sie es nicht gerne sähen, wenn ausgerechnet bei der Krebsforschung im Zuge der Sparmassnahmen Kürzungen vorgenommen würden. Wir beherzigen diesen Wunsch. Selbstredend kann ich persönlich Ihnen heute keine Zusicherung abgeben.

Bundesbeschluss über die Beiträge an die Institutionen der Forschungsförderung in den Jahren 1984 bis 1987

Arrêté fédéral subventionnant les institutions chargées d'encourager la recherche durant la période 1984 à 1987

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

*Detailberaterung - Discussion par articles***Titel und Ingress***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen - Adopté**Art. 1***Antrag der Kommission***Abs. 1, 3**

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2**Mehrheit**

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit (Letsch)

Streichen

Art. 1*Proposition de la commission***Al. 1, 3**

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2**Majorité**

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité (Letsch)

Biffer

Abs. 1 - Al. 1**Angenommen - Adopté****Abs. 2 - Al. 2**

Letsch, Sprecher der Minderheit: Mit dem in Absatz 1 soeben fixierten Höchstbetrag gelangt der Nationalfonds in den nächsten Jahren in den Genuss relativ grosszügig bemessener Beiträge gemäss Antrag des Bundesrates. Mit Absatz 2 soll nun aber der Bundesrat ermächtigt werden, zusätzlich noch die Arbeitgeberbeiträge für die zweite Säule der Forscher ins Budget einzustellen und dem Nationalfonds separat zu vergüten.

Hier geht es meines Erachtens nicht mehr um ein Ermessen, sondern um eine Grundsatzfrage. Diese Grundsatzfrage lautet: Ist es richtig, dass der Bund den von ihm finanzierten oder subventionierten Institutionen solche Kosten, die wir mit dem Ausbau der Sozialversicherung uns allen auferlegt haben, einfach vergütet, oder wäre von solchen Institutionen nicht zu erwarten, dass sie diese Kosten gleich wie die von der zweiten Säule betroffenen Privatbetriebe irgendwie verkraften? Vor allem die Klein- und Mittelbetriebe in Gewerbe und Industrie werden die Belastungen aus der zweiten Säule ja nicht einfach auf die Preise überwälzen und sich schadlos halten können. Dieser Illusion möchte ich hier entschieden entgegenreten. Sie müssen diese Kosten anders auffangen, durch Rationalisierung, durch Produktivitätsfortschritte, vielleicht entsteht sogar eine Schmälerung der Gewinne. Schaffen wir mit der vom Bundesrat beantragten Regelung nicht eine stossende Ungleichheit zwischen staatlich finanzierten und privaten Arbeitgebern? Und könnten ausser dem Nationalfonds nicht zahlreiche weitere Beitragsempfänger diese Rege- lung beanspruchen?

Persönlich bin aus zwei Gründen überzeugt, dass wir gerade im Bereich der angewandten Forschung keinen Grund haben, ein solches Präjudiz zu schaffen. Erstens wurden und werden für die vom Bund finanzierte ange-

wandte Forschung reichlich Mittel zur Verfügung gestellt, und zwar nicht bloss zugunsten des Nationalfonds. Vielmehr fliessen solche Mittel seit einigen Jahren mehr und mehr auch in andere Kanäle, so vor allem in die sogenannte Ressortforschung des Bundes und in die Kommission zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung. Die zuletzt genannten Kredite haben sich seit 1975 real stärker erhöht, als aus der Botschaft des Bundesrates zum Forschungsgesetz ersichtlich ist. Sie haben sich verdreifacht. Die Zahlen in der Botschaft stimmen nicht und sind mir gegenüber inzwischen vom Bundesamt für Bildung und Wissenschaft schriftlich berichtigt worden. Auf alle Fälle dürfen wir, wenn es um die Forschungsförderung geht, die dem Nationalfonds zufließenden Mittel nicht isoliert betrachten, sondern wir müssen andere Instanzen der Forschungsförderung miteinbeziehen.

Den zweiten Grund, weshalb auch für den Nationalfonds die Kosten der zweiten Säule verkraftbar sein sollten, hat gestern in der Eintretensdebatte zum Forschungsgesetz Herr Piller genannt. Auch er ist überzeugt, dass die verfügbaren Mittel noch wirkungsvoller eingesetzt werden können. Solche Möglichkeiten bestehen zum Beispiel in der Auswahl der Forschungsprojekte, in der Vermeidung von Doppelspurigkeiten oder in der von Herrn Piller angedeuteten flexibleren Personalpolitik. Wenn also bei Einführung der zweiten Säule dem Nationalfonds tatsächlich jährlich zusätzliche Kosten von 6 Millionen Franken erwachsen sollten, so heisst das nicht, dass das eigentliche Forschungspotential entsprechend kleiner zu werden braucht.

Zusammenfassend komme ich deshalb zum Schluss, dass mit der Streichung von Absatz 2 weder der schweizerischen Forschungspolitik noch dem Nationalfonds im besonderen ein Schlag versetzt wird. Wir verhindern aber eine ungerechtfertigte, stossende Privilegierung staatlich finanzierter Institutionen gegenüber privaten Betrieben. Und wir verhindern, dass beim Nationalfonds ein Präjudiz geschaffen wird, dessen finanzielle Konsequenzen der Bund heute kaum überblickt.

Ich bitte Sie deshalb, dem Streichungsantrag zuzustimmen.

Bundesrat Egli: Sie stehen vor der Frage, ob Sie durch eine Annahme des Antrages Letsch indirekt eine Kürzung der Forschungsbeiträge, die wir Ihnen vorschlagen, vornehmen wollen. Ich habe Ihnen genügend dargelegt, wie knapp wir gerechnet haben und wie wir in den letzten Jahren die Forschungsbeiträge real gekürzt haben. Es darf noch darauf hingewiesen werden, dass wahrscheinlich in keinem Bereich der Bundesverwaltung alle Aufgaben derart arbeitsintensiv sind wie bei der Forschung. Praktisch der grösste Teil der Aufwendungen, die hier finanziert werden sollen, entfallen auf Arbeitsentgelt. Und deshalb fallen auch die künftigen Beiträge für die zweite Säule schwer ins Gewicht. Ich glaube auch - als dritter Gedanke -, dass der Vergleich zur Privatwirtschaft, wie ihn Herr Letsch darstellt, doch etwas hinkt. Die Privatwirtschaft kann zumindest versuchen, die Mehraufwendungen, die sich durch die zweite Säule ergeben, zu überwälzen. Über den Erfolg entscheidet letztlich gewiss der Markt, aber bei Forschungsbeiträgen besteht überhaupt keine Möglichkeit der Überwälzung. Das sind die Überlegungen, weshalb wir Ihnen vorgeschlagen haben, diese Beiträge heute schon zusätzlich vorzusehen, damit wir nachher jeweils in den Budgets die gesetzliche Ermächtigung besitzen, sie noch gesondert zu beantragen.

M. Schaffter, rapporteur: Au sein de la commission, l'amendement Letsch a été nettement rejeté. Il faut bien comprendre qu'à l'époque et au moment où nous donnons à la recherche des crédits déjà limés, l'intervention des cotisations patronales et d'employés pour le deuxième pilier, quand la loi entrera en vigueur, va encore resserrer les possibilités des organes de recherche. En réalité, près de 6 millions de francs devront être versés aux caisses par le Fonds national pour ses employés. Or parmi les chercheurs, qui sont environ 2000 à temps plein ou à temps par-

tie, il est difficile de trouver des chercheurs expérimentés et ce sont les jeunes assistants de l'université qui font le travail. Ils le font bien mais ils le font pour des salaires qui sont bas à cause même des restrictions de crédits. Ainsi d'un côté, on prône la relève, on prône des dépenses pour assurer cette relève scientifique et la continuité des recherches mais d'un autre côté, de plus en plus, on décourage les jeunes assistants à se mettre au service des organes du Fonds national.

C'est une motion nettement antisociale mais c'est aussi un amendement qui peut porter un grave préjudice aux organes de recherche. Aussi la commission l'a-t-elle nettement rejeté et en son nom, j'invite le conseil à le rejeter aussi.

Abstimmung - Vote

Für den Antrag der Minderheit	18 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit	17 Stimmen

Abs. 3 - Al. 3

Angenommen - Adopté

Art. 2

Antrag der Kommission

Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit (Bührer)

... ein Höchstbetrag von 9,83 Millionen Franken bewilligt.

Art. 2

Proposition de la commission

Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité (Bührer)

Un montant maximum de 9,83 millions de francs...

Frau Bührer, Sprecherin der Minderheit: Ich verhehle nicht, dass ich Ihnen meine Anträge zu Artikel 2 und 3, die ich gemeinsam begründe, mit gemischten Gefühlen unterbreite. Wer in diesem Haus einen Antrag auf Mehrausgaben stellt, muss dabei ein schlechtes Gewissen haben. Das gehört sich so. Meine unguuten Gefühle gehen aber auch in entgegengesetzter Richtung. Ich bedaure, dass nur zwei der Institutionen der Forschungsförderung von meinen Anträgen profitieren sollen. Dieses Bedauern fusst in meiner festen Überzeugung, dass wir, wenn wir bei der Forschung sparen, am falschen Ort sparen. Und wir haben es gerade vorhin wieder getan. Im Jahre 1984, das geht aus der Botschaft hervor, werden die Förderungsaufwendungen des Schweizerischen Nationalfonds nur denjenigen von 1972 entsprechen. Dies ist um so erschreckender, als wir noch mit steigenden Studentenzahlen zu rechnen haben und die Nachwuchsförderung nicht vernachlässigt werden darf. Was nützt es, die Wichtigkeit der Forschung zu betonen und zu sagen, die Früchte seien später zu ernten, wenn wir heute nicht säen? So werden wir nie ernten. Gerade weil ein Grossteil der Forschungsleistungen von der privaten Wirtschaft erbracht wird, besteht heute in Zeiten der Rezession die Gefahr, dass wir wichtige Positionen im internationalen Wettbewerb einbüßen und den Anschluss verpassen. Ich fürchte, dass die Rücksicht auf die momentane finanzielle Situation des Bundes, so richtig sie prinzipiell ist, uns, was den Forschungsbereich betrifft, teuer zu stehen kommen wird. Dies ist der Hintergrund für meine beiden Anträge.

Noch ein Wort dazu, warum ich diese zwei Institutionen, die Schweizerische Naturforschende Gesellschaft und die Schweizerische Geisteswissenschaftliche Gesellschaft, mit einem erhöhten Beitrag berücksichtigen möchte.

Es sind im wesentlichen zwei Gründe. Erstens sind diese

beiden Institutionen von der überdurchschnittlichen Teuerung im graphischen Gewerbe ganz besonders betroffen, da sie viele Publikationen herausbringen. Die Teuerung konnte in der Vergangenheit weitgehend aufgefangen werden, ohne dass die Tätigkeit eingeschränkt werden musste. In Zukunft wird das nicht mehr der Fall sein. Dies ist um so bedauerlicher, als die beiden Gesellschaften vermehrt ihre Publikationen in die Landessprachen übersetzen wollen und damit auch einen kulturpolitischen Beitrag leisten. Zweitens erbringen diese beiden Gesellschaften ein ausserordentlich hohes Mass an Eigenleistungen, nämlich rund 75 Prozent. Bei diesem hohen Grad an Eigenleistung wiegt jede Kürzung doppelt schwer und muss direkte Auswirkungen auf die Aktivitäten haben.

Ich würde dies bedauern und bitte Sie, der Erhöhung um je 600 000 Franken zuzustimmen. Wir würden damit ein Zeichen setzen.

M. Schaffter, rapporteur: La commission n'a pas accepté, en discussion, la proposition de Mme Bührer. Il est bien entendu que les circonstances qu'elle évoque, et principalement l'augmentation des tarifs dans les arts graphiques, rendent de plus en plus difficile la tâche des sociétés qui, comme la Société suisse des sciences naturelles ou la Société suisse des sciences humaines, sont surtout orientées vers la publication d'ouvrages et des résultats de leurs recherches. Ces ouvrages devenant de plus en plus chers, il est bien clair que ces sociétés éprouvent certaines difficultés.

Malheureusement, même si nous avons beaucoup de compréhension pour ces organismes, il ne nous a pas été possible de nous ranger à l'avis de Mme Bührer, simplement pour la raison que nous devons mettre tout le monde sur le même pied et que nous ne pouvons pas faire d'exceptions pour les deux sociétés citées aux articles 2 et 3.

C'est à grand regret que nous sommes obligés d'appliquer cette règle de l'égalité de traitement, mais nous avons décidé de la faire et nous vous proposons de rejeter l'amendement Bührer.

Bundesrat Egli: Man sollte dem Wohlwollen meines Erachtens nie Grenzen setzen. Ich möchte mich deshalb eines Kommentars zum Antrag Bührer enthalten. Jedenfalls möchte ich nicht zum vornherein opponieren, um so weniger, als wir durch die Gutheissung des Antrages Letsch soeben 6 Millionen pro Jahr abgezwickelt haben. Somit stelle ich keinen Antrag.

Abstimmung - Vote

Für den Antrag der Minderheit	7 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit	25 Stimmen

Art. 3

Antrag der Kommission

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Bundesrates

Minderheit (Bührer)

... ein Höchstbetrag von 8,31 Millionen Franken bewilligt.

Art. 3

Proposition de la commission

Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité (Bührer)

Un montant maximum de 8,31 millions de francs...

Präsident: Wir stimmen ab über Artikel 3, bei dem ebenfalls ein Antrag Bührer vorliegt.

Abstimmung - Vote

Für den Antrag der Minderheit	7 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit	24 Stimmen

Art. 4-6*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 4 à 6*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen - Adopté**Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble*Für Annahme des Beschlusentwurfes 29 Stimmen
(Einstimmigkeit)**Bundesbeschluss über die Beiträge
an die Krebsforschung in den Jahren 1984 bis 1987****Arrêté fédéral subventionnant la recherche
sur le cancer durant la période 1984 à 1987***Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen**Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière**Detailberatung - Discussion par articles***Titel und Ingress, Art. 1, 2***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen - Adopté**Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble*Für Annahme des Beschlusentwurfes 34 Stimmen
(Einstimmigkeit)*An den Nationalrat - Au Conseil national*

Nationalrat
Conseil national

Sitzung vom 5.10./12.12.1983
Séance du

83.010

Wissenschaftliche Forschung.**Beiträge 1984 bis 1987****Recherche scientifique.****Contributions 1984 à 1987**

*Antrag der Kommission für Wissenschaft und Forschung
Verschiebung des Geschäftes auf die Wintersession*

Proposition de la commission de la science et de la recherche

Renvoi de l'objet à la session d'hiver.

Präsident: Es liegt ein Ordnungsantrag der Kommission für Wissenschaft und Forschung vor. Die Kommission beantragt Ihnen die Verschiebung des Geschäftes auf die Wintersession.

Fischer-Bern: Ich betrachte es als nicht in Ordnung, dass in letzter Minute – einige Tage vor der Schlussabstimmung, um die Referendums Klausel einzuhalten – ein Antrag auf eine Erhöhung um 110 Millionen Franken eingebracht wird, der nun zum Anlass genommen wird, das ganze Geschäft zu verschieben.

Sie wissen genau, wie die Situation mit den Bundesfinanzen aussieht. Wir haben dieser Tage ein Papier erhalten, wonach die Gesamtrechnung nächstes Jahr mit über 1,3 Milliarden Franken Defizit abschliessen wird. Und jetzt kommt man so leichthin und schlägt vor, noch 110 Millionen Franken zum Kredit dazu zu schlagen. C'est de la politique électorale, Monsieur Bonnard, und nichts anderes.

Ich betrachte es als nicht richtig, dass diese Politik hier genehmigt wird, indem man das Geschäft einfach verschiebt in der Meinung, dass man nach den Wahlen mit der Bundeskasse wieder tun kann, was man will. Ich werde jetzt keinen Antrag stellen, weil ich die Versammlung nicht noch am Schluss zu einer Ablehnung eines meiner Anträge verführen will. Ich möchte nur sagen, ich hoffe, dass das kommende Parlament punkto Bundesfinanzen etwas Charakter an den Tag legt; bei der wissenschaftlichen Forschung kann man das am besten tun.

M. Bonnard: Mon excellent ami Otto Fischer m'a attaqué avec une telle virulence que je me sens obligé de lui répondre. Je m'attendais d'ailleurs à cette protestation.

La commission vous propose de renvoyer cette affaire: Elle vous le demande à cause de la proposition que j'ai présentée.

Cette proposition comporte trois volets: tout d'abord, une augmentation du crédit d'un montant de 110 millions, puis l'affectation de ce supplément en priorité aux secteurs des sciences techniques et naturelles, dans lesquels la recherche suisse n'en déplaît à M. Fischer, a pris un certain retard; enfin, je demande, et M. Fischer ne l'a pas dit, la compensation de ce supplément de dépenses par des économies à réaliser dans d'autres secteurs. J'ai déjà indiqué celui des constructions.

La proposition que j'ai présentée est dictée par deux considérations.

Premièrement, la recherche est un secteur absolument prioritaire qui intéresse l'ensemble du pays. Pourtant, les moyens mis à sa disposition sont en régression. La situation devient alarmante. Dans un secteur aussi important que celui des sciences techniques, le retard s'accumule et le groupe libéral considère qu'il faut réagir. Il faut donc accorder plus de moyens à la recherche dans les secteurs prioritaires que sont les sciences techniques et naturelles.

Deuxièmement, l'équilibre budgétaire – et sur ce point, M. Fischer a raison – demeure un objectif essentiel. Le supplément de 110 millions que nous pourrions accorder au

Fonds national ne doit pas compromettre la recherche de cet équilibre. Si donc, nous votons un supplément de crédit en faveur de la recherche, nous devons économiser dans d'autres secteurs.

La proposition que j'ai eu l'honneur de présenter a rencontré au sein de la commission un écho favorable. Celle-ci approuve en principe l'idée d'une augmentation des crédits mis à la disposition du Fonds national, comme elle approuve aussi en principe l'idée d'affecter ce supplément en priorité aux secteurs que j'ai mentionnés.

Il s'agit, il est vrai, de décréter une dépense plus élevée que celle qui est proposée par le Conseil fédéral. La commission tient à ce que les groupes puissent en discuter. De même, elle souhaite que le Conseil fédéral – et si je l'ai bien compris, celui-ci s'est engagé à le faire – examine avec soin le problème de la compensation. Le désir qu'exprime ainsi la commission est à mes yeux parfaitement légitime et je vous propose d'y faire droit.

En présentant ma proposition, j'ai voulu attirer l'attention sur la nécessité qu'il y a à nos yeux de faire un effort particulier en faveur de certains secteurs de la recherche, tout en respectant l'objectif général de l'équilibre financier. Cette double nécessité – soutenir plus fermement la recherche et continuer à assurer à nos finances un meilleur équilibre – nous contraindra, que nous le voulions ou non, à repenser certaines priorités. Le réexamen de ces priorités mérite une discussion au sein des groupes. Si le conseil adopte la proposition de la commission, nous pourrions avoir cette discussion. C'est pourquoi je vous invite à y donner suite.

Präsident: Der Ordnungsantrag wird nicht bekämpft. Sie haben so beschlossen.

Angenommen – Adopté

83.010

Wissenschaftliche Forschung.**Beiträge 1984 bis 1987****Recherche scientifique.****Contributions 1984 jusqu'à 1987**

Botschaft und Beschlussentwurf vom 16. Februar 1983 (BBI I, 1429)
 Message et projet d'arrêté du 16 février 1983 (FF I, 1405)

Beschluss des Ständerates vom 14. Juni 1983
 Décision du Conseil des Etats du 14 juin 1983

Antrag der Kommission
 Eintreten

Proposition de la commission
 Entrer en matière

Schnyder-Bern, Berichterstatter: Die Bundesbeschlüsse über die Beiträge an die Forschungsförderung in den Jahren 1984 bis 1987 haben wir als Zweitrat zu behandeln. Es geht dabei um die Festsetzung eines Kreditrahmens zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung für die Dauer einer Legislaturperiode. Die jährlichen Zahlungskredite werden in den jeweiligen Budgets definitiv verabschiedet, so dass Sie noch einmal die Möglichkeit haben werden, auf die definitive Höhe derselben Einfluss zu nehmen.

Die Rechtsgrundlage für den ersten Bundesbeschluss finden wir im Forschungsgesetz, das auf den 1. Januar 1983 in Kraft gesetzt werden wird. Danach fördert der Bund die wissenschaftliche Forschung über die Forschungsinstitutionen Schweizerischer Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung, Schweizerische Naturforschende Gesellschaft, Schweizerische Geisteswissenschaftliche Gesellschaft, Schweizerische Akademie der medizinischen Wissenschaften und Schweizerische Akademie der technischen Wissenschaften.

Die Rechtsgrundlage für den zweiten Bundesbeschluss, die Beiträge an die Krebsforschung, basiert auf Artikel 85 der Bundesverfassung, d. h. auf der allgemeinen Budgetkompetenz der Bundesversammlung; damit gehen die Beiträge an die Krebsforschung direkt aus der Bundesverwaltung an diese Institutionen.

Nun zum ersten Bundesbeschluss: Dieser blieb in der Kommission für Wissenschaft und Forschung grundsätzlich unbestritten. Wir beantragen Eintreten. Über die Höhe der zur Unterstützung der verschiedenen Institutionen vorgesehenen Beiträge entspannte sich eine ausgedehnte Diskussion. Wie Sie der Botschaft auf Seite 11 entnehmen, verlangte der Schweizerische Nationalfonds einen Rahmenkredit für die vier Jahre 1984 bis 1987 von 849 Millionen Franken. Er ging bei der Berechnung dieses Betrages von den bisherigen Beiträgen aus, stellte eine Jahreststeuerung von 4 Prozent in Rechnung, machte geltend, dass mit der Einführung der zweiten Säule ab 1. Januar 1985 jährliche Mehrkosten von 6 Millionen Franken erwachsen würden. Auch gelte es, die in den letzten Jahren eingetretene reale Abnahme der Förderungsmittel aufzuholen, einen Nachholbedarf bei den wissenschaftlichen Apparaten und die Folgekosten neuer oder erweiterter Mitgliedschaften des Bundes in internationalen wissenschaftlichen Unternehmungen mitzuberechnen.

Der Bundesrat konnte diese Argumente wohl würdigen, sah sich aber gezwungen, die gestellten Anträge aus Spargründen um 110 Millionen Franken zu kürzen. Der Ständerat folgte dem bundesrätlichen Antrag. Die Mehrheit unserer Kommission liess sich indessen davon überzeugen, dass auf die ursprüngliche Kreditforderung des Nationalfonds zurückzukommen sei und beantragt Ihnen, den ursprünglich angebehrten Kreditrahmen von 739 Millionen Franken um die gekürzten 110 Millionen Franken aufzustoeken.

Als Gründe habe ich Ihnen die folgenden in Erinnerung zu rufen:

1. Gerade in Zeiten wirtschaftlicher Schwierigkeiten sollte nach unserer Auffassung bei der Forschung nicht gespart werden. Forschungsbeiträge sind ihrem Wesen nach Investitionen. Sie schaffen unmittelbar Arbeitsplätze.

2. Andere industrialisierte Länder, vor allem die USA, Japan und Frankreich, setzen zur Bekämpfung der Rezession für die Forschung bedeutende zusätzliche Mittel ein. Um die internationale Konkurrenzfähigkeit, vor allem auf den Gebieten der Elektronik und der Mikrotechnik, zu erhalten, darf die Schweiz hier nicht abseits stehen.

3. Im Jahr 1981 wurden die Forschungskredite durch die Sparmassnahmen des Bundes erstmals real gekürzt. Gesamthaft mussten 180 Stellen für Forscher aufgehoben werden. Dadurch wurden wichtige Forscherteams gefährdet. Ein Stellenabbau bleibt nicht ohne Auswirkungen auf die Forschungsqualität. Der daraus sich ergebende Substanzverlust des schweizerischen Forschungsniveaus wird längerfristig unabsehbare negative Folgen zeitigen. Im besonderen ist in diesem Zusammenhang auf den Rückstand in der Erneuerung wissenschaftlicher Apparate hinzuweisen, der in späteren Zeiten schwer und nur mit noch grösseren Mitteln aufzuholen sein wird.

4. Durch die Kürzung, wie sie der Bundesrat vorschlägt, ist die Förderung des einheimischen wissenschaftlichen Nachwuchses gefährdet. Unsere Hochschulen haben bereits heute Schwierigkeiten, qualifizierte einheimische Lehrkräfte zu finden. Zudem ist die Einheit von Lehre und Forschung nicht mehr gewährleistet, wenn mangels Forschungskrediten der Schwerpunkt zu stark auf die Lehre gelegt werden muss.

5. Der starke Anstieg der Studenten und damit der Absolventenzahlen in den letzten Jahren rechtfertigt erhöhte Forschungsbeiträge an die Hochschulen. Eine Sistierung der Mittel würde bedeuten, dass die heutige Absolventengeneration gegenüber früheren benachteiligt wird. Mit der Unterstützung junger Forscher werden auch Innovationen und neue Forschungsideen gefördert.

Aus all diesen Gründen beantragen wir Ihnen, den Rahmenkredit von 739 Millionen Franken um 110 Millionen auf 849 Millionen Franken aufzustoeken, pro Jahr also um 27,5 Millionen Franken. Dieser Beschluss wurde übrigens mit 13 zu 4 Stimmen gefasst. Wie Sie ausserdem aus der Fahne entnehmen können, hat der Ständerat in seinen Beratungen den Absatz 2 des Artikels 1 gestrichen. Es handelt sich dabei um zusätzliche Mittel, die bei der Einführung der zweiten Säule erforderlich werden. Mit 18 zu 17 Stimmen folgte der Ständerat dem Antrag Letsch, der verlangte, dass so gut wie in der Privatwirtschaft diese zusätzlichen Kosten irgendwie verkraftet werden müssten. Nun, Forschungskosten können in der Regel nicht – wie das in der Privatwirtschaft möglich ist – auf den Markt abgewälzt werden, so dass die Übernahme dieser zusätzlichen Kosten den Abbau von rund 150 Forschungsstellen zur Folge hätte. Dies ist der Grund, weshalb unsere Kommission einstimmig, mit einer Enthaltung, beschlossen hat, den Absatz 2 beizubehalten. Falls Sie allerdings die Krediterhöhung im Absatz 1 beschliessen sollten, fällt der Absatz 2 dahin, zumal die Mehrausgaben der zweiten Säule in den zusätzlich geforderten 110 Millionen Franken inbegriffen sind.

Zu den Artikeln 2 und 3 finden Sie Erhöhungsanträge zu den vorgesehenen Krediten von je 600 000 Franken an die Schweizerische Naturforschende Gesellschaft und die Schweizerische Geisteswissenschaftliche Gesellschaft, also je 150 000 Franken Zusatzkredite pro Jahr. Die Mehrheit der Kommission – in einem Falle war das Stimmenverhältnis 11 zu 8, im anderen 10 zu 9 – nimmt den im Ständerat von Ständerätin Bühler gestellten Antrag wieder auf. Frau Bühler unterlag im Ständerat mit 7 zu 25 Stimmen.

Um was geht es? Die beiden genannten Gesellschaften beschäftigen sich in erheblichem Masse mit Publikationen von wissenschaftlichen Erkenntnissen in unseren Landes-

sprachen, also auch mit zahlreichen Übersetzungen. Sie sind deshalb von der überdurchschnittlichen Teuerung im grafischen Gewerbe ganz besonders betroffen. In der Vergangenheit konnte hier die Teuerung noch einigermaßen aufgefangen werden, was in Zukunft kaum mehr der Fall sein wird. In zweiter Linie erbringen diese beiden Gesellschaften ein ausserordentlich hohes Mass an Eigenleistungen, nämlich rund 75 Prozent. Bei diesem hohen Grad an Eigenleistung wiegt jede Kürzung doppelt schwer und wird direkte Auswirkungen auf die Aktivitäten haben. Die Mehrheit der Kommission ist der Meinung, hier sollte trotz allen Sparanstrengungen ein Zeichen gesetzt werden, zumal die vom Bundesrat gekürzten Anträge diese Institutionen in ernsthafte Schwierigkeiten bringen dürften.

Zum zweiten Bundesbeschluss, den Beiträgen an die Krebsforschung in den Jahren 1984 bis 1987: Hier gelten die gleichen grundsätzlichen Überlegungen wie beim ersten Bundesbeschluss. Ich verzichte auf deren Wiederholung. Der Wissenschaftsrat empfiehlt einen Gesamtbetrag für die Jahre 1984 bis 1987 von insgesamt 26,08 Millionen Franken. Damit soll die Spezialförderung der Krebsforschung weitergeführt werden. Zusätzlich zum Teuerungsausgleich soll der Beitrag an die Krebsforschung 1984 um 4 Prozent angehoben werden, was die Mehrkosten für die zweite Säule ausgleicht sowie dem Wunsch nach einer bescheidenen Realerhöhung entspricht. Aber auch hier konnte der Bundesrat den Antrag des Wissenschaftsrates aus sparpolitischen Gründen nicht übernehmen. Er rechnete lediglich mit einer Zuwachsrate von jährlich 4 Prozent, was schliesslich einem Gesamtbetrag von 23,645 Millionen Franken entspricht. Dem Antrag des Bundesrates, welcher vom Ständerat übernommen wurde, schlossen sich zwei Mitglieder unserer Kommission an. Zwölf vertreten die Auffassung des Wissenschaftsrates und verlangen, mit Kollege Cevey, die Heraufsetzung des Kreditrahmens um 3,3 Millionen Franken auf 26,945 Millionen Franken. Herr Cevey wird seinen Antrag, wie er von der Kommission unterstützt wird, noch separat begründen.

Ich fasse zusammen: Nach Beratung der Vorlage beantragt Ihnen die Kommission für Wissenschaft und Forschung Eintreten mit folgenden Änderungen: Beim Bundesbeschluss über die Beiträge an die Institutionen der Forschungsförderung in den Jahren 1984 bis 1987: Artikel 1 Absatz 1 Erhöhung des Höchstbetrages von 739 Millionen Franken auf 849 Millionen, also um 110 Millionen Franken; Artikel 1 Absatz 2 streichen, wenn Artikel 1 Absatz 1 in diesem Sinne angenommen wird, sonst stehen lassen; Artikel 2: Erhöhung des Beitrages an die Naturforschende Gesellschaft von 9,23 Millionen auf 9,83 Millionen Franken; Artikel 3: Erhöhung des Beitrages an die Schweizerische Geisteswissenschaftliche Gesellschaft von 7,71 Millionen Franken auf 8,31 Millionen Franken.

Beim Bundesbeschluss über die Beiträge an die Krebsforschung in den Jahren 1984 bis 1987 schliesslich beantragen wir in Artikel 1 Absatz 1 eine Erhöhung des Beitrages von 23,645 Millionen Franken auf 26,945 Millionen Franken. Die Anträge sind in der Fahne ersichtlich.

Zusammenfassend: Alle diese Anträge erfordern einen jährlichen Mehraufwand von 28,625 Millionen Franken. Ich bitte Sie im Namen der Kommission für Wissenschaft und Forschung, darauf einzutreten und so zu beschliessen.

M. Darbellay, rapporteur: La Confédération encourage la recherche de diverses manières et particulièrement en accordant des subsides aux institutions spécialisées en ce domaine. Elle travaille d'ailleurs avec un souci de coordination conforme à la loi sur la recherche. Pour la première fois, elle nous présente un programme complet, comportant les dépenses de l'ensemble de la prochaine législature, soit des années 1984 à 1987, en deux arrêtés, le premier s'adressant au Fonds national suisse de la recherche scientifique, à la Société helvétique des sciences naturelles, à la Société suisse des sciences humaines, à l'Académie suisse des sciences médicales et le second, l'arrêté B, concernant la recherche sur le cancer. L'institution la plus importante en

ce domaine est le Fonds national suisse de la recherche scientifique. Il a comme mission expresse d'encourager la recherche fondamentale et le souci de la relève scientifique. La plus grande partie des fonds dont il dispose est affectée à la recherche dans les hautes écoles. En 1983, ce fonds émergeait pour 146,7 millions au budget de la Confédération. En valeur réelle, cette somme était inférieure à ce qu'elle était en 1972: nous prenons ainsi un tournant dangereux! A partir de 1979, nous n'avons plus assuré à la recherche les potentialités dont elle disposait auparavant. Les dépenses réelles, ces dernières années, sont de 10 pour cent au moins inférieures à ce qu'elles étaient en 1979. Conséquence immédiate: la baisse du potentiel de recherche correspond à 180 postes de chercheurs à plein temps. La demande du Fonds national prévoyait de rattraper ce retard et, pour ceci, il aurait fallu déjà pour l'année 1984 un supplément de 17 millions de francs. Ensuite, pour tenir compte de l'augmentation des dépenses dans les universités, relatives essentiellement à l'augmentation des effectifs, il aurait fallu prévoir par année une augmentation réelle de 2,5 pour cent. C'est ainsi que pour les quatre années à venir, le Fonds national suisse de la recherche scientifique demandait un montant total de 849 millions de francs. Le Conseil fédéral, tenant compte de l'impératif que nous lui donnons et que nous lui renouvelons à chaque instant de réduire les dépenses, a réduit aussi ses prétentions qui avaient pourtant été considérées comme justifiées par le Conseil de la science. Le Conseil fédéral a donc diminué de 110 millions ce montant, pour le réduire à 739 millions. Il ajoutait, il est vrai, un alinéa 2 à l'article 1^{er}, prévoyant que les dépenses inhérentes à l'introduction du deuxième pilier puissent être prélevées en dehors de ces 739 millions. En un premier temps, la Commission de la science et de la recherche avait accepté ces vues du Conseil fédéral. Ensuite, à partir de la proposition de M. Bonnard, elle a réévalué le problème et elle a estimé, à une grande majorité, que nous pratiquons en ce domaine, une politique des plus dangereuses. La Suisse ne peut maintenir son potentiel économique qu'en restant à la pointe du progrès. Nous devons conserver le haut niveau de la recherche, à l'instar des autres pays industriels qui le font avec une acuité particulière, au moment où certains signes de récession se manifestent. On lutte contre la dépression économique par un effort accru dans le domaine de la recherche. La commission a donc jugé bon d'en revenir au projet initial et elle vous propose, non pas les 739 millions du Conseil fédéral, mais les 849 millions qui étaient demandés par le Fonds national et qui étaient approuvés par le Conseil de la science. Nous pensons ainsi pouvoir permettre un engagement intensifié en ce qui concerne spécialement la recherche dans le domaine des sciences naturelles et dans celui de la médecine. Les autres associations citées tout à l'heure exercent un rôle important, chacune dans leur domaine, mais d'une manière plus modeste. Elles favorisent la recherche, les contacts avec l'étranger et tout spécialement l'édition de publications. Il est à relever ici que tant la Société helvétique des sciences naturelles, la Société suisse des sciences humaines que l'Académie suisse des sciences médicales, travaillent en partie avec les fonds de la Confédération, et en partie avec les fonds propres qu'elles obtiennent d'autres sources. Cela veut dire que chaque fois que nous donnons 1 franc, en gros, à ces sociétés, ce sont 4 francs qu'elles peuvent investir dans leur domaine propre.

Je parlerai maintenant de l'arrêté B relatif à la recherche sur le cancer. Le problème s'est posé à son sujet à peu près de la même façon que pour les autres sociétés de recherche. Le Conseil fédéral avait réduit, là aussi, la participation à 23,6 millions de francs. Après l'intervention de M. Cevey, la commission a été d'accord de revenir au montant initialement prévu de 26,9 millions de francs. Nous avons également des recherches importantes à faire en ce domaine. La Suisse s'est distinguée aussi bien dans les recherches cliniques que dans les recherches expérimentales et elle ne doit point diminuer son potentiel en la matière.

En conclusion, je vous invite à voter l'entrée en matière et à

accepter les diverses propositions de la Commission de la science et de la recherche. Ces diverses propositions représentent un montant de 849 millions pour les quatre années pour le Fonds national suisse de la recherche scientifique, 9,83 millions pour la Société helvétique des sciences naturelles, en augmentation de 0,6 million sur les propositions du Conseil fédéral, 8,31 millions pour la Société suisse des sciences humaines, en augmentation aussi de 0,6 million sur les propositions du Conseil fédéral, 1,6 million comme le propose le Conseil fédéral pour l'Académie suisse des sciences médicales et enfin, 26,9 millions, en augmentation de 3,3 millions par rapport à la proposition du Conseil fédéral pour la recherche sur le cancer. Tous ces montants, je le répète, s'entendent pour l'ensemble des quatre prochaines années.

Müller-Aargau: Die unabhängige und evangelische Fraktion hat mich beauftragt, für die Vorlage Eintreten zu empfehlen und nicht nur den ursprünglichen vom Bundesrat vorgeschlagenen Beiträgen zuzustimmen, sondern auch eine Erhöhung im Sinne der Kommissionsmehrheit zu befürworten.

Diesem Beschluss ging in der Fraktion eine grundsätzliche finanzpolitische Debatte voraus. Wir müssen uns jedenfalls bewusst sein, dass die Zeit der leichtsinnigen Erhöhungen von Bundesmitteln vorbei ist. Wenn der Bundesrat seine Führungsaufgabe wahrnehmen und seine Budgetpolitik dem engen finanziellen Rahmen anpassen will, so ist es von seiten der eidgenössischen Räte grundsätzlich höchst fragwürdig, diese Zurückhaltung aufzuheben und den sogenannten Sternmarsch auf die Bundeskasse fortzusetzen und die Sympathie einmal dieser, dann wieder jener Institution einzuholen. Die Basarmentalität sollte endgültig der Vergangenheit angehören. Aber ich werde und will nicht den Geist Otto Fischers im Rate beschwören. Gezielte Erhöhungen von Beträgen sind eine Frage der Prioritätenordnung. Zwei Gedanken möchte ich hier in die Debatte werfen. Wir haben in unserer Finanzpolitik erstens zu unterscheiden zwischen Betriebs- und Verwaltungskosten einerseits und Investitionen andererseits. Ausgaben für Wissenschaft und Forschung sind genauso wie die Kosten für die Schulung in tieferem Sinne Investitionen. Wenn auch die Resultate dieser Investitionen nicht klar gesehen werden können, so sind sie doch berechenbar. Vergleichende Untersuchungen bei wenig entwickelten Ländern in Europa und in den Schwellenländern haben ergeben, dass ein enges Verhältnis zwischen den Lehr- und Forschungsausgaben des Staates und dem Sozialprodukt besteht. Staaten, die entsprechende Investitionen tätigen, erhöhen die Wertschöpfung ihrer Wirtschaft. Ich wage es fast nicht zu sagen, aber die Rendite von Bildungs- und Forschungsinvestitionen beläuft sich nach dieser Studie auf rund 9 Prozent. Stolz fühle ich mich der volkswirtschaftlich effizientesten Produzentengruppe zugehörig, denn ich wirke im Lehramt. Gerade weil wir eine strukturelle Arbeitslosigkeit haben, kommt der Ausbildung eine grössere Bedeutung zu. Dabei darf Ausbildung und Forschung nicht eng gefasst werden. Es ist verheerend, wenn wir immer wieder neu, aufgrund von gewissen Alarmzeichen auf dem Wirtschafts- oder Arbeitsmarkt, nach neuen wissenschaftlichen und lehrmässigen Schwerpunkten rufen.

Im Moment ist es die Computertechnik, morgen werden es vielleicht die Biologie und Ökologie sein, übermorgen rufen wir aufgrund kürzerer Arbeitszeiten nach Animatoren auf allen Gebieten, um in der Freizeit sinnvollerer Tun und Wirken anzubieten. Wer in der Wirtschaft an die läuternde Wirkung des Marktes glaubt und Planung und künstliche Gewichtung ablehnt, der soll dasselbe Prinzip auch auf dem Gebiet der Wissenschaft und Forschung anwenden oder tolerieren. Lassen wir die Formel vom «Selbstbedienungsladen» beim Nationalfonds oder die Vorwürfe und Formeln, dass hier Hobbies gepflegt würden. Wir verfügen nun über ein Forschungsgesetz, wir diskutieren vor der Kreditausgabe und nach Ableferung der Resultate die Forschungs-

politik. Dazwischen lassen wir die freie Forschung wirken; das soll jetzt respektiert werden.

Auf allen Gebieten passieren sogenannte «Leerläufe». Das Forschungsergebnis «Nein» ist für die weitere wissenschaftliche Tätigkeit ein wichtiges positives Ergebnis. Es ist nur scheinbar ein «Leerlauf».

Im Gegensatz zu Sachinvestitionen sind Bildungs- und Forschungsausgaben langfristig zu planen. Das Denken in Haushaltjahren ist hier verderblich und verfehlt.

Damit komme ich zu Punkt zwei: Die unabhängige und evangelische Fraktion hat sich zur Aufgabe gemacht, das Gewicht der finanziellen Leistungen der öffentlichen Hand generell zugunsten von Wissenschaft und Kultur zu verschieben. In der Entwicklung, die sich überall abzeichnet, geht der Weg der hochentwickelten Staaten von der Quantität zur Lebensqualität. Wir müssen hier Vorarbeit leisten. Diese Vorarbeiten sollen nicht erst dann beginnen, wenn Krisensymptome sichtbar werden. Die Jugendunruhen 1980 waren ein solches Zeichen, ebenso die Abkehr vom Staate, der Weg in den übertriebenen Individualismus, die Herausbildung von Regionalismus usw. Wir müssen festhalten: der technokratische Staat ist weitgehend ein ungeliebter Staat. Höhere Lebensqualität oder, wie ich es in der Jugendpolitikdebatte in diesem Rate genannt hatte: die Gemütlichkeit in diesem Staate, verlangt von uns ein gewisses Umdenken und damit das Setzen von neuen Prioritäten. Auch aus diesen Gründen kam die unabhängige und evangelische Fraktion mehrheitlich zum Schluss, den beantragten Erhöhungen zuzustimmen.

Es gibt wohl keine besseren Investitionen als den Einsatz auf dem Gebiete von Wissenschaft und Forschung und damit, als Begleiterscheinung, für Lehre und Ausbildung. Eine uralte Formel, und eine bekannte elterliche Ermahnung. Wir müssen das aber nicht nur unseren Töchtern und Söhnen als dauernde Mahnung mitgeben. Wir haben als Politiker auf dieser Ebene ein Gleiches zu tun.

Im Namen der Mehrheit unserer Fraktion beantrage ich Ihnen, darauf einzutreten, und Zustimmung zu den Anträgen der Kommission.

Mme Deneys: L'encouragement de la recherche scientifique constitue une tâche prioritaire de la Confédération pour le groupe socialiste. Ses représentants dans la Commission de la science et de la recherche avaient émis, lors de la séance tenue à Lausanne, de sérieuses critiques à l'égard du projet du Conseil fédéral qui propose de diminuer considérablement les montants des demandes présentées par les organes responsables de la recherche. C'est pourquoi nous avons soutenu ultérieurement les propositions visant à ramener les contributions fédérales aux sommes jugées indispensables par des gens qui sont, pour la plupart, aussi soucieux que nous des finances publiques, mais qui sont en même temps chargés de maintenir en Suisse un niveau de recherche suffisant. Cette responsabilité nous la partageons avec eux. Nous ne pouvons pas simplement ignorer ici les conséquences d'une politique à courte vue dans ce domaine. Nous devons en tout cas considérer quelques éléments d'appréciation importants, parmi bien d'autres qu'on a souvent rappelés à cette tribune.

D'abord, la période que nous vivons est caractérisée par une profonde mutation technologique, une nouvelle révolution industrielle, le passage à l'ère de la microtechnique et de l'électronique. Il faut consentir maintenant des efforts intellectuels et des moyens financiers à la mesure des problèmes qui se posent, si la Suisse entend garder sa place parmi les nations industrielles et préserver, de manière autrement plus solide que par la seule défense armée, son indépendance nationale. Un programme de recherche permet bien plus sûrement qu'un programme d'armement de garantir l'existence de la population, raison pour laquelle il relève justement des tâches essentielles de l'Etat. Mais les nouveaux développements technologiques – on l'a vu à propos de l'équipement des PTT – exigent des moyens qui dépassent ceux d'une entreprise, même multinationale, et ceux d'une petite nation. Sans doute faudra-t-il pour atteindre le

niveau des Etats-Unis ou du Japon, en particulier, établir des programmes conjoints avec d'autres Etats de l'Europe occidentale. La Suisse doit encourager de telles réalisations et se préparer à y participer en consacrant aujourd'hui des moyens supplémentaires à ce type de recherche orientée vers des produits, des procédés et des systèmes industriels en pleine transformation. Un programme d'impulsion spécifique pourrait d'ailleurs constituer une seconde voie possible dans ce secteur. Il faudra aussi à l'avenir abandonner des recherches de pur prestige ou, au moins, répartir plus judicieusement les montants disponibles.

Mieux que des programmes de relance ponctuels, dont on attend brusquement des miracles pour maintenir les emplois et lutter contre la récession, un effort régulier, constant, cohérent en matière de formation, de recherche fondamentale et appliquée, permet d'assurer des places de travail et des revenus suffisants aux habitants de notre pays. Les universités cantonales, les centres de recherche installés ailleurs que dans les grandes villes doivent être soutenus dans leur rôle de décentralisation et de diffusion de la recherche. Il n'y aura pas sans cela de politique régionale réussie.

Le nombre croissant d'étudiants dans les universités cantonales entraîne de lourdes charges pour ces cantons qui doivent consacrer davantage de moyens à l'enseignement et qui sont contraints, par conséquent, de limiter les investissements d'équipement et de recherche. Mais c'est encore bien plus la formation des jeunes chercheurs potentiels qui est sérieusement compromise. L'inégalité de traitement entre les étudiants des années 1980 à 1990 et ceux des années 1960 à 1970 serait d'autant plus choquante que nous avons maintenant, et pour une brève période, à nous occuper des jeunes nés durant les années de forte natalité. Nous savons d'expérience, par ailleurs, qu'une politique d'économie à tout prix en matière de recherche et de développement provoque l'émigration des meilleurs et coûte finalement très cher. Que l'on se rappelle simplement les raisons qui ont poussé à la création du Fonds national de la recherche scientifique! Supprimer des postes de jeunes chercheurs, ne pas en créer de nouveaux est d'autant plus absurde s'il faut verser à de jeunes diplômés des indemnités de chômage que nous finançons tous. N'oublions pas non plus que la diminution de la natalité ferme la porte de l'enseignement à de nombreux jeunes universitaires.

On a insisté au mois d'octobre, juste avant les élections, sur le dépérissement des forêts et sur les déséquilibres qui affectent notre environnement. Au cours de chaque session, on évoque le problème des coûts croissants de la santé, ou de la maladie, si vous préférez. Des recherches approfondies et différenciées sont absolument nécessaires pour trouver de meilleures solutions aux problèmes à la fois techniques et sociologiques que nous rencontrons, la diversification et l'utilisation rationnelle des sources d'énergie, par exemple, ou bien la prévention sérieuse des maladies et des accidents. Mieux connaître et mieux agir avec la nature, y compris l'être humain, renvoie autant à l'étude de la matière qu'à celle du comportement humain, des relations sociales, des relations entre l'homme et l'environnement.

La recherche doit donc être, davantage que jusqu'à présent, conçue et structurée dans un esprit pluridisciplinaire afin que des résultats partiels s'intègrent dans un développement global logique, pour aboutir à des applications utiles et socialement rentables. Cette nouvelle dimension de la recherche nécessite des moyens financiers adaptés.

Enfin, les contributions destinées à aider les différentes sociétés scientifiques suisses sont justifiées parce qu'elles permettent à des gens entrés dans la vie professionnelle de maintenir leurs intérêts et leurs capacités intellectuelles en éveil. Elles sont un instrument extrêmement précieux de formation permanente, d'émulation et de collaboration qu'il faut absolument maintenir en état de fonctionner dans l'intérêt même de la communauté. C'est pourquoi nous vous prions instamment de soutenir leurs efforts et d'accepter les propositions de la majorité de la commission, en repoussant celles de M. Lüchinger.

Finalement, nous vous demandons d'adopter également la proposition de la commission en ce qui concerne la subvention destinée à la recherche sur le cancer qui figure dans l'arrêté B.

En conclusion, au nom du groupe socialiste, je vous recommande d'accepter, sur tous les points, les propositions de la Commission de la science et de la recherche ou de sa majorité dans les cas controversés.

*Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 19.30 Uhr
La séance est levée à 19 h 30*

Neunte Sitzung – Neuvième séance

Dienstag, 13. Dezember 1983, Vormittag

Mardi 13 décembre 1983, matin

8.00 h

Vorsitz – Présidence: M. Gautier

83.010

Wissenschaftliche Forschung.**Beiträge 1984 bis 1987****Recherche scientifique.****Contributions 1984 à 1987***Fortsetzung – Suite*

Siehe Seite 1760 hiervor – Voir page 1760 ci-devant

Fischer-Hägglingen: Im Namen der SVP-Fraktion beantrage ich Ihnen, auf die Vorlage einzutreten. Die SVP-Fraktion ist der Überzeugung, dass die Anstrengungen auf dem Gebiet der Forschung weiterzuführen sind. Wir haben uns im Jahre 1980 in diesem Saale eingehend mit der Forschungspolitik des Bundes befasst, als es darum ging, von einem Bericht der Kommission für Wissenschaft und Forschung Kenntnis zu nehmen. Wir haben uns aber auch im Rahmen der Debatte über das neue Forschungsgesetz, das wir in der letzten Session endgültig verabschiedet haben, mit dem Stellenwert der Forschung auseinandergesetzt. Die damals gemachten Aussagen gelten auch heute noch und sind in dieser Debatte zu berücksichtigen.

Es ist unbestritten, dass dem Nationalfonds eine zentrale Funktion in der schweizerischen Forschung zukommt. Die Tätigkeit des Nationalfonds ist jedoch in einen Gesamtrahmen zu stellen. Von den gesamten Aufwendungen für die Forschung in der Schweiz übernimmt der Bund rund 20 Prozent; 80 Prozent erbringen die Privatwirtschaft und die Kantone. Bei der Privatwirtschaft müssen wir feststellen, dass in verschiedenen Branchen infolge Mangels der finanziellen Mittel die Forschungsaufwendungen rückläufige Tendenz aufweisen. Diese Tendenz ist zu bedauern und könnte längerfristig sehr negative Folgen für unsere Volkswirtschaft zeitigen. Ich denke da an die Stellung der Schweizer Industrie auf internationalen Märkten. Dieser Tendenz, in der Forschung zu sparen, kann mit einer Verbesserung der Ertragslage unserer Unternehmen entgegengewirkt werden. Hier könnte die öffentliche Hand mit einer Verbesserung der Rahmenbedingungen, besonders mit einer zurückhaltenden Steuerpolitik, ebenfalls einen nicht zu unterschätzenden Beitrag leisten. Wenn wir die Forschungsaufwendungen des Bundes betrachten, dürfen wir die Forschungstätigkeiten der bundeseigenen Institutionen nicht ausser Betracht lassen. Ich denke hier an die Aufwendungen der Technischen Hochschulen mit ihren Annexanstalten und an die landwirtschaftlichen Forschungsanstalten. Dazu kommen die Beteiligungen an internationalen wissenschaftlichen Gemeinschaftsunternehmen und indirekt die Beiträge an die kantonalen Hochschulen, wovon ebenfalls ein Teil in die Forschung fliesst. Diese Beträge dürften über eine halbe Milliarde ausmachen.

Es ist unbestritten, dass der Forschung in der heutigen rezessiven Wirtschaftslage eine besondere Bedeutung zukommt. Einerseits gilt es, dafür zu sorgen, dass die Schweiz mit der raschen technischen Entwicklung Schritt halten kann und dass dadurch die schweizerische Industrie mit hochwertigen Produkten sich auf den Weltmärkten, wo heute eine ausserordentlich starke Konkurrenz herrscht,

durchsetzen kann. Ebenso wichtig ist auf der anderen Seite die Förderung des wissenschaftlichen Nachwuchses. Wir stellen fest, dass es in verschiedenen Sparten an geeigneten, qualifizierten Forschern, Wissenschaftlern und Dozenten fehlt. Beunruhigend ist diese Tatsache vor allem deshalb, weil es sich bei diesen Sparten um besonders zukunftssträchtige handelt, zum Beispiel um die Mikroelektronik.

Die in der Botschaft aufgeführten Akzente und Forschungsschwerpunkte können wir voll unterstützen. Dasselbe gilt für die Projekte des Forschungsprogrammes. Immerhin sei hier gleichwohl die Frage gestellt, ob in Anbetracht der beschränkten finanziellen Mittel und der wirtschaftlichen Lage nicht mehr Gewicht auf Gebiete gelegt werden sollte, die kurz- und mittelfristig für unsere Wirtschaft entscheidend sein werden.

Wenn wir auch nicht unbedingt einer nur auf die Wirtschaft ausgerichteten Forschung das Wort sprechen, so sind wir doch der Auffassung, es werde zum Teil an echt skurrilen Forschungsprojekten gearbeitet. Auch glauben wir, dass der Erfolgskontrolle und der Koordination noch grösserer Wert zugemessen werden sollte.

Zum Schluss noch ein Wort zu den Anträgen: Zu Artikel 1 werde ich in der Detailberatung einen Antrag begründen; dem ursprünglichen Betrag, wie er in der Botschaft aufgeführt ist, in Höhe von 739 Millionen, ist zuzustimmen. Ich werde mich in der Detailberatung zu den bereits hier gefallenen Worten zur Erhöhung dieses Betrages äussern.

Zu Artikel 1 Absatz 2 lehnen wir den Beschluss des Ständerates ab und sind mit der Fassung des Bundesrates einverstanden.

Zu Artikel 2 und 3 stimmen wir mit der Mehrheit, d. h. mit dem Ständerat, und stimmen damit der ursprünglichen Fassung des Bundesrates zu. Wir glauben, dass wir bei der heutigen finanziellen Lage des Bundes nicht über die seinerzeitigen Anträge des Bundesrates hinausgehen dürfen. Ich werde das in der Detailberatung noch näher beleuchten. In diesem Sinne wird die SVP für Eintreten stimmen.

M. Cavadini: Le groupe libéral entre en matière et votera les deux arrêtés proposés. Il approuve donc l'octroi des subventions prévues aux institutions chargées d'encourager la recherche pour la période 1984 à 1987 et des subventions en faveur de la recherche sur le cancer pour la même période. On a rappelé à trois reprises déjà les diverses composantes du dossier que nous traitons. Nous ne reviendrons pas sur les aspects techniques et nous nous bornerons à quelques remarques peut-être plus politiques.

C'est avec retard que notre pays a pris conscience de l'importance de la recherche, en particulier de la recherche fondamentale. On a pu, pendant plusieurs années, imaginer que la seule économie privée – qui, répétons-le, supporte l'effort principal aujourd'hui encore – pourrait relever seule le défi lancé par notre société technologique. Aujourd'hui, le brouillard se dissipe et la réalité apparaît autre.

La Suisse doit maintenant se donner les arguments de sa réponse et d'une réponse attendue. Nous saluons l'effort de coordination que tente en cette matière le Conseil fédéral. La loi sur la recherche souligne que les hautes écoles et le Fonds national travaillent en étroite collaboration. Malheureusement, la loi sur la recherche est une loi d'intention; elle n'est pas une loi de financement. Enfin, nous soulignons que cette coordination est également voulue et traduite sur le plan universitaire par les cantons impliqués dans leurs différents organes de planification. Cependant, nous voudrions insister sur la nécessité de la poursuite et de l'intensification de cet effort.

On l'a dit, en valeur réelle, le Fonds national de la recherche scientifique reçoit moins en 1982 qu'il ne recevait en 1972. La volonté politique affirmée doit se traduire par des accents visibles. Or, on a eu l'occasion de le constater, en matière universitaire, la Confédération, qui honorait les universités cantonales par 22 pour cent environ de subventions il y a dix ans, se limite aujourd'hui à un effort plus modeste de 15 pour cent. C'est affirmer aussi qu'il est possible de s'enga-

ger davantage. Nous devons rappeler la nécessité d'accroître notre effort dans le domaine technique et micro-électronique. Nous devons nous donner les moyens nécessaires à une recherche qui nous permette en outre de rattraper le retard précédemment décrit.

C'est aussi la qualité de notre enseignement que nous garantissons en maintenant un effort de qualité. Nous ne voudrions pas décrire la faiblesse des ressources de certains secteurs, mais qu'on sache que les montants que demandait le Fonds national suisse pour cette période s'élevaient à 850 millions environ. Le Conseil fédéral a proposé et propose encore de réduire ce montant en raison de la situation des finances fédérales. Nous sommes d'un avis différent. Toute politique se traduit par des choix. Nous disons ici qu'un choix qualitatif est indispensable et que nous devons consentir à un élargissement des montants définis et retrouver le montant initialement demandé.

Ce que nous jouons maintenant est d'un prix plus élevé que les quelque 100 millions en jeu. Il s'agit, et nous citons le message lui-même, «de la prospérité, voire de la survie de notre pays hautement industrialisé». Il y a peu d'avertissements aussi solennels dans des messages du Conseil fédéral. Nous ajouterons simplement que nous jouons aussi notre crédibilité technologique.

Nous demandons donc qu'un engagement particulier soit consenti en faveur des sciences techniques. De récents échecs dans ce domaine devraient nous inciter à un peu plus d'audace, qui serait ici simplement de la sagesse.

En conclusion, nous vous engageons non seulement à voter les deux arrêtés mais encore à suivre la majorité de votre commission, qui présentera la proposition de rétablir les montants antérieurs tant dans le domaine de la recherche scientifique que dans celui de la recherche sur le cancer. Ce sont là des tâches nationales qui ne supportent pas l'hésitation ou la moindre mesure.

Nous tenons enfin à ce que les montants augmentés soient retrouvés dans l'effort général de la Confédération et nous sommes d'avis que les quelque 100 millions d'augmentation que nous proposons de prendre en considération peuvent être retrouvés dans l'ensemble du budget d'investissements de la Confédération, dans celui des constructions fédérales, par exemple. Nous aurons l'occasion de nous exprimer à ce sujet dans le débat de détail. La recherche est aujourd'hui un investissement décisif auquel nous devons consentir des montants significatifs.

Columberg: Die CVP-Fraktion ist für Eintreten auf die Vorlage und stimmt im wesentlichen den Anträgen des Bundesrates zu.

Es ist völlig überflüssig, hier noch lange Ausführungen über die eminente Bedeutung der wissenschaftlichen Forschung für unsere wirtschaftliche, soziale und kulturelle Zukunft zu machen.

Wie verschiedene Vorredner bereits ausgeführt haben, erhält die Forschung in Zeiten der wirtschaftlichen Rezession noch eine erhöhte Aktualität. Aus dieser Sicht sollten wir diese wertvollen Investitionen noch wesentlich verstärken können. Andererseits müssen wir jedoch auch die prekäre Finanzlage des Bundes mitberücksichtigen.

In den letzten Tagen und Wochen haben wir gewaltige Anstrengungen unternommen, um das Defizit auf ein erträgliches Mass zu reduzieren. Gestern wurde die Einführung einer Ausgabenbremse beschlossen; 150 Millionen des Budgets 1984 wurden gesperrt. Diese drastische Massnahme bewirkt schmerzliche Einbussen für verschiedene Bevölkerungsteile. Wenn wir nun nicht jede Glaubwürdigkeit verlieren wollen, können wir nicht am Abend mit dem Sparhammer ansetzen und bereits am nächsten Morgen die Zügel locker lassen.

In Würdigung dieser schwierigen Umstände tritt die CVP-Fraktion für eine Aufstockung der Beiträge an den Nationalfonds von gesamthaft 739 Millionen Franken für die Jahre 1984 bis 1987 gemäss Antrag des Bundesrates ein. Wir sind uns voll bewusst, dass dies eine Erhöhung von real lediglich

1 Prozent ist; zudem müssen wir beachten, dass für diese Beiträge auch die lineare Kürzung von 10 Prozent gilt, so dass man fast von einem Abbau der Bundesleistungen sprechen könnte.

Die Kommission hatte sich ursprünglich ebenfalls dem Antrag des Bundesrates angeschlossen. In der Septembersession hat Herr Bonnard uns unmittelbar vor der Ratsverhandlung mit einem Antrag auf eine Erhöhung um 110 Millionen überrascht, worauf das Geschäft von der Traktandenliste gestrichen wurde. Diese Erhöhung war allerdings mit einer Kompensationspflicht verbunden. Diese liegt nicht mehr vor. Die CVP-Fraktion muss diese zusätzliche Erhöhung ablehnen, nicht, weil sie kein Verständnis für die Forschung hätte, und auch nicht, weil sie die Berechtigung dieser Begehren nicht anerkennen würde, sondern einfach, weil die Bundesfinanzen uns zum Masshalten zwingen.

Bei den beschränkten Mitteln, die uns zur Verfügung stehen, müssen wir mit allem Nachdruck verlangen, dass das Geld zweckmässig und sinnvoll eingesetzt wird. Diese Frage wurde verschiedentlich mit den Exponenten des Schweizerischen Nationalfonds erörtert. Wir wissen, dass der Forschungsrat ein strenges Prüfungs- und Auswahlverfahren anwendet. Dennoch sind vereinzelt Projekte unterstützt worden, deren Wert mehr als zweifelhaft ist. Es wurde darüber in der Öffentlichkeit gesprochen, und auch unser Rat hat sich sehr kritisch mit Einzelfällen auseinandergesetzt.

Darum ersuchen wir die zuständigen Instanzen erneut um eine rigorose Handhabung der Qualitätskriterien in bezug auf Forscher und Forschungsprojekte und zudem um eine verstärkte Prioritätensetzung im Bereich der zu unterstützenden Forschungskategorien und Forschungsdisziplinen. Die politischen Behörden müssen die Gewissheit haben, dass die verfügbaren Mittel effizient eingesetzt werden.

Hingegen widersetzt sich die CVP-Fraktion dem Streichungsantrag des Ständerates bei Artikel 1 Absatz 2. Es geht um eine Kompensation für die Mittel, die durch die Schaffung der beruflichen Altersvorsorge erforderlich werden. Der mutmassliche Betrag beläuft sich auf 6 Millionen Franken für das Jahr 1985. Ohne eine Kompensation würden rund 150 Stellen für junge Forscher verlorengehen. Einem solchen Abbau der Forschungsmöglichkeiten können wir nicht zustimmen.

Die Vorlage sieht wiederum vor, dass 12 Prozent der Forschungsbeiträge für die Durchführung von nationalen Forschungsprogrammen verwendet werden. Wir begrüssen diese Absicht. Damit ist es möglich, Probleme von brennender Aktualität einer fundierten Prüfung zu unterziehen. Ich erinnere Sie in diesem Zusammenhang vor allem an das Programm 5: «Regionalprobleme der Schweiz», an das Programm 8: «Wirtschaftlichkeit und Wirksamkeit im schweizerischen Gesundheitswesen» oder auch an das Forschungsprogramm 14: «Waldschäden und Luftverschmutzung in der Schweiz».

Bei diesen drei Vorhaben handelt es sich um zentrale Anliegen unserer heutigen Wirtschafts-, Umwelt- und Gesundheitspolitik. Diese Studien müssen aber unbedingt praktisch verwertbare Ergebnisse bringen. Diese Umsetzung von Forschungsergebnissen ist von entscheidender Bedeutung.

Ich stelle deshalb Herrn Bundesrat Egli die ganz konkrete Frage: Haben diese Studien dem Bundesrat bei der Bearbeitung der aktuellen Fragen geholfen? Konnten beispielsweise die Ergebnisse bei der Erarbeitung des zweiten Massnahmenpakets, beim regionalpolitischen Instrumentarium, verwertet werden? Hat das Programm 8 Hinweise für Kosteneinsparungen im Gesundheitswesen gegeben, oder erwartet man von der neuesten Studie konkrete Ansatzpunkte für die Behebung der Waldschäden?

Bei den Beiträgen an die Schweizerische Naturforschende Gesellschaft und an die Schweizerische Geisteswissenschaftliche Gesellschaft stimmen wir der Kommissionsmehrheit zu, also für die beschiedene Erhöhung von 600 000 Franken. Dabei ist zu beachten, dass diese Institutionen grosse Eigenleistungen erbringen und im Milizsystem arbeiten. Ihre Publikationen kosten sehr viel. Diese müssen in zwei oder drei Sprachen herausgegeben werden. Deshalb

erachten wir diese Erhöhung als notwendig und gerechtfertigt.

Schliesslich bleibt noch die Krebsforschung. Auch mit dieser verstärkten Förderung können wir uns einverstanden erklären. Dabei gehen wir davon aus, dass alle unter Absatz 2 aufgeführten Investitionen gleichmässig von dieser Erhöhung profitieren.

Ich fasse zusammen: Die CVP-Fraktion anerkennt die enorme Bedeutung der Forschung für die Zukunft unseres Landes. In Anbetracht der äusserst schwierigen finanziellen Lage des Bundes müssen wir jedoch auch in diesem Aufgabenbereich masshalten und stimmen deshalb dem Antrag des Bundesrates für die Gewährung eines Beitrages von 739 Millionen an den Nationalfonds zu. Die für die berufliche Vorsorge zusätzlich notwendigen Ausgaben von 6 Millionen müssen separat ins Budget aufgenommen werden. Hingegen sind wir für eine zusätzliche Erhöhung der Beiträge an die Naturforschende Gesellschaft und an die Geisteswissenschaftliche Gesellschaft gemäss Antrag der Kommissionsmehrheit.

Lüchinger: Wir haben vor einem Jahr bei der Beratung und Verabschiedung des neuen Forschungsgesetzes einlässlich über die Forschungsförderung diskutiert. Unseren damaligen Erörterungen ist heute nichts grundsätzlich Neues beizufügen. Wir könnten uns eigentlich mit einigen wenigen Sätzen der Zustimmung zu dieser Vorlage begnügen, wenn es in der Kommission bei den Anträgen des Bundesrates geblieben wäre. Der Bundesrat stellt ab auf die Förderungsbeiträge im Jahre 1983 und stockt sie für jedes der vier kommenden Jahre um 4 Prozent als Teuerungsausgleich und um ein zusätzliches Prozent im Sinne eines realen Wachstums der Forschungsbeiträge auf. Diese Berechnung ist vernünftig und vertretbar. Sie gibt der Forschung etwas mehr, nimmt aber auf der anderen Seite Rücksicht auf die schwierige Lage unserer Bundesfinanzen.

Ihre Kommission hat ursprünglich den bundesrätlichen Anträgen mit zwei unbedeutenden Ausnahmen zugestimmt; dann kam aber in der Herbstsession der Sündenfall. Dieser wurde veranlasst durch einen Antrag unseres hochgeschätzten Kollegen Bonnard, der beantragte, man solle den Kreditrahmen um 110 Millionen Franken aufstocken und diese Mehrausgabe bei den Bauausgaben gemäss Legislaturplan 1984 bis 1987 kompensieren.

Dieser Antrag war aus zwei Gründen etwas sonderbar. Zum ersten wollte Herr Bonnard eine Kompensation in einem sehr globalen Bereich eines Legislaturfinanzplanes suchen, der überhaupt noch nicht vorlag und den wir auch heute noch nicht kennen. Es ist doch sonderbar, wenn man Mehrausgaben mit einem Finanzplan kompensieren will, der noch gar nicht bekannt ist. Ich würde das als einen ungedeckten Check betrachten, und mit ungedeckten Checks sollte man nicht arbeiten. Zum zweiten enthielt der Antrag Bonnard die Verpflichtung, die 110 Millionen Franken im technisch-naturwissenschaftlichen Bereich einzusetzen, und zwar dort, wo unser Land im Rückstand ist oder in den nächsten Jahren in Rückstand geraten könnte. Zu einer solchen Auflage sind wir aber nicht berechtigt, denn die konkrete Verwendung der Forschungsmittel steht nach dem neuen Forschungsgesetz den sogenannten Forschungsorganen zu. Der Bundesrat, nicht die Bundesversammlung, ist berechtigt, Forschungsziele zu setzen. Er kann in die konkrete Verwendung der Forschungsmittel im übrigen nur eingreifen, wenn das zur Erzielung einer guten Koordination notwendig ist.

Die Kommission für Wissenschaft und Forschung hat nach Eingang des Antrages Bonnard während der Herbstsession eine frühe Morgensitzung durchgeführt und in weniger als 40 Minuten die 110 Millionen Franken in den Rahmenkredit eingebaut. Sie hat allerdings die gesetzliche Ordnung wiederhergestellt, indem sie die Auflage des Herrn Bonnard strich und die Verwendung der Mittel den zuständigen Forschungsorganen vorbehielt. Die Kommission hat dann allerdings ein etwas schlechtes Gewissen gehabt und bean-

tragt, man solle die Behandlung dieser nun doch sehr veränderten Vorlage auf diese Session verschieben.

Ich war dankbar für diese Verschiebung, denn dadurch ist die Vorlage in die Nähe unserer Budgetdebatte geraten. Ich meine, dass unsere Budgetdebatte eigentlich für alle diejenigen unter uns, die mit dieser Aufstockung liebäugelten, eine kalte Dusche sein müsste. Ich halte es mit dem Sprecher der CVP: Wir haben gestern den Bundesrat beauftragt, im nächsten Jahr zusätzliche 150 Millionen Franken einzusparen. Wir haben 150 Millionen Franken des Budgets 1984 blockiert; wir würden meines Erachtens finanzpolitisch völlig unglaubwürdig werden, wenn wir nach dem gestrigen Beschluss heute über die Anträge des Bundesrates hinaus die Forschungsbeiträge einfach um 110 Millionen Franken aufstocken würden. Ich stimme Herrn Bonnard durchaus zu, dass es an und für sich in der heutigen Zeit wünschbar wäre, mehr Geld auszugeben für die Forschung. Ich stimme ihm auch zu, dass es richtig wäre, diese vermehrten Mittel im technischen und naturwissenschaftlichen Bereich einzusetzen. Aber wir können nach über zehn Jahren chronischer und hoher Defizite der Bundesrechnung nicht noch mehr Geld ausgeben, das wir einfach nicht haben. Wir müssen Disziplin walten lassen.

Die Mehrheit der freisinnig-demokratischen Fraktion lehnt daher die Aufstockung um 110 Millionen ab. In der Fraktion wurde darauf hingewiesen, dass eben auch der Nationalfonds und unsere Hochschulen sich mit dem Gedanken vertraut machen müssen, dass die Bundesfinanzen nicht mehr so sind wie in den sechziger Jahren. Auch auf dem Gebiete der Forschung und auf dem Gebiete der Hochschulen muss man Prioritäten setzen.

Es ist in unserer Fraktion gesagt worden, dass die Forschungsförderung in unserem Lande etwas zu sehr nach dem Giesskannenprinzip erfolge. Im Jahre 1982 sind 669 Forschungsgesuche positiv berücksichtigt worden. Diese Zahl von 669 Forschungsprojekten ist ein Ausdruck dieses Giesskannensystems. Selbstverständlich gibt es immer, auch auf dem Gebiet der Forschung, neue Bereiche, die man aufnehmen, wo man Schwerpunkte neu setzen muss. Aber das muss man eben dadurch kompensieren, dass man auf anderen Gebieten, auf denen die Forschung nicht mehr so aktuell ist, zurückschraubt. Wir haben den Eindruck, dass dieses Zurückschrauben nicht stattfindet, weil man die dort tätigen Professoren nicht verletzen will.

Aus all diesen Gründen stimmt die freisinnig-demokratische Fraktion für Eintreten auf die Vorlage. Sie stimmt aber in allen Punkten der bundesrätlichen Lösung zu und lehnt zusätzliche Aufstockungen ab, mit Ausnahme der im gesamten gesehen relativ bescheidenen Erhöhung für die Krebsforschung.

Le président: Je donne maintenant la parole aux orateurs s'exprimant à titre individuel. Leur temps de parole sera limité à cinq minutes.

M. Kohler Raoul: Depuis bientôt dix ans, la situation prédominante qu'occupaient nos fabricants de produits technologiques de pointe est fortement remise en question sur les marchés étrangers. Si l'industrie suisse entend reconquérir sa position et accroître ses débouchés, elle est condamnée à mettre sur le marché des produits plus avancés que ceux des autres producteurs mondiaux. Il faut pour cela que nos entreprises puissent disposer d'infrastructures et d'appuis à tout le moins équivalents à ceux de leurs concurrents étrangers. En effet, dans les pays qui sont nos concurrents dans le domaine des produits de technologie avancée, c'est-à-dire les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, d'énormes moyens ont été engagés pour développer des systèmes de recherche et de développement hautement compétitifs. L'importance de l'appui que ces pays ont accordé à la recherche, dans le domaine de la microtechnique par exemple, comparé aux efforts qui ont été faits chez nous, a pour conséquence qu'un décalage dangereux se perçoit à nos dépens et que le terrain ainsi perdu sera difficile à reconquérir. Cela signifie que nous

devons sans plus tarder développer considérablement notre potentiel de recherche, de développement et d'innovation. Il faudra donc consentir, dès maintenant et à l'avenir, d'énormes investissements en équipement, former puis s'assurer le concours, en beaucoup plus grand nombre que jusqu'à présent, de chercheurs de haut niveau, d'ingénieurs et de techniciens, doués de capacités d'innovation, qui soient en mesure aussi d'exploiter les fruits de la recherche. L'importance des investissements en équipement et en personnel qu'il y aura lieu d'engager, à l'avenir, prend une dimension telle que seules les toutes grandes entreprises du pays seront encore capables de fournir cet effort. Or, notre industrie est faite surtout de petites et de moyennes entreprises. On y dénombre plus des deux tiers des postes de travail. Les petites et moyennes entreprises ont été et doivent rester un des éléments moteurs de la créativité industrielle. Malheureusement, leurs moyens propres ne suffiront pas, tant s'en faut, à entretenir un potentiel de recherche suffisant. Comme elles sont condamnées à innover pour survivre, il importe impérativement de leur faciliter l'accès à une recherche de haut niveau.

Le message relatif à l'encouragement de la recherche scientifique, durant la période de 1984 à 1987, contient à cet égard une série d'appréciations qui rejoignent les préoccupations des gens de ma région. En effet, lorsque le Conseil fédéral affirme que «le savoir, dont nous disposons déjà, ne suffira pas à assurer la prospérité, voire la survie, de notre pays hautement industrialisé» nous ne pouvons que l'approuver. Nous sommes aussi d'accord avec lui lorsqu'il dit que «les fonds de la Confédération pour la recherche doivent servir, en premier lieu, à créer les bases et l'infrastructure sur lesquelles les activités très importantes de recherche et de développement, financées par l'économie, peuvent se développer». Enfin, le Conseil fédéral a raison – et nous soutenons cette thèse depuis plusieurs années – lorsqu'il affirme que «le maintien de l'emploi et la création de nouveaux postes de travail seront fonction de notre engagement sur le front de la recherche et du développement».

Pour toutes ces raisons, je soutiendrai l'effort que le Conseil fédéral nous demande de faire afin d'encourager la recherche scientifique ces prochaines années.

Je me demande toutefois si l'affectation des moyens, aux différents domaines de la recherche, telle que la prévoit le Conseil fédéral, tient suffisamment compte des besoins de la collectivité, en particulier des besoins de l'industrie et du monde du travail. La structure actuelle de l'encouragement de la recherche qui, comme le dit le Conseil fédéral, s'est créée progressivement, au gré des besoins de notre pays, n'est-elle pas un peu la résultante d'une période de prospérité économique? N'y aurait-il pas lieu de l'adapter à la situation actuelle de l'économie et aux besoins actuels et futurs du pays? L'activité des instituts de recherche doit-elle être définie avant tout par les besoins des sciences elles-mêmes? N'est-il pas indispensable qu'à l'avenir les objectifs et les activités de la recherche soient aussi définis par les besoins de l'économie? Le dialogue entre les chercheurs et les entrepreneurs se fait-il dans un climat de confiance et dans un esprit d'ouverture? Toutes ces questions, Monsieur le conseiller fédéral, méritent un examen sérieux et qui ne saurait tarder.

Pour l'immédiat, il me semble qu'aujourd'hui déjà nous devons fixer un certain nombre de priorités, en faveur des sciences techniques et naturelles, dans les domaines où nous avons un retard à rattraper. C'est pourquoi je vous demande instamment, Monsieur le conseiller fédéral, de veiller à ce que la répartition et l'affectation des moyens que nous fixerons tout à l'heure aux différents domaines de la recherche soient modifiées, de telle sorte qu'il soit tenu compte dans une plus large mesure des besoins des entreprises et du monde du travail. Cette orientation nouvelle de la recherche, cette mutation dans la priorité des objectifs et de l'affectation des moyens financiers, doivent se faire sans tarder, dès l'année prochaine déjà, si nous voulons conser-

ver quelques chances de reconquérir le terrain perdu dans le domaine des produits technologiques de pointe.

Bundi: Mit gewissen Vorbehalten stimme ich den Anträgen der Kommissionsmehrheit zu. Insbesondere die Mehraufwendungen an die Schweizerische Naturwissenschaftliche und Schweizerische Geisteswissenschaftliche Gesellschaft und an die Instanzen der Krebsforschung scheinen mir sehr gerechtfertigt zu sein. Meine grundsätzliche Zustimmung möchte ich allerdings mit einigen kritischen Einwänden verbinden.

1. Ich möchte noch etwas mehr Klarheit haben, sowohl vom Präsidenten der Kommission als auch vom Bundesrat: Sollen die 110 Millionen Franken mehr für den Nationalfonds wirklich dazu dienen, gemäss der wohlausgewogenen Eingabe des Nationalfonds eingesetzt zu werden, oder sollen sie so verwendet werden, wie es der Antragsteller, Herr Kollege Bonnard, in der Herbstsession gemeint hatte: nämlich in erster Linie für die technischen und naturwissenschaftlichen Bereiche. Sollte letzteres der Fall sein, müsste ich dem Hauptantrag der Kommission meine Zustimmung verweigern.

2. Auch ohne dass nun eine weitere Stossrichtung auf mehr Forschung im technisch/naturwissenschaftlichen Bereich eingeschlagen würde, ist es so, dass heute in der Grundlagenforschung des Nationalfonds mehr als 80 Prozent der Mittel in die Naturwissenschaften, Biologie und Medizin investiert werden und nur knapp 20 Prozent in die Geistes- und Sozialwissenschaften. Dieses Verhältnis möchte der Nationalfonds auch in Zukunft beibehalten. Damit vernachlässigt er aber eine Forderung, die in einem vom Nationalrat im Jahre 1980 gutgeheissenen Bericht und Postulat – es handelte sich um Vorstösse der damaligen nationalrätlichen Kommission für Wissenschaft und Forschung – erhoben wurde, nämlich dass die Geistes- und Sozialwissenschaften stärker als bisher zu berücksichtigen seien. Ich möchte nicht annehmen, dass wir hier im Parlament Berichte und Postulate verabschieden, um nachher zuzusehen, wie das Gegenteil gemacht wird. Dass leider die Tendenz beim Nationalfonds selber in die von uns damals nicht gewünschte Richtung abgelenkt, ist aus dessen Absicht klar zu erkennen, innerhalb der 12 Prozent der Mittel für die nationalen Forschungsprogramme künftig den Anteil für Geistes- und Sozialwissenschaften zu reduzieren. Nun können und wollen wir dem Nationalfonds im einzelnen nicht dreinreden, wie er seine Mittel verteilen soll. Aber am Grundsatz, den wir aufgestellt haben, dass insgesamt der Anteil bei den Geisteswissenschaften eher gestärkt als geschwächt werden sollte, wollen wir entschieden festhalten. Demnach müsste diese Forderung innerhalb der freien Grundlagenforschung gebührend berücksichtigt werden. Dass man aber dort in gewissen Disziplinen plafonieren, was wohl besagen will, abbauen möchte, wirkt befremdend, unverständlich vor allem im Hinblick darauf, dass diese geeignet wären, die Verwurzelung des heutigen Menschen in unserer Heimat zu fördern und zu vertiefen.

3. Noch zum Problem der Valorisation, d. h. der Umsetzung von Forschungsergebnissen, und der Evaluation, d. h. der Wirkungsbeurteilung. Beides wurde im genannten Bericht unseres Rates ebenfalls erwähnt. Gemäss Botschaft will der Nationalfonds ersteres, d. h. die Umsetzung von Forschungsergebnissen zugunsten der Praxisanwendung, vortreiben. Das ganze Vorhaben befindet sich aber erst in der Planung. Hier muss entschieden gefordert werden, dass dieses Projekt sofort realisiert werde. Ebenso wichtig ist aber die Wirkungsbeurteilung. Erst eine solche Beurteilung ermöglicht es den politischen Instanzen – dem Parlament, der Regierung und der Verwaltung –, klare Folgerungen zu ziehen und bessere Zielsetzungen zu formulieren, insbesondere bei den nationalen Forschungsprogrammen. Diese Wirkungsbeurteilung oder Kontrolle sollte sich jedoch nicht nur über die nationalen Forschungsprogramme erstrecken, sondern allgemein sämtliche grösseren Projekte des Nationalfonds einbeziehen. Sie kann mit helfen, den Einsatz der

Mittel zu verbessern, die Effizienz der Organisation zu stärken, die Qualität der Forschung zu erhöhen, die Umsetzung der Forschung in die Praxis zu fördern und die Transparenz der Forschung herzustellen. Es interessiert mich nun ganz besonders, wie sich der Bundesrat zu diesen Anliegen und Forderungen stellt.

Künzi: Beim vorliegenden Bundesbeschluss betreffend die Institution der Forschungsförderung handelt es sich primär um die Sicherstellung der finanziellen Basis des Nationalfonds. Diese private Stiftung trägt zu einem wesentlichen Teil die Forschung an den schweizerischen Hochschulen. Dabei handelt es sich in erster Linie darum, unserer Industrie den wissenschaftlichen Nachwuchs und die Basis für die Innovationsfähigkeit der privaten Wirtschaft zu gewährleisten. In allen grösseren Industriestaaten wird trotz Budgetproblemen, wie wir sie auch haben, der staatlichen Forschungsförderung grösste Bedeutung beigemessen und ihr ein entsprechendes Wachstum zugestanden. In den USA beträgt dieses Wachstum 18 Prozent bei der National Science Foundation, und in Frankreich 16 Prozent, um nur diese Länder zu erwähnen. In der Schweiz mussten beim Nationalfonds laut Eingabe an den Bundesrat seit 1980 aus finanziellen Gründen etwa 180 Stellen abgebaut werden. Seit einiger Zeit wird die Teuerung auf den Salären, die der Nationalfonds gemäss Vereinbarungen mit den Hochschulen ausbezahlt, vom Bund nicht vergütet. Schon aus diesem Grunde besteht ein Nachholbedarf zum Aufbau unseres schweizerischen Forschungspotentials.

Mit seinem neuen Antrag, den wir heute diskutieren, bleibt der Bundesrat um 110 Millionen Franken unter den Anträgen und Wünschen des Nationalfonds. Diese Reduktion wird eine Schrumpfung der Möglichkeiten ergeben, mit Nationalfonds-Geldern qualifizierten Wissenschaftlern die Gelegenheit zu bieten, an für uns lebenswichtigen Forschungsprojekten mitzuwirken. Zweifellos müssen sich derartige Kürzungsmassnahmen für die Schweiz ungünstig auswirken, da in der gegenwärtigen Situation keine andere Finanzquelle zur Überbrückung solcher Lücken vorhanden ist. Nach der soeben durchgeführten Budgetdebatte fällt es auch mir keineswegs leicht, die Kürzungsanträge beim Nationalfonds nicht zu unterstützen.

Seien wir uns aber bewusst, dass wir gerade in der Finanzpolitik eine längerfristige Planung ins Auge zu fassen haben. Heute bei der Forschung zu stark zu reduzieren, könnte unserer Wirtschaft auf längere Sicht schaden. Darf ich zu diesen Überlegungen zwei Experten unserer Wirtschaft zitieren, die das Sparen sicher auch gross schreiben!

Am diesjährigen «Ustertag» hat der bekannte Zürcher Industrielle Walter Hess zum Bereich langfristiger, aber machbarer Massnahmen seitens der Politik und damit der Öffentlichkeit bezüglich der nationalen Forschung unter anderem festgehalten: «Es wäre von der Wirtschaft aus gesehen wünschbar, wenn die nationale Forschung jenen Bereichen vermehrt Beachtung zukommen liesse, für die in der Schweiz ein wahrscheinliches Applikationsfeld besteht.» Der Forschungsdirektor der BBC, Prof. Speiser, ist soeben aus Japan zurückgekehrt. Wie er mir persönlich mitteilte, erkundigte sich Prof. Speiser speziell nach den Ursachen des grossen Erfolges der japanischen Technik. Die Antwort, die er erhielt, war überall dieselbe: «Wir verdanken unseren Erfolg der Tatsache, dass wir in Japan vermehrte Forschung betreiben.» Prof. Speiser hat festgestellt, dass in Prozenten eines Jahrgangs gerechnet, bezüglich der Bevölkerung, Japan doppelt so viele Ingenieure ausbildet wie die Schweiz, inklusive HTL-Absolventen.

Ich fasse meine Ausführungen kurz zusammen: Der Wissenschaftsrat und der Nationalfonds betrachten den von unserer Kommission angesetzten Betrag als Voraussetzung für die Finanzierung unserer Forschungsförderung durch den Bund. Mit diesem Betrag könnte man auf den realen Stand der Forschungsförderung des Bundes von Anfang der siebziger Jahre zurückkehren. Seit Beginn der siebziger Jahre hat sich die Bedeutung unserer Forschung für die Lebensfähigkeit unserer Wirtschaft noch wesentlich erhöht. Ich

denke an das Waldsterben, auch an die Energieforschung, Mikroelektronik, Informatik. Das sind Schlüsselbestandteile für fast alle modernen Industrieprodukte. Der Nationalfonds hat in seiner Eingabe in Aussicht gestellt, in vermehrter Masse die angewandte Forschung, Ingenieurwissenschaften und medizinische Wissenschaften unterstützen zu wollen. Heute, in der Stagnation, ist die Forschung von besonderer Bedeutung. Die jungen Leute müssen entsprechend geschult werden, auch in der Forschung, um später in der Lage zu sein, Innovationen zu tätigen und um unser Bildungssystem auf der Höhe zu halten. Es handelt sich somit um eine erforderliche zukunftsichernde Investition auf mittlere und längere Sicht.

Die Forschung ist ein wesentliches Element des Hochschuldozenten. Nur wenn er Forschung an der Front der wissenschaftlichen Entwicklung betreiben kann, ist er in der Lage, eine moderne, zeitgemässe Ausbildung zu vermitteln und die junge Generation auf ihre anspruchsvolle und schwierige Aufgabe vorzubereiten.

Seien wir uns im klaren: Die heutige Forschung, selbst in den Geisteswissenschaften, fordert den Einsatz von Computern und anderen aufwendigen Einrichtungen und Apparaturen. Das Zeitalter des Bunsenbrenners ist vorbei!

Ich bitte Sie, den Kommissionsanträgen zuzustimmen.

Schwarz: Als Mitglied der Finanzkommission möchte ich einige schwerwiegende Bedenken finanzieller Art gegen die Beitragserhöhungen, wie sie die Kommissionsmehrheit beantragt, anbringen.

Wir müssen uns immer und immer wieder daran erinnern, dass der Bund seit 1971 ununterbrochen Defizite macht, in den letzten drei Jahren sogar trotz bedeutender Mehreinnahmen. Im Vergleich zu 1975 haben wir im Budget 1984 rund 2,6 Milliarden Franken fiskalisch bedingte Mehreinnahmen und trotzdem ein grosses Defizit. Ende 1982 werden rund 25 Milliarden Franken Schulden ausgewiesen, und im Budget 1984 rund 1 Milliarde Schuldzinsen. Auch vom Finanzplan 1984 bis 1987 hört man nur Ungutes (mit dem Defizit von 2,3 Milliarden im Jahre 1987). Ich hoffe immer noch, es handle sich dabei um eine Zeitungsente, nachdem Bundesrat und Parlament im Rahmen der Beratung der Haushaltperspektiven auf diesen Zeitpunkt den Haushaltsausgleich anstrebten. Ich hoffe aber auch, dass der Hinweis auf den gesamtfanziellen Zusammenhang nicht als Einmischung in die inneren Angelegenheiten einer Spezialkommission empfunden wird.

Ich kann mich immerhin auf die Verfassung und das Bundesgesetz über den eidgenössischen Finanzhaushalt berufen, und nicht zuletzt auf die Botschaft des Bundesrates und Beschlüsse des Parlamentes über die Herabsetzung von Bundesleistungen. Es ist meines Erachtens unverantwortlich, am Vorabend der Finanzplanberatung für die Periode 1984 bis 1987 derart präjudizierende Beschlüsse zu fassen – die weit über das hinausgehen, was der Bundesrat beantragt, derweil wir beim Budget 1984 wesentlich unter den bundesrätlichen Ausgabenplafond gehen mussten – wenn wir je wieder Herr der Finanzentwicklung werden wollen, die ausser Kontrolle zu geraten droht. Diese Finanzentwicklung erlaubt es nicht, dass wir, um anspruchsvollen Prioritätsfestlegungsentscheiden auszuweichen, einfach überall aufstocken.

Man wird mir antworten, die Forschung sei von erster Priorität und deshalb sei hier eine Aufstockung gerechtfertigt. Diese Behauptung trifft nach meiner Überzeugung nur für gewisse Forschungsrichtungen zu, nicht aber für die Forschung generell. Es gibt auch Forschungszweige, welche einen geringeren Prioritätsgrad aufweisen und die unter dem Druck der geschilderten prekären Finanzlage zugunsten wichtiger und dringender Forschungsvorhaben abgebaut oder wesentlich eingeschränkt werden müssen.

Die Kommissionsmehrheit macht es sich zu einfach, wenn sie einseitig aufstockt und es dem Bundesrat überlassen will, ob und wo allenfalls die Erhöhungen zu kompensieren sind. Man überlege sich einmal die Konsequenzen, wenn dies in anderen Kommissionen Schule macht. Ein weiterer

Testfall steht uns in einem nächsten Geschäft, das wir zu behandeln haben, bevor.

Aus all diesen Überlegungen empfehle ich Ihnen, den Anträgen des Bundesrates bzw. des Ständerates zu folgen und die Minderheit der Kommission sowie selbstverständlich den Antrag Fischer zu unterstützen.

Schnyder-Bern, Berichterstatter: Sie haben aus dieser Eintretensdebatte entnehmen können, dass wir uns einmal mehr in einer echten Konfliktsituation befinden: hier Sparen, konsequent durchziehen – dort notwendiger Ausbau der Forschung. Beides miteinander geht nicht.

Ich wiederhole ganz kurz: Real sind die vom Bundesrat vorgesehenen Kredite kleiner als 1972. Die Kredite dienen vor allem zur Besoldung von Forschern. Der Nationalfonds unterstützt beispielsweise 2700 Forscher. Die ohnehin wirksame Kürzung der Kredite um 10 Prozent in den nächsten beiden Jahren, 1984 und 1985, hat eine Reduktion von rund 200 Forscherstellen zur Folge. Wollen wir weitere Forscherstellen einsparen? Können wir das verantworten? Dies ist die Frage, die sich die Kommission stellte. Wir glauben: nein. An Ihnen ist es nun, zu entscheiden.

Die Anträge – und damit komme ich zum Votum unseres Kollegen BUNDI – zur Verschiebung der Schwerpunkte in der Forschung in Richtung Wirtschaftstechnologie unterstützt die Kommission grundsätzlich, doch muss ich daran erinnern, dass wir laut Forschungsgesetz nicht befugt sind, hier Akzente zu setzen. Diese Akzente werden durch die Forschungsorgane gesetzt. Wir können davon Kenntnis nehmen. In dem Sinne ist die Aufstockung von 110 Millionen global gedacht, und die Forschungsorgane werden dann diese Schwerpunktbildung aufgrund unserer Meinung, so hoffe ich, vornehmen. Soviel zu den gefallen Voten.

M. Darbellay, rapporteur: Quelques remarques après ce débat où les avis sont unanimement favorables pour l'entrée en matière, mais divergent sur le montant. Tout d'abord, je vous rappelle que, avec les programmes de recherche actuels, 2700 personnes environ peuvent travailler à plein temps dans ce domaine. Les réductions de ces dernières années ont diminué ce potentiel en éliminant des effectifs (180 personnes à plein temps). Je relève ici le paradoxe de diminuer le nombre de chercheurs au moment où celui de nos étudiants augmente d'une manière substantielle.

En ce qui concerne la répartition, problème dont nous avons également parlé ici, lorsque nous attribuons des crédits au Fonds national suisse de la recherche, c'est ce dernier qui en prend la responsabilité. Douze pour cent doivent être affectés à des programmes nationaux de recherche, quant au reste, une partie importante est octroyée aux programmes de recherche concernant les sciences naturelles, la technologie et la médecine. Nous avons besoin d'avoir à disposition des montants suffisamment élevés pour rester à la pointe du progrès dans ces domaines.

Un mot encore, si vous le permettez, au sujet de la situation financière. Il est clair qu'elle n'est pas des plus réjouissantes, mais je crois qu'il faut être assez honnête pour reconnaître également qu'elle n'est pas aussi catastrophique qu'on la peint généralement à cette tribune. Les comptes de 1981 ont été bons. Ceux de 1982 ont été convenables et ceux de 1983, d'après ce que l'on nous dit, seront aussi convenables. Ces derniers jours, nous avons essayé de donner une bonne figure aux comptes de 1984. Or, que nous demande-t-on ici? Un peu moins de 100 millions pour quatre ans. On a parlé de 110 millions, mais il faut rectifier quelque peu en rappelant que, dans cette somme, sont compris environ 20 millions prévus à l'article 1, alinéa 2, pour la mise sur pied du deuxième pilier. Par conséquent, 90 millions en quatre ans, cela représente 22 millions et demi par année. Je vous rappelle simplement que, au début de cette année, nous avons voté un programme de relance de 1 milliard de francs. Nous avons donc un pied sur l'accélérateur et un autre sur le frein. Or, lorsque nous freinons, il faut savoir où le faire et je dis qu'ici ce n'est pas le lieu pour freiner sur la formation des jeunes, ni le moment pour

freiner sur la recherche. Aujourd'hui déjà, nous prenons des décisions qui concernent les années 1984 à 1987. Par celles-ci, nous influençons l'économie des années 2000 et suivantes. Avons-nous le droit d'hypothéquer cet avenir? Personnellement, je pense qu'il n'est pas sage de faire la politique de l'autruche et de dire «après nous, le déluge»! Je rappellerai, avec M. Cavadini, qu'il est des circonstances où l'audace elle-même est de la sagesse. Nous vous proposons une audace très modérée et, par conséquent, je vous prie d'avoir la sagesse de l'accepter.

Bundesrat Egli: Wenn je ein bundesrätlicher Sprecher Grund hatte, von diesem Pult aus sich beim Parlament für die wohlwollende Aufnahme einer Vorlage zu bedanken, so ist es sicher heute, und ich tue es auch. Ich schreibe diese wohlgemeinten Geschenke an die Regierung nicht nur der vorweihnächtlichen Stimmung zu, sondern auch der Einsicht in die Notwendigkeit der staatlichen Forschungsförderung.

Die zahlreichen Voten zugunsten der Forschungsbeiträge erlauben es mir, mich kürzer zu fassen, als dies ursprünglich beabsichtigt war. Nach einigen grundsätzlichen Bemerkungen zur Vorlage werde ich zu den aufgeworfenen Fragen Stellung nehmen, um sodann die Haltung der Regierung zu den gestellten Anträgen bekanntzugeben.

Zum politischen Stellenwert der Vorlage: Die Vorlage basiert, wie es erwähnt worden ist, auf dem neuen Forschungsgesetz, welches Sie letzte Session verabschiedet haben. Die Vorlage setzt also die Inkraftsetzung des Forschungsgesetzes voraus. Sie haben nach Ihrem Beschluss die Inkraftsetzung des Forschungsgesetzes auf den 1. Januar 1984 beschlossen.

Der Bund betreibt zu einem gewissen Teil auch eigene Forschung: die sogenannte Ressortforschung und vor allem auch die Forschung an den beiden Technischen Hochschulen und ihren Annexanstalten. In dieser Vorlage hingegen wird nur jener Teil der Forschung behandelt, welchen der Bund durch Beiträge an Dritte fördert, also nicht die eigene Forschung des Bundes. In Artikel 3 des Forschungsgesetzes wird der Grundsatz der Forschungsfreiheit statuiert. Sie wird gerade dadurch gewährleistet, dass die Förderungsbeiträge an Dachorganisationen der wissenschaftlichen Forschung, an die sogenannten Institutionen der Forschungsförderung, ausgerichtet werden, welche dann ihrerseits diese Mittel in jenen Bereichen allozieren, wo sie die Notwendigkeit und die Priorität sehen. Dies ist eine typisch schweizerische Lösung der Forschungspolitik. Wohl betreibt der Bund auch Direktförderung der Forschung. Dies ist in Artikel 16 ff. des Forschungsgesetzes auch ausdrücklich vorgesehen. Ein Anwendungsfall dieser direkten Forschungsförderung des Bundes ist der zweite Bundesbeschluss, den wir Ihnen vorlegen, über die Förderung der Krebsforschung.

Mit den beiden vorgelegten Bundesbeschlüssen beschliesst also die Bundesversammlung einen auf vier Jahre vorgeplanten Zahlungsrahmen. Dieser Begriff «Zahlungsrahmen» bedarf vielleicht noch etwas der Erläuterung. Im Finanzhaushaltsgesetz wird dieser Begriff nicht definiert, hingegen hat er schon längst in der Finanzpraxis des Bundes Eingang gefunden. In der bundesrätlichen Botschaft zum Voranschlag 1984 auf Seite 82 wird «Zahlungsrahmen» wie folgt umschrieben:

«Vom Parlament für einen Zeitraum von mehreren Jahren festgesetzter Maximalbetrag für auf einem bestimmten Aufgabengebiet in Aussicht genommene Zahlungskredite.»

Es handelt sich also nicht um eine feste Bindung des Parlamentes, sondern nur um eine Absicht des Parlamentes, um eine Zahlenvorgabe an die Regierung, wie sie künftig auf einem gewissen Gebiet Mittel verwenden will. Das Parlament wird also dadurch nicht gebunden. Die Budgetfreiheit bleibt dem Parlament gewahrt, es kann jederzeit davon abweichen. Dies sei auch all jenen gesagt, die uns mehr geben wollen oder möchten, als wir selber für uns beanspruchen. Es bleibt dem Parlament unbenommen, sei es in den kommenden Budgetberatungen, sei es ausserhalb der Bud-

gets, zusätzliche Zahlungskredite zu bewilligen, wenn sich Bedürfnisse zeigen sollten. Dies zum Begriff des Zahlungsrahmens.

Das Parlament beschliesst somit über diesen Zahlungsrahmen, und mit dieser Beschlussfassung erhält es auch Gelegenheit, auf die Forschungspolitik des Bundes seinen Einfluss auszuüben. Die rechtliche Autonomie der Forschungsinstitutionen bleibt erhalten, aber die politische Einflussnahme auf die Forschungspolitik des Bundes soll durch diese Debatte dem Parlament bewahrt bleiben. Ich bin Ihnen daher dankbar, dass Sie von dieser Gelegenheit Gebrauch gemacht haben, denn diese Debatte soll es dem Bundesrat auch ermöglichen, seine forschungspolitischen Gewichte zu setzen.

Was es über die Notwendigkeit der staatlichen Forschungspolitik gerade in einer Zeit, wie wir sie heute erleben, zu sagen gibt, kam in der Debatte in reichem Masse zum Ausdruck. Mit Recht wurde darauf hingewiesen – ich denke insbesondere an Herrn Müller als Redner der unabhängigen und evangelischen Fraktion –, dass Forschungsaufwendungen ihrem inneren Sinne nach eigentlich Investitionen und nicht Konsumausgaben sind, auch wenn sie bei der Besonderheit der Rechnungsführung des Bundes nicht als Aktivierung in der Rechnung in Erscheinung treten und daher leider im Budget nur wie gewöhnliche Konsumausgaben behandelt werden.

Ihrer Debatte wären vielleicht höchstens noch zwei Gedanken beizufügen:

1. Nicht nur die Wirtschaft benötigt Forschungsergebnisse; auch der Staat ist in zunehmendem Masse zur Erfüllung seiner eigenen Aufgaben auf Forschung angewiesen. Ich denke an Energie, Strassenbau, Umweltschutz – aber auch an die Waldschäden –, die Raumplanung, sowie an Aufgaben im gesellschaftspolitischen Bereich. Wir Politiker wollen offen zugestehen, dass in vielen Bereichen, wie zum Beispiel im Energiebereich, die Akzeptanz der Öffentlichkeit für staatliche Massnahmen zunimmt, wenn sie nicht nur von uns Politikern, sondern auch von der Wissenschaft befürwortet und unterstützt werden.

2. Das Milizsystem ist eine Eigenart der Forschung, Forschungspolitik und Forschungsorganisation in der Schweiz. Ich denke an den Wissenschaftsrat; ich denke an den Forschungsrat, an alle wissenschaftlichen Fachverbände und all die Leute, die diese Organisationen leiten. Ohne diese uneigennützig, nicht oder kaum entschädigte Miliztätigkeit von Personen aus Wirtschaft und Wissenschaft wäre das Funktionieren des vom Forschungsgesetz vorgesehenen Apparates überhaupt undenkbar. Es ist einmal am Platz, von hier aus all diesen Leuten die Anerkennung des Staates auszusprechen. An sie alle wollen wir auch denken, wenn wir Forschungskredite bewilligen, denn es ist eine Anerkennung dieser Milizarbeit, wenn wir diese Leute mit genug Mitteln ausstatten.

Ich möchte mich noch einem besonderen Forschungsbereich zuwenden, der nach meiner Auffassung in der Debatte etwas zu kurz kam; allein Herr Bundi hat davon gesprochen. Es ist natürlich, dass man unter dem Eindruck der heutigen wirtschaftlichen Situation und der besonderen Lage der Schweiz mit ihrem kleinen Markt und mit ihren wenigen Ressourcen primär an die Forschung im naturwissenschaftlichen und technischen Bereich denkt. Es besteht offenbar die weitverbreitete Ansicht, dass nur das förderungswert sei, was sich früher oder später in klingende Münze umwandeln lässt. Aber vergessen Sie die Bedeutung der Geisteswissenschaften nicht! Die sozial- und geisteswissenschaftlichen Forschungen müssen komplementär zu den naturwissenschaftlichen und technischen Entwicklungen ausgebaut werden. Die Geisteswissenschaften vermitteln Einsichten in Verhaltensweisen des Menschen; sie dienen der Pflege jener Werte, die wir im Interesse einer menschlichen Gesellschaft unbedingt erhalten wollen und sorgen dafür, dass der grosse Schatz an Erfahrungen und Einsichten, die uns die Geschichte der alten Zivilisationen vermitteln, nicht verlorengeht. Letztlich münden auch die Realwissenschaften

und ihre Anwendung in geistige Werte aus, denn auch sie sollen der Wohlfahrt der Menschen dieses Landes dienen, die sich nicht ausschliesslich mit materiellen Gütern erkaufen lässt. In der Entfaltung der Geisteswissenschaften wird deshalb zu Recht ein wesentliches Charakteristikum unserer kulturellen Tradition gesehen.

Herr Bundi, ich kann Ihnen sagen, dass wir diesem Bereich unsere volle Aufmerksamkeit schenken. Wenn bisher die Geistes- und Sozialwissenschaften ungefähr 20 Prozent des gesamten Forschungsaufwandes erhielten, lauten die Zahlen für das Jahr 1982 über das Ganze gesehen, inklusive nationale Forschungsprogramme, wie folgt: Geistes- und Sozialwissenschaften 24 Prozent, exakte und Naturwissenschaften 36 Prozent, Biologie und Medizin 40 Prozent. Wir sind bestrebt, für die Geisteswissenschaften, Herr Bundi, diesen Ansatz von 24 Prozent – also fast ein Viertel – auch in Zukunft zu halten. Die Geisteswissenschaften haben den Vorteil, dass sie nicht solch bedeutender technischer Einrichtungen bedürfen, wie die übrigen Wissenschaften sie nötig haben. Sie sehen daraus, dass wir diesem Bereich unsere volle Aufmerksamkeit schenken. Mit diesen 24 Prozent für die Geisteswissenschaften liegen wir wesentlich höher als vergleichbare Staaten. In Deutschland zum Beispiel liegt der entsprechende Prozentsatz bei etwa 18 Prozent.

Zu einigen Fragen, die heute zusätzlich aufgeworfen worden sind. Herr Fischer-Hägglingen als Sprecher der SVP: Sie rufen nach mehr Erfolgskontrolle. Wenn bisher diesem Gesichtspunkt zu wenig Aufmerksamkeit geschenkt worden wäre, darf ich Ihnen versichern, dass uns nun das neue Forschungsgesetz genügend Instrumente schafft, damit eine Erfolgskontrolle gewährleistet werden kann.

Herr Cavadini, Sie sprechen insbesondere der Grundlagenforschung das Wort. Sie wissen, dass insbesondere die Grundlagenforschung ja Gegenstand der staatlichen Forschungsförderung ist, während die angewandte Forschung eher in den Bereich der Wirtschaft gehört. Dies gilt insbesondere auch im Bereiche der Mikroelektronik, deren Wichtigkeit – ich betone es – Sie besonders hervorgehoben haben. Ich schliesse nicht aus, Herr Cavadini, dass sich im Bereich Mikro- und Optoelektronik besondere Bedürfnisse noch zeigen könnten, die uns zwingen, über das hinauszugehen, was wir heute beschlossen.

Herr Columberg, Sie befürworten eine verstärkte Prioritätensetzung. Auch Herr Lüchinger und Herr Kohler sprachen davon. Ich glaube, dass nun der ziemlich beschränkte Zahlungsrahmen die Forschungsinstitutionen automatisch dazu zwingen wird, Prioritäten zu setzen, und auch das Forschungsgesetz gibt uns die Instrumente, Prioritäten zu setzen und die Forschung entsprechend zu koordinieren.

Auch von der Valorisation der Forschungsergebnisse war die Rede. Die Herren Raoul Kohler und Bundi sprachen davon. Es ist dies ein äusserst wichtiger Gesichtspunkt. Es handelt sich um die Umsetzung der Forschungsergebnisse in die praktische Anwendung, also um den Transfer der Forschung aus dem Bereich der Wissenschaft in den Bereich der Wirtschaft. Sie haben mich gefragt, wie diese Valorisation gewährleistet wird. Ich kann Ihnen verschiedene Punkte zu bedenken geben:

Der Wissenschaftsrat ist sich dieses Problems vollauf bewusst. Es kommt dies in verschiedenen Publikationen aus Kreisen des Wissenschaftsrates zum Ausdruck. Sie sollen wissen, dass im Wissenschaftsrat vier Vertreter der Industrie sitzen. Der Wissenschaftsrat ist gewillt, mehr Kontakte zur Industrie zu pflegen. Ich verweise auch auf ein Seminar, das im nächsten Januar stattfinden wird über das Thema «Hochschule und Industrie», organisiert von der Gesellschaft für Hochschule und Forschung. Neuerdings ist man dazu übergegangen, gemeinsame Stipendien des Nationalfonds und der Industrie zugunsten von Forschern auszuschreiben. Diese Stipendien ermöglichen Wissenschaftlern aus der Industrie, an den Hochschulen Forschung zu betreiben, oder sie ermöglichen Hochschulangehörigen, zeitweise in industriellen Unternehmungen in der Forschung tätig zu sein. Auch die Themen unserer nationalen Forschungspro-

gramme berücksichtigen diesen Zusammenhang von Forschung, Industrie und Wirtschaft. Ich verweise auf das Thema der dritten Serie: Mikro- und Optoelektronik; auf Themen der soeben beschlossenen vierten Serie: Werkstoffe oder biomedizinische Technik.

Herr Columberg, Sie haben weitere Themen des Forschungsprogrammes genannt: ich nenne insbesondere auch noch das Thema 14 – Luftverschmutzung –, das wir soeben aufgestockt haben im Hinblick auf die aufgetretenen Waldschäden.

Herr Künzi, Sie haben insbesondere auf die Notwendigkeit der Nachwuchsausbildung hingewiesen. Auch wir schenken diesem Gesichtspunkt grosse Aufmerksamkeit. Wir haben in der Botschaft darüber Ausführungen gemacht. Das Forschungsgesetz weist besonders auf die Notwendigkeit des Forschungsnachwuchses hin. Ich nenne Artikel 2 Buchstabe e des Forschungsgesetzes. Ich muss Ihnen bestätigen, dass es diesbezüglich in der Schweiz in gewissen Bereichen nicht zum Besten steht. In der Industrie gibt man uns offen zu, dass ihnen der Nachwuchs in gewissen Bereichen fehlt. Sie müssen im Ausland Nachschau halten. Wir wissen, dass wir auf längere Sicht den Know-how-Export fördern, was eigentlich unwillkommen ist. Andererseits sind schweizerische Forscher gezwungen, zu emigrieren, weil zu wenig Forschungsmittel zur Verfügung stehen oder weil die Forschungsinfrastruktur in der Schweiz nicht bereitsteht. Aber Sie dürfen versichert sein, Herr Künzi, auch dem Forschungsnachwuchs wollen wir volle Aufmerksamkeit schenken.

Es scheint mir aber, dass ich weniger die Wichtigkeit der Forschung betonen und Sie um die verlangten Mittel bitten muss; offenbar muss ich mich vielmehr eines allzu grossen Wohlwollens des Rates (oder wenigstens eines Teils desselben) erwehren. Die Kommission überbietet mit ihren Anträgen den Bundesrat in allen Positionen. Der Mehrbetrag macht 112,5 Millionen Franken aus. Ich bedaure, erklären zu müssen, dass der Bundesrat dieses Weihnachtsgeschenk nicht annehmen kann, obwohl wir für diese Mittel nicht etwa keinen Verwendungszweck hätten, beileibe nicht! Auch ist alles, was zu deren Begründung hier gesagt worden ist, goldrichtig. Aber all diese Überlegungen werden von budgetpolitischen Erwägungen in den Schatten gestellt.

Der Bundesrat hat Ihnen jene Beträge beantragt, die er bei der heutigen finanziellen Lage des Bundes und die er budgetpolitisch verantworten kann. Der Bundesrat bleibt bei dieser Überzeugung, auch wenn heute ein Teil des Rates von einer gewissen Euphorie hingerissen zu sein scheint. Ich weiss, dass ein Teil des Rates uns der Kurzsichtigkeit bezichtigen wird. Aber ich muss auch Ihnen erklären: Es ist für einen Departementschef und ein Regierungsmitglied schlechterdings unverständlich, am Morgen vor eine Finanzkommission des Ständerates zitiert zu werden mit dem Ansinnen, das eigene Budget (nur des eigenen Departementes) um 20 Millionen Franken zu kürzen, um am Nachmittag vor einer anderen Kommission zu erscheinen, welche die Begehren des Bundesrates um mehr als 100 Millionen Franken erhöhen will. Also zwei Kommissionen, zwei «chambres séparées», mit einer Wand dazwischen, die offenbar nicht einmal einen Ton durchlässt. Diese beiden Beschlüsse münden nun in das Auffangbecken der Regierung aus, aber die Regierung kann sich diese Schizophrenie nicht erlauben.

Hingegen bitten wir Sie, die vom Ständerat beschlossene Streichung von Artikel 1 Absatz 2 wieder aufzuheben. Es handelt sich um die Beiträge an die berufliche Vorsorge. Im Zeitpunkt der Ausarbeitung der Botschaft war noch nicht bekannt, wann das Gesetz über die berufliche Vorsorge in Kraft treten würde. Daher war es auch nicht möglich, die für die berufliche Vorsorge erforderlichen Beträge zum Hauptbetrag hinzuzurechnen. Der Betrag dürfte – wie bereits erwähnt worden ist – jährlich ungefähr 6 Millionen Franken ausmachen. Das macht insgesamt für die Jahre 1985 bis 1987 18 Millionen Franken aus. Sie dürfen nicht übersehen, dass es sich bei der Forschung um einen sehr personalintensiven Zweig der Verwaltung handelt, bei welcher die

Personalvorsorge oder mit andern Worten die Beiträge, die hierfür aufzuwenden sind, schwer ins Gewicht fallen. Wir können diese Beiträge nicht überwälzen, wie das in der privaten Wirtschaft der Fall ist, wenn es der Markt zulässt. Ich bitte Sie abschliessend, auf die Vorlage einzutreten, aber – auch wenn ich gegen meine eigenen Wünsche spreche – ich muss Sie bitten, den Anträgen der Regierung zuzustimmen.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

A

Bundesbeschluss über die Beiträge an die Institutionen der Forschungsförderung in den Jahren 1984 bis 1987

Arrêté fédéral subventionnant les institutions chargées d'encourager la recherche durant la période 1984 à 1987

Detaillberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Titel

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ingress

... des Forschungsgesetzes vom 7. Oktober 1983,

Titre et préambule

Proposition de la commission

Titre

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Préambule

...loi sur la recherche du 7 octobre 1983,

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Kommission

Abs. 1

... ein Höchstbetrag von 849 Millionen Franken bewilligt.

Abs. 2

Nach Entwurf des Bundesrates

Abs. 3

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag Fischer-Hägglings

Abs. 1

Nach Entwurf des Bundesrates

Art. 1

Proposition de la commission

Al. 1

Un montant maximum de 849 millions de francs...

Al. 2

Selon projet du Conseil fédéral

Al. 3

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition Fischer-Hägglings

Al. 1

Selon projet du Conseil fédéral

Abs. 1 – Al. 1

Fischer-Hägglingen: Wie Sie der Eintretensdebatte entnommen haben, enthält die Vorlage eine Erhöhung der Beiträge an die verschiedenen Forschungsinstitutionen gegenüber jenen der laufenden Beitragsperiode. Sie haben auch mitbekommen, dass der Bundesrat vom Jahr 1983 ausging, in welchem 163 Millionen zur Verfügung stehen. Dieser Betrag wurde in dem Sinne aufgestockt, dass eine Jahresteuierung von 4 Prozent in Rechnung gestellt und 1 Prozent reales Wachstum hinzugefügt wird. Die Vorlage und die Anträge der Kommission bedeuten somit nicht eine Reduzierung, sondern eine Erhöhung. (Das vielleicht an die Adresse von Herrn Künzi.) Dies ergibt, wenn man diese Zahlen aufstockt, einen Betrag von 739 Millionen Franken.

Mein Antrag verlangt nun, dass dieser Betrag zu bewilligen sei, und dass auf eine Aufstockung von 110 Millionen Franken, wie das die Kommissionsmehrheit beantragt, verzichtet werde. Sie haben gehört, dass der Schweizerische Nationalfonds um einen um diese 110 Millionen Franken erhöhten Beitrag nachgesucht hat. Der Bundesrat musste aus Rücksicht auf die finanzielle Lage des Bundes den angeforderten Betrag kürzen, und er begründet dies in seiner Botschaft wie folgt: «Die in dieser Vorlage vorgesehenen Kredite zur Finanzierung der Institutionen der Forschungsförderung repräsentieren nach unserer Auffassung einen vertretbaren Kompromiss zwischen den gut begründeten Wünschen für die Förderung der für unser Land ausserordentlich wichtigen Forschung und den finanzpolitisch unerlässlichen Sparzielen. Sie dürften vermutlich ausreichen, um die notwendigsten Bundesmittel zur Aufrechterhaltung einer qualitativ hochstehenden, international anerkannten schweizerischen Forschung bereitzustellen.»

Ich vertrete nun die Auffassung, dass wir aufgrund dieser Äusserung und im Hinblick auf die finanzielle Lage des Bundes wieder auf die ursprünglichen Anträge des Bundesrates zurückgehen sollten. Diesen Anträgen hat auch die Kommission in einer ersten Runde zugestimmt. Erst aufgrund des Antrages Bonnard in der Herbstsession hat dann die Kommission in einem eigenartigen Prozedere auf die Eingabe des Nationalfonds umgeschwenkt.

Wir haben gestern — es wurde auch in der Eintretensdebatte unterstrichen — den Voranschlag 1984 zu Ende beraten. Die Beratung dieses Voranschlages war sowohl hier im Rat als auch in der Finanzkommission vom Bestreben geprägt, das ausserordentlich hohe und für weite Kreise nicht akzeptable Defizit von 1,156 Milliarden auf etwa 500 Millionen Franken zu drücken.

Nochmals zur Auffrischung: Das Ausgabenwachstum beträgt 10,6 Prozent, und dies bei einem Wachstum des nationalen Bruttosozialproduktes von 4,3 Prozent und einer Jahresteuierung von gegenwärtig 1,8 Prozent. Die Bundesbeiträge wachsen um 12,2 Prozent. Wir haben während der Debatten des Voranschlages immer wieder gehört, dass wir die Gesamtsituation nicht aus dem Auge verlieren sollten. Wie schon bei der Diskussion über die Haushaltsperspektiven wurde von der Notwendigkeit gesprochen, die Finanzen ins Gleichgewicht zu bringen. Die Rede war aber auch von einer Ausgaben Disziplin. Wenn diese schönen Vorsätze nicht wie in der Vergangenheit nur einfach Lippenbekenntnisse bleiben sollen, dann gilt es, bei der ersten Kreditvorlage nach Verabschiedung des Budgets Taten folgen zu lassen. Natürlich werden hier, wie bei jeder Vorlage — wir werden das noch hören —, tausenderlei Gründe vorgetragen, warum man gerade hier eine Ausnahme machen kann.

Ich habe mit Genugtuung gehört, dass der Bundesrat an seinen Anträgen festhält und auf Weihnachtsgeschenke von der Kommission verzichtet. Ich war während der Beratung innerhalb der Kommission etwas erstaunt über die Haltung des Departementsvorstehers. Wenn er damals in der gleichen Art angetreten wäre wie heute, hätte die Kommission vermutlich an ihren ursprünglichen Anträgen festgehalten und wäre nicht umgekippt. Ich nehme also zur Kenntnis, dass der Bundesrat nach wie vor zu seinen Anträgen steht. Es ist doch ganz klar, dass einmal erhöhte Plafonds nie

mehr heruntergeholt werden können. Bei der nächsten Vorlage wird man so und so viele Gründe finden, warum man nicht zurückbuchstabieren kann. Unser Ziel sollte es sein, die Ausgaben auf allen Gebieten zu verstetigen. Zudem ist der Finanzplan für die Legislaturperiode 1984 bis 1987 noch gar nicht durchberaten, ja, wir kennen ihn nicht einmal. Mit einem voreiligen Beschluss würden wir diesen präjudizieren. Wenn man in Anbetracht der gegenwärtigen Verhältnisse etwas mehr tun wollte, wäre das via Impulsprogramm möglich. Dort könnte man den Zweck genau umschreiben und die zeitliche Dauer des Programms festlegen.

Zum Abschluss meiner Ausführungen noch ein Zitat des Bundesrates aus den Schlussbemerkungen der Botschaft zum Voranschlag 1984, Seite 67: «Entschiedener als bisher ist deshalb die Übernahme neuer Aufgaben durch den Bund von den finanziellen Möglichkeiten bzw. deren Finanzierungen abhängig zu machen. Dies kann aber nicht erst hinterher bei der Budgetierung erreicht werden, sondern hat vielmehr gleichzeitig mit dem Sachentscheid von Fall zu Fall zu erfolgen.»

In diesem Sinne sollten wir an den Anträgen des Bundesrates festhalten und alle Anträge, die eine Erhöhung beinhalten, ablehnen.

Basler: Als Mitglied des Schweizerischen Schulrates wäre ich natürlich hoch erfreut über diese Aufstockung der Mittel für den Nationalfonds. Ich bin aber auch Mitglied der Finanzkommission und sehe, dass — wie der Bundesrat und Kollege Schwarz dargelegt haben — der Platz dafür im Finanzplan einfach fehlt.

Dennoch möchte ich dem Bundesrat einen Vorschlag zur Prüfung übergeben, der das Gedränge um die begehrten Nationalfondsmittel etwas lockern könnte, ohne dass die Gesamtrechnung des Bundes verschlechtert würde.

Es geht um die Waldschadenforschung, wie zum Beispiel das nationale Forschungsprogramm Nr. 14 «Lufthaushalt und Luftverschmutzung in der Schweiz» mit den folgenden Anschlussprogrammen, wovon wir bereits Luftverschmutzung und Waldschäden kennen. In diesem Themenkreis werden künftig hohe Forschungsanstrengungen verlangt, die von der Technik der Verbrennungsmotoren bis zur Einwirkung der Schadstoffe auf die Pflanzen reichen. Es geht hier um hochkomplexe biologische, biochemische, bodenkundliche Fragen. Wenn nun diese Mittel künftig aus den zweckgebundenen Treibstoffzöllen gedeckt werden könnten, so entstünde eine entsprechende Entlastung beim Nationalfonds. Falls nämlich der Strassenfinanzierungsabschluss im kommenden Jahr noch nicht rechtskräftig wird, warten etwa 700 Millionen Franken an zweckgebundenen Treibstoffzollerträgen auf ihre Verwendung und Verteilung. Damit daraus auch nur eine bescheidene Mittelzuteilung für die Forschung im Bereich Luftverschmutzung und Waldschäden möglich wird, braucht es drei Voraussetzungen:

1. Die Verfassungsgrundlage; sie ist mit dem neuen Artikel 36ter Litera d BV gegeben.

2. Die Gesetzesgrundlage; sie ist durch Artikel 2 des neuen Umweltschutzgesetzes, das Verursacherprinzip, verwirklicht.

3. Die Kausalität sollte nachgewiesen sein, also dass Waldschäden von Autoabgasen mitverursacht sind.

Dazu einige Bemerkungen: Die verschiedensten Schadstoffquellen tragen zur Luftverunreinigung bei. Vermutlich sind die Schornsteine und Auspuffrohre der Autos die wichtigsten Gruppen. Nun zeichnet sich aber ab, dass es auch bei forcierter Forschung noch Jahre dauern wird, bis nachgewiesen ist, welchen Anteil die Treibstoffe, also der Automobilverkehr an die sich abzeichnenden Schäden in Wald und Flur beitragen. Vermutlich werden sie sich überhaupt nie mit Sicherheit nachweisen lassen.

Noch immer wächst die Zahl der offenen Fragen schneller als der Bestand an Antworten. Andererseits ist es evident, dass Luftverschmutzung die Ursache der Waldschäden ist. Dieser Kausalitätsbeweis für eine einzelne Abgaskomponente wird aber stets anfechtbar sein und — das ist der Sinn

des Votums – deshalb braucht es hier einen politischen Entscheid. Vorläufig geht es nur um diese problemorientierte Forschung, die aus zweckgebundenen Treibstoffzollerträgen zu decken wäre, eben damit Nationalfondsmittel von diesem rasch wachsenden Forschungsteil entlastet werden könnten. Gemessen an den Gesamterträgen aus Treibstoffzöllen, aber auch an den möglichen Folgeschäden, sind diese Forschungsbeiträge noch so klein, dass sie in den Unsicherheitslücken über den Verursacheranteil des Autos verschwinden. Das heisst, dass wir diese Mittelübertragung beschliessen könnten, ohne erst auszuhandeln, wieviel die Heizöle und wieviel nun die Treibstoffe dazu beitragen. Zusammenfassend also folgendes: Wir können dem Nationalfonds keine zusätzlichen Mittel aus dem allgemeinen Bundeshaushalt geben, sollten aber versuchen, ihn zu entlasten, indem die zeitlich dringendste Forschung im Bereich Lufthygiene und Waldschäden aus den Rückstellungen für nicht verteilte Treibstoffzölle finanziert wird.

M. Cavadin: Nous ne voudrions pas prolonger exagérément la présente discussion, mais nous nous croyons obligés de répéter que notre politique doit s'articuler sur un certain nombre de choix. Cela est d'ailleurs la définition même d'une politique.

La Confédération – nous l'avons remarqué lors de la discussion du budget – ne peut pas soutenir l'entier de l'effort sur l'ensemble du front. Nous devons donc être sélectifs. Pour nous, il existe des investissements de première ou de deuxième importance et celui que nous vous demandons de consentir pour la recherche nous paraît être de première importance. Il nous semble déraisonnable de vouloir tout comprimer linéairement. Considérant le retard pris, nous rappelons que la recherche est nécessaire et que nous paierons plus cher demain ce que nous différons aujourd'hui. Dans ce cas, l'économie est onéreuse.

En ce qui concerne la question financière, le rapporteur de langue française vient de démontrer que l'effort demandé était de l'ordre de 22,5 millions par année. Nous vous rappelons que l'ensemble des investissements de la Confédération, sur le plan des constructions par exemple, est annuellement de 3,25 milliards. L'effort que nous demandons dans ce domaine est de 0,8 pour cent par rapport à la précédente référence.

Nous vous prions de garder ces chiffres en mémoire au moment où nous prenons une décision que nous considérons comme très importante.

Schnyder-Bern, Berichterstatter: Es ist natürlich für einen Präsidenten nicht sehr leicht, einen Antrag der Kommission zu vertreten, wenn dieser schon vom Bundesrat als euphorisch qualifiziert wird. Immerhin, wir haben diesen Antrag nach reiflicher Überlegung in der Kommission gestellt.

Es geht ja um folgendes: Wenn Sie den 739 Millionen Franken zustimmen, wie sie der Bundesrat vorschlägt, dann gibt dies Befreiungen für die Jahre 1984 bis 1987 in der Höhe von 171, 180, 189 bzw. 199 Millionen Franken pro Jahr. In den Jahren 1984/85 haben wir eine Kürzung von je 10 Prozent zu erwarten, was bisher auch schon der Fall war. Das hat die Aufhebung von 180 Forscherstellen zur Folge. Und gerade das möchten wir verhindern. Diese 110 Millionen mehr, die wir fordern, ergeben zwischen 20 und 25 Millionen mehr pro Jahr. Mit diesem Betrag könnten wir diese 10 Prozent Kürzung aufheben.

Es geht uns also um die Fortführung der bisherigen Anstrengungen im Forschungsbereich, um die Fortführung der Anzahl Forscherstellen, Grössenordnung 2700 im Rahmen des Nationalfonds. Das sind unsere Überlegungen.

Ich bitte Sie deshalb, unserem Antrag zuzustimmen und dem höheren Beitrag Ihre Zustimmung zu erteilen.

M. Darbellay, rapporteur: Je voudrais vous rappeler tout d'abord que, au cours des années 1984 et 1985, nous subissons encore les conséquences de la diminution des subventions de quelque 10 pour cent. Cela entraînera un amoindrissement de la force de recherche de l'ordre de 180

chercheurs à plein temps. Au moment où le nombre d'étudiants augmente, cette mesure n'est pas des plus raisonnables.

En ce qui concerne le rôle de l'Etat, je tiens à souligner que nous vivons dans un Etat libéral où l'essentiel de l'économie est mené par l'initiative privée; nous en sommes heureux. Il est cependant des circonstances où l'Etat doit intervenir. Il le fait au moment où l'économie elle-même marque le pas, par ce qu'on appelle des programmes de relance qui sont d'ailleurs nécessaires. Toutefois, il me semble qu'il est beaucoup plus important d'assurer la prospérité à long terme. Elle ne pourrait l'être chez nous que grâce à la seule matière première importante que nous ayons, la matière grise. Par conséquent, ne lésinons pas quant aux contributions à la recherche.

Bundesrat Egli: Sie wissen, dass der Bundesrat – ich habe es bereits bei der Eintretensdebatte gesagt – an seinem Antrag festhält, und zwar auch am Absatz bezüglich der zweiten Säule, welcher vom Ständerat gestrichen worden ist. Eine weitere Begründung brauche ich nicht abzugeben. Ich habe dies in der Eintretensdebatte getan. Hingegen geht es mir darum, ein Missverständnis zu beseitigen, das offenbar durch das oben gefallene Votum des Herrn Kommissionspräsidenten Schnyder entstanden ist.

Wenn Sie beim Betrag bleiben, den Ihnen der Bundesrat vorschlägt, so werden damit nicht 180 Stellen abgebaut, wie das soeben gesagt worden ist. Es besteht eine Verwechslung mit den Ausführungen in der Botschaft, wo gesagt wurde; dass bisher 180 Stellen abgebaut werden mussten, weil der reale Betrag, der für die Forschung seit 1981 aufgewendet worden ist, um einen bestimmten Betrag zurückgegangen ist. Und diese Stellen wurden natürlich sukzessive und nicht durch Entlassungen abgebaut. Es geht also nicht darum, dass, wenn Sie nur den bundesrätlichen Anträgen entsprechen, nun eine Massenentlassung an den Universitäten und anderen Forschungsstätten erfolgt. Hingegen müssten wir abbauen, wenn Sie – wie der Ständerat – uns die Beiträge für die berufliche Vorsorge nicht bewilligen würden.

Noch zwei Worte zu den Herren Fischer und Basler. Herr Fischer, Sie haben meinerseits eine etwas resolutere Stellungnahme bei den Beratungen der Kommission vermisst. Ich bitte Sie zu beachten, dass auch ich von diesem Antrag etwas überrumpelt wurde und dass ich ja vorher die Stellungnahme des Gesamtbundesrates dazu kennen musste. Ich fühle mich nicht ermächtigt, von mir aus definitiv und abschliessend zu den gefallenen Anträgen Stellung zu nehmen. Aber ich glaube, dass ich heute an Deutlichkeit nichts vermissen liess.

Herr Basler, Sie haben noch verschiedene Fragen aufgeworfen, zu welchen ich Stellung nehmen möchte. Erstens einmal betone ich nochmals: Es handelt sich um einen Finanzrahmen. Wenn also unvorhergesehenweise ein Forschungsbedürfnis noch auftreten sollte – und ich schliesse dies nicht aus –, wäre das Parlament frei, mehr zu beschliessen, weitere, zusätzliche Kredite zu beschliessen, wie es auch frei wäre, wenn die finanzielle Lage des Bundes noch schlimmer würde, in künftigen Budgets die im Zahlungsrahmen vorgesehenen Jahreskredite noch mehr zu beschneiden, was ich allerdings nicht hoffe. Was das Nationalforschungsprogramm 14 bezüglich Luftverschmutzung anbelangt, kann ich Ihnen bestätigen, dass der Bundesrat hier bereits in Aussicht genommen hat, dieses Forschungsprogramm aus zusätzlichen Mitteln mit 6 Millionen Franken zu ergänzen. Der Nationalfonds will wie der Bund 6 Millionen Franken beisteuern, so dass also dieses Programm mit 12 Millionen zusätzlichen Franken ausgestattet wird, um dieser grossen Aufgabe gerecht zu werden, die auf uns, im Zusammenhang mit den aufgetretenen Waldschäden, zukommt.

Sie haben auch die Frage aufgeworfen, ob es nicht möglich wäre, aus den Treibstoffzöllen Beträge für die Forschung im Zusammenhang mit dem Umweltschutz abzuzweigen. Dies schliesse ich in keiner Weise aus; im Gegenteil: Die neue

Verfassungsbestimmung gäbe uns die Grundlage dazu. Allerdings muss durch den nun in Vorbereitung begriffenen Bundesbeschluss die Ausführungsbestimmung noch geschaffen werden. Aber wir schliessen dies nicht aus, und Sie werden zur gegebenen Zeit die entsprechenden Anträge unterbreitet erhalten.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	83 Stimmen
Für den Antrag Fischer-Hägglingen	63 Stimmen

Abs. 2 – Al. 2

Präsident: Absatz 2 ist nun bereinigt. Sie haben nun nach Annahme des Antrages der Kommission dem Ständerat zugestimmt.

Angenommen – Adopté

Abs. 3 – Al. 3

Angenommen – Adopté

Art. 2

Antrag der Kommission

Mehrheit

... ein Höchstbetrag von 9,83 Millionen Franken bewilligt.

Minderheit

(Lüchinger, Basler, Fischer-Hägglingen, [Junod], Müller-Aargau, Steinegger, [Wilhelm])

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

Art. 2

Proposition de la commission

Majorité

Un montant maximum de 9,83 millions de francs...

Minorité

(Lüchinger, Basler, Fischer-Hägglingen, [Junod], Müller-Argovie, Steinegger, [Wilhelm])

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Lüchinger: Nach der soeben durchgeführten Abstimmung mache ich mir keine grossen Illusionen bezüglich meines Antrages. Ich spreche sowohl zum Artikel 2 wie zum Artikel 3 und werde mich dort dann nicht mehr melden. Es geht um die Beiträge für die Schweizerische Naturforschende Gesellschaft und für die Schweizerische Geisteswissenschaftliche Gesellschaft. Beide Gesellschaften haben unsere grosse Sympathie und unsere hohe Anerkennung. In beiden Gesellschaften wird ein sehr hohes Mass an Eigenleistungen erbracht, und dafür danken wir allen Beteiligten. Wir schliessen uns der Anerkennung für die grosse Dienstleistung auf dem Gebiete der Forschung an, die Herr Bundesrat Egli vorher ausgesprochen hat.

Wir würden den beiden wissenschaftlichen Vereinigungen liebend gern mehr Mittel geben. Es gibt ja für den Politiker nichts Schöneres, als Geld auszugeben und zu verteilen. Wenn wir aber finanzpolitisch seriös und vertrauenswürdig bleiben wollen, so müssen wir leider auch hier zurückhaltend sein. Es geht hier – ich möchte es nochmals betonen – nicht um eine Kürzung, sondern es geht darum, dass man nicht weiter aufstockt. Auch hier basiert der Antrag des Bundesrates auf den Zahlen des Jahres 1983. Und jedes Jahr kommen 4 Prozent Teuerungsausgleich und 1 Prozent Reallohnzuwachs hinzu. Wenn Sie die langfristigen Zahlen überblicken möchten, so verweise ich Sie auf Seite 7 der Botschaft. Da sind die Zahlen der Jahre 1972 bis und mit 1983 für beide wissenschaftlichen Vereinigungen im Detail angegeben. Die Schweizerische Naturforschende Gesellschaft erhielt 1972 1,23 Millionen, 1983 1,83 Millionen. Das entspricht einem Zuwachs von 48,7 Prozent, etwas weniger als die Teuerung in diesen Jahren betrug. Völlig anders sieht

es bei der Geisteswissenschaftlichen Gesellschaft aus; sie erhielt 1972 550 000 Franken und 1983 1,53 Millionen. Das entspricht einem Zuwachs von rund 180 Prozent, also weit über den Ausgleich der Teuerung hinaus. Im übrigen müssen wir uns bewusst sein, dass nun eben zwei weitere wissenschaftliche Vereinigungen als Subventionsempfänger hinzukommen, die bisher nichts erhalten haben. Das ist eine Folge des neuen Forschungsgesetzes. Neu kommen hinzu: die Schweizerische Akademie der Medizinischen Wissenschaften und die Schweizerische Akademie der Technischen Wissenschaften. Sie erhalten in den nächsten vier Jahren je 1,6 Millionen Franken, also zusammen 3,2 Millionen Franken. Das kommt also neu hinzu. Wenn man an einem Ort neu Subventionen verteilt, kann man nicht gleichzeitig bei den bisherigen Empfängern auch noch übermässig grosszügig sein.

Deshalb bitte ich Sie, bei Artikel 2 und bei Artikel 3 dem bundesrätlichen Antrag zuzustimmen.

Schnyder-Bern, Berichterstatter: Diesen Antrag auf Erhöhung hat damals Herr Müller-Luzern gestellt, und zwar aufgrund der ausgewiesenen Kosten der Schweizerischen Naturforschenden Gesellschaft und Schweizerischen Geisteswissenschaftlichen Gesellschaft. Diese beiden Gesellschaften publizieren vor allem wissenschaftliche Ergebnisse. Ihnen erwachsen sehr hohe Kosten bei den Übersetzungen dieser Publikationen. Diese 150 000 Franken Betreffnis pro Jahr Erhöhung sind ganz einfach ausgewiesen. Wenn wir wollen, dass diese beiden Institutionen ihre Tätigkeiten wie bisher fortsetzen können, dann sollten wir diesen Anträgen der Kommission zustimmen.

M. Darbellay, rapporteur: Le problème que nous abordons aux articles 2 et 3 n'est pas très différent de celui que nous venons de traiter, sauf qu'il s'agit de montants plus modestes.

Nous vous proposons de passer respectivement de 9,23 et 7,71 à 9,83 et 8,31 millions. La motivation est la même que précédemment. Nous voudrions retrouver les montants dont disposaient ces sociétés avant 1980, de manière qu'elles puissent continuer à travailler dans le domaine qui est le leur, notamment dans celui de la publication. Nous aimerions que, comme par le passé, elles puissent assurer la traduction dans les trois langues officielles.

D'autre part, il y a lieu de relever le problème particulier de ces sociétés dont la plupart des personnes travaillent à titre bénévole. Chaque fois que la Confédération engage un franc, cinq francs sont investis. Il ne faudrait pas que nous pénalisions ces personnes qui ont la générosité de travailler gratuitement.

Par conséquent, je vous invite à voter les 600 000 francs supplémentaires qui vous sont demandés pour chacun des deux domaines.

Präsident: Herr Bundesrat Egli verzichtet auf das Wort. Wir stimmen ab über Artikel 2.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	73 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	54 Stimmen

Art. 3

Antrag der Kommission

Mehrheit

... ein Höchstbetrag von 8,31 Millionen Franken bewilligt.

Minderheit

(Lüchinger, Basler, Fischer-Hägglingen, [Junod], Müller-Aargau, Steinegger, [Wilhelm])

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 3*Proposition de la commission**Majorité*

Un montant maximum de 8,31 millions de francs...

Minorité

(Lüchinger, Basler Fischer-Hägglingen, [Junod], Müller-Argovie, Steinegger, [Wilhelm])

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Präsident: Die Minderheit hat ihren Antrag bereits begründet; der Kommissionspräsident hat ebenfalls Stellung genommen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit	44 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit	78 Stimmen

Art. 4–6*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté**Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Beschlussentwurfes	114 Stimmen
Dagegen	17 Stimmen

B**Bundesbeschluss über die Beiträge an die Krebsforschung in den Jahren 1984 bis 1987****Arrêté fédéral subventionnant la recherche sur le cancer durant la période 1984 à 1987**

Schnyder-Bern, Berichterstatter: Ich habe die vorgeschlagene Erhöhung bereits begründet. Herr Cevey wird in der Detailberatung bei Artikel 1 seinen schon in der Kommission gestellten Antrag eingehend erläutern.

Präsident: Herr Darbellay verzichtet auf das Wort.

*Detailberatung – Discussion par articles***Titel und Ingress***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté***Art. 1***Antrag der Kommission***Abs. 1**

... mit höchstens 26,945 Millionen Franken.

Abs. 2, 3

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 1*Proposition de la commission***Al. 1**

... un montant maximal de 26,945 millions de francs...

Al. 2, 3

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

M. Cevey: Tout ce qui a été dit ici au sujet de l'excessive parcimonie avec laquelle la Confédération doit doter la recherche scientifique me paraît fondé et je n'entends pas répéter des arguments maintenant connus. Mon intervention en ce qui concerne l'arrêté subventionnant la recherche sur le cancer pendant la même période sera brève, car j'ai déjà eu l'occasion de vous renseigner par écrit sur les préoccupations financières très sérieuses de l'Institut suisse de recherche expérimentale sur le cancer; que j'ai l'honneur de présider.

Le message souligne l'importance de cet institut parmi les moyens mis en œuvre dans ce secteur de la recherche sur le plan mondial. J'aimerais insister en passant sur la nécessité d'une collaboration intense et permanente entre les chercheurs du monde entier, mais aussi dans le cadre helvétique entre les instituts et laboratoires engagés dans la même lutte. Cette double collaboration horizontale et verticale tout à la fois doit permettre d'éviter une dispersion des efforts; et, notamment, l'échange d'informations doit favoriser le jaillissement de l'étincelle annonciatrice, nous l'espérons, de succès décisifs.

Dans cet esprit, je partage les préoccupations de tous les intéressés au subventionnement par la Confédération. Je tiens néanmoins à préciser que les 3,3 millions de francs d'augmentation que j'ai proposés découlent du calcul des besoins propres de l'ISREC pour la période de 1984 à 1987. Pour le reste, je rappelle que la contribution du Fonds national à cet institut a été sensiblement réduite au cours de ces dernières années. Et si quelques cantons, principalement l'Etat de Vaud, la Ligue suisse contre le cancer et des soutiens privés ont permis à l'ISREC d'assumer jusqu'à maintenant sa mission dans des conditions financières normales, pour la première fois cette année les responsables de notre institut ont dû enregistrer des comptes déficitaires. Le budget que nous venons de présenter la semaine dernière au conseil de fondation n'est guère réjouissant. La subvention de la Confédération n'a pas été adaptée au renchérissement depuis 1979. La première requête de l'ISREC dans le cadre de la procédure d'élaboration du présent message portait sur un montant de 20,4 millions de francs, soit 112 pour cent de la subvention 1980 adaptée au renchérissement. Nous envisagions alors de développer l'activité de l'institut par la création d'un nouveau département; le projet de message rédigé par l'Office fédéral de la santé publique prévoyait 16,6 millions; le Conseil fédéral s'est arrêté finalement à un montant de 14,9 millions. En outre, les subventions sont soumises à la réduction linéaire de 10 pour cent. C'est dès lors une amputation de 22 pour cent de la subvention au niveau de 1980 que nous devrions subir si la proposition de la commission – que je remercie en passant – n'est pas acceptée.

Dans ces conditions, à brève échéance, seule une intervention urgente et massive des pouvoirs publics et une réduction importante du nombre des chercheurs pourraient assurer la survie de l'Institut suisse de recherche sur le cancer. Or, nos collaborateurs scientifiques ne sauraient être soumis à la menace d'un proche licenciement sans prendre eux-mêmes l'initiative de chercher dans d'autres instituts, à l'étranger surtout, la sécurité de l'emploi et un climat plus propice à un effort durable de recherche. C'est donc maintenant que nous devons trouver les solutions susceptibles de garantir l'avenir de l'ISREC et d'éviter le départ de nos meilleurs collaborateurs.

Je vous demande donc de suivre la proposition de la commission, que je me suis permis de suggérer, et je vous remercie d'ores et déjà de l'intérêt que vous porterez ainsi à des soucis financiers malheureusement bien réels, comme du soutien que vous confirmerez à une équipe de chercheurs engagés avec passion dans la lutte contre un fléau dont ils n'ont malheureusement pas encore percé tous les mystères.

Bundesrat Egli: Ich glaube, Sie wissen, dass ich auch hier am bundesrätlichen Antrag festhalten muss. Ich möchte nur noch Herrn Cevey auf etwas aufmerksam machen: Mit Ihrem

Antrag ist natürlich noch nicht automatisch gesagt, dass der Mehrbetrag dem Ihnen so am Herzen liegenden Institut ISREC zukommen wird. Wir befinden uns hier im Bereich der direkten Forschungsförderung durch den Bund; es wird Sache der entsprechenden Instanzen sein, den Betrag von nun fast 27 Millionen Franken auf die Institutionen gemäss Literae a bis c nach ihrem eigenen Gutdünken aufzuteilen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	84 Stimmen
Für den Antrag des Bundesrates	22 Stimmen

Art. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes	100 Stimmen (Einstimmigkeit)
------------------------------------	---------------------------------

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

Ständerat
Conseil des Etats

Sitzung vom 5.3.1984
Séance du

Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale

Ständerat – Conseil des Etats

1984

Frühjahrsession – 2. Tagung der 42. Amtsdauer
Session de printemps – 2^e session de la 42^e législature

Erste Sitzung – Première séance

Montag, 5. März 1984, Nachmittag

Lundi 5 mars 1984, après-midi

18.15 h

Vorsitz – Présidence: M. Debétaz

Le président: J'ai le plaisir de déclarer ouverte la session et notre séance de ce soir.

C'est avec joie que je vous retrouve et que je vous salue. Vous me paraissez avoir idéalement surmonté le passage de 1983 à 1984; en avant donc pour une session de mars dont nous allons examiner les objets avec un enthousiasme qui ne peut être que printanier.

83.010

Wissenschaftliche Forschung.

Beiträge 1984 bis 1987

Recherche scientifique.

Contributions 1984 à 1987

Siehe Jahrgang 1983, Seite 234 – Voir année 1983, page 234

Beschluss des Nationalrates vom 13. Dezember 1983

Décision du Conseil national du 13 décembre 1983

Differenzen – Divergences

Letsch, Berichterstatter: Die Kommission für Wissenschaft und Forschung hat sich am 31. Januar mit den Differenzen zum Nationalrat befasst. Sie empfiehlt Ihnen mit 4 gegen 3 Stimmen – zwei Mitglieder waren entschuldigt – Zustimmung zu den Beschlüssen der grossen Kammer. Diese will bekanntlich den Institutionen der Forschungsförderung, insbesondere dem Nationalfonds, für die Jahre 1984 bis 1987 höhere Beiträge zuweisen, als es der Bundesrat am 16. Februar beantragt und der Ständerat am 14. Juni beschlossen hatte. Die Details kennen Sie aus der Fahne. Als Kommissionspräsident fasse ich die drei wichtigsten Überlegungen zusammen, die für die Mehrheit ausschlaggebend waren. Herr Stucki wird anschliessend für die Minderheit reden, zu der auch ich gehöre.

Der erste Grund: Auch die Mehrheit der Kommission anerkennt grundsätzlich und allgemein die Bedeutung finanzpolitischer Überlegungen sowie die Notwendigkeit grösster Ausgabendisziplin. Im speziellen – hier also in der Forschungsförderung – erachtete sie es indessen als zwingend, dass finanzpolitische Rücksichten hinter die prioritären Sachanliegen zurücktreten. Es wurde die Befürchtung laut, dass ohne die zusätzlichen 110 Millionen Franken zugunsten des Nationalfonds in den nächsten vier Jahren die Gefahr bestünde, die Schweiz könnte vor allem im Bereich der Technologie und wirtschaftsrelevanter Bereiche international den Anschluss verpassen. *Pro memoria* sei in diesem Zusammenhang daran erinnert, dass von den gesamten Aufwendungen für Forschung und Entwicklung in unserem Land in der Höhe von jährlich 3,5 Milliarden Franken knapp drei Viertel von der Privatwirtschaft aufgebracht werden. Auf den Staat – Bund, Kantone und Gemeinden – entfällt gut ein Viertel. Im heutigen Differenzbereinigungsverfahren stehen nun auf das Jahr umgerechnet knapp 30 Millionen Franken, also nicht einmal 1 Prozent des gesamten Forschungs- und Entwicklungsaufwandes, zur Diskussion. Doch wird diesem Betrag von der Mehrheit unserer Kommission grosse Bedeutung für unsere internationale Stellung beigemessen. Eine zweite Überlegung: Die Mehrheit der Kommission ist sich zwar über die Priorität der Forschung innerhalb der Bundesaufgaben einig. Indessen wurden unterschiedliche Akzente gesetzt, als der Einsatz, d. h. die Verteilung der zusätzlichen 110 Millionen Franken, zur Diskussion stand. Eine Mehrheit unter der Mehrheit wollte von Anfang an diese Mittel einfach dem Nationalfonds überlassen, der sie dann nach seinen Kriterien verteilen dürfte. Eine Minderheit der Mehrheit sprach anfänglich einem gezielteren Einsatz des umstrittenen Betrages das Wort. Er sollte auf die Bereiche Umweltschutz und Energieforschung sowie Technologie begrenzt bleiben. Weil aber im Differenzbereinigungsverfahren solche neuen Akzente nicht mehr gesetzt werden können, eine besondere Zweckbindung also ausschied, vertraut diese Minderheit der Mehrheit darauf, dass der Nationalfonds freiwillig die gewünschten Akzente setzt. Sie ist sich dabei bewusst, dass sich diese Hoffnung nur dann erfüllen kann, wenn der Nationalfonds seine am 25. Januar 1984 fixierten Kriterien ändert. Nach diesen Kriterien zählen nämlich zu den sogenannten prioritären Anliegen auch andere Projekte, unter anderem in Soziologie oder Literaturwissenschaften, in Gebieten also, die zwar forschungswürdig sein mögen, aber den in der Kommission genannten Prioritätsvorstellungen kaum entsprechen. Ende letzter Woche bin ich nun tatsächlich in den Besitz eines Papieres gelangt, wonach die prioritären Anliegen des Nationalfonds gegenüber Ende Januar etwas gestrafft worden sind. Das ist der Stand Ende Februar. Wie er Ende März aussehen wird, wissen wir noch nicht.

Schliesslich ging eine dritte Überlegung von Mitgliedern der Kommissionsmehrheit dahin, dass die private Wirtschaft

gerade in schwierigen Zeiten mit Forschung und Entwicklung zurückstecke, weshalb der Bund kompensierend eingreifen müsse. Diese Feststellung würde zwar nicht belegt. Sie wird in ihrer allgemeinen Form von Kennern der Verhältnisse sogar bestritten. Trotzdem muss ich sie hier erwähnen, fand sie doch auch in Pressemeldungen Eingang, obwohl sie im offiziellen Text, den unser Sekretariat der Presse abgegeben hat, nicht enthalten war.

Abschliessend bittet Sie die Kommissionsmehrheit um Zustimmung zu den Beschlüssen des Nationalrates. Es geht ihr auch darum, ein weiteres Differenzbereinungsverfahren zu vermeiden, da sie fürchtet, der Ständerat könnte am Schluss – wie auch schon – «in Ehren untergehen». Das sind die Motive der Kommissionsmehrheit.

Stucki, Sprecher der Minderheit: Namens der Kommissionsminderheit stelle ich Ihnen den Antrag, in allen Positionen des Bundesbeschlusses A an den vom Bundesrat beantragten Höchstbeträgen festzuhalten, d. h. den Anträgen des Nationalrates und der Kommissionsmehrheit, diese Beiträge zu erhöhen, nicht zu folgen. Andererseits beantragen wir Ihnen, den ehemals von uns gestrichenen Absatz 2 von Artikel 1 wiederaufzunehmen. Damit ergibt sich zugunsten des Nationalfonds eine Verbesserung in dieser Position von jährlich rund 6 Millionen Franken, was auch dem ursprünglichen Antrag des Bundesrates entspricht. Zur Begründung des Minderheitsantrages ist folgendes auszuführen:

1. Es ist darauf hinzuweisen, dass nur die vom Bundesrat beantragten Beiträge, von uns auch beschlossen in der Sommersession 1983, im Finanzplan 1984 bis 1987 enthalten sind. Nachdem wir doch wohl alle Ursache haben, den Leitlinien der Finanzplanung mit der nötigen Disziplin zu folgen, ist es unserer Meinung nach nicht verantwortbar, nun bei der erstbesten Gelegenheit, wie das der Nationalrat getan hat, auf der Ausgabenseite über die gesetzten Limiten hinauszugehen. Dies um so weniger, als noch im Dezember 1983 gebieterisch gefordert wurde, dass der Bundesrat im Blick auf den Stand und die Entwicklung der Bundesfinanzen zusätzliche Sparanstrengungen beim Voranschlag 1984 unternehmen müsse. Die Glaubwürdigkeit des Parlamentes wird meines Erachtens aufs Spiel gesetzt, wenn man 150 Millionen Franken zusätzliche Einsparungen verlangt und gleichzeitig in einem Teilbereich, wie zum Beispiel eben hier, gut 110 Millionen Franken bei den Ausgaben aufstockt. Gerade im Blick auf die Entscheidungen anlässlich des letzten eidgenössischen Urnenganges, bei dem unser Volk – nicht zuletzt im Interesse der Sanierung der Bundesfinanzen – zusätzliche Verkehrsabgaben zugestanden hat, würde es zu Recht kaum verstanden, wenn nun kurz darauf das Parlament in Abweichung der gesetzten Finanzplanzahlen auf der Ausgabenseite die Leitplanken ignorieren würde. So geisterte denn auch seinerzeit, nachdem der Nationalrat im Dezember den hier zur Diskussion stehenden Beitrag um 110 Millionen Franken erhöhte – also über den Antrag des Bundesrates hinausging –, das Wort «Schizophrenie» durch die Presse.

Ich bin der Meinung, dass allein aus finanzpolitischer Sicht ein derartiges «Hüst und Hott» und ein entsprechend undiszipliniertes Verhalten des Parlamentes nicht verantwortbar sind. Auch im Forschungsbereich können und müssen bei einmal gesteckten Limiten für die finanziellen Mittel Prioritäten gesetzt werden. Dies kann um so mehr gefordert werden, als sich die von der öffentlichen Hand und der Privatwirtschaft eingesetzten Forschungsmittel durchaus sehen lassen dürfen.

2. Ist ein Festhalten an den Anträgen des Bundesrates aus forschungspolitischer Sicht verantwortbar? Dazu einige Zahlenhinweise; Herr Letsch hat schon davon gesprochen. Nach meinen Erhebungen und nach den Untersuchungen des Wissenschaftsrates werden von Privaten und der öffentlichen Hand pro Jahr über 3,5 Milliarden Franken für die Forschung aufgewendet. Dabei ist insbesondere auch zu bedenken, dass nahezu drei Viertel dieser Forschungsauf-

wendungen in unserem Lande von der Privatwirtschaft erbracht werden. Wenn wir hier über die Vorlage für die Forschungsgelder des Nationalfonds zu befinden haben, gilt es doch vorweg – bei aller Anerkennung der vorzüglichen Leistungen des Nationalfonds – zu beachten, dass diese Gelder nur einen relativ kleinen Prozentsatz des jährlichen gesamten Forschungsaufwandes in der Schweiz ausmachen.

Schon allein aus dieser Tatsache geht hervor, dass es bei dieser Limitierung des vorliegenden Kredites auf die ursprünglichen bundesrätlichen Anträge kaum um Sein oder Nichtsein der schweizerischen Forschungspolitik gehen kann. Es ist zudem zu beachten, dass die Bundesrechnung unter verschiedenen Titeln Aufwendungen für die Grundlagenforschung aufweist. Im Voranschlag des laufenden Jahres sind hierfür 276 Millionen Franken eingestellt, wobei natürlich ein Teil hiervon an den Nationalfonds geht. Nimmt man die gesamten in der Bundesrechnung eingestellten Aufwendungen für die Forschung – also Grundlagenforschung und angewandte Forschung –, so ergibt sich für das laufende Jahr ein Betrag von rund 500 Millionen Franken. 1970 betrug dieser Anteil noch 205 Millionen, während sich aufgrund des Legislaturfinanzplanes für 1987, also für das Ende dieser Planungsperiode, ein Betrag von gegen 600 Millionen Franken ergibt. Auch ein Vergleich mit der Entwicklung des Sozialproduktes darf sich durchaus sehen lassen, indem selbst real eine bemerkenswerte Zunahme in der Planperiode zu verzeichnen sein wird. Ich halte dies für richtig und in Ordnung.

Man sollte das jedoch berücksichtigen, wenn wir hier von der Verantwortbarkeit einer Limitierung auf die bundesrätlichen Anträge sprechen und sie beurteilen. Darüber hinaus wäre noch beizufügen, dass auch von den Hochschulausgaben des Bundes und der Kantone rund ein Drittel auf die Forschungssektoren entfallen. Auch dieser Anteil am Sozialprodukt ist nach wie vor im Steigen begriffen; er hat allein zwischen 1970 und 1980 im Hochschulbereich von 110 Millionen auf 247 Millionen Franken zugenommen, also eine reale Steigerung – teuerungsbereinigt ausgerechnet – um rund 30 Prozent im letzten Jahrzehnt.

3. Neben diesen generellen Zahlenhinweisen, welche erfreuliche reale Zuwachsraten aufweisen, haben sich in jüngster Zeit auch Möglichkeiten gezeigt, den Aufgabenbereich des Nationalfonds direkt und indirekt spürbar zu entlasten. Das heisst, dass der Nationalfonds selbst mit den vom Bundesrat für die nächsten Jahre in Aussicht genommenen Beiträgen seinen Forschungsauftrag ohne irgendwelche Einschränkungen realisieren kann.

Zunächst wäre in Erinnerung zu rufen, dass unsere Räte vor rund zwei Jahren einem Impulsprogramm II mit einer Kredit-sprechung zugestimmt haben, wobei es damals insbesondere um die Förderung der Informatikforschung und -ausbildung ging. Inzwischen – man kann das mit Genugtuung feststellen – ist auf diesem Gebiet einiges in Gang gekommen. Nur einige Zahlen: Im Zeitraum von 1981 bis jetzt hat die Zahl der Professoren und vollamtlichen Dozenten in diesem Bereich an den eidgenössischen Hochschulen und an kantonalen Universitäten von 31 auf 50 zugenommen. Im gleichen Zeitraum fand auch eine Erhöhung der Zahl der Assistenten von 80 auf 131 statt, dies selbstverständlich verbunden mit vermehrter Forschungstätigkeit und der Bewältigung einer überdurchschnittlich gewachsenen Studentenzahl; Aktivitäten, welche in diesem Bereich den Nationalfonds entlasten. Weiter haben wir letzte Woche vernommen, dass der Bundesrat mehr Bundesmittel für die Mikroelektronik-Forschung einsetzen will, mit einem Beitrag von über 40 Millionen für das Forschungszentrum für Mikroelektronik in Neuenburg. Auch diese begrüssenswerte Aktivität wird zu einer Entlastung des Nationalfonds in diesem Bereich führen.

Schliesslich ist auf die Möglichkeit hinzuweisen, welche sich aufgrund des neuen Artikels 36ter der Bundesverfassung über die Neuregelung der Verwendung der Treibstoffzölle künftig anbietet. Herr Bundesrat Egli hat uns in der

Kommission in Aussicht gestellt, dass in Kürze mit der Gesetzgebung gerechnet werden kann. Damit bietet sich hier ebenfalls eine Entlastungsmöglichkeit für den Nationalfonds an, indem nun zweckgebundene Mittel für Forschungsprogramme im Themenbereich Waldschadenforschung/Luftverschmutzung mit den entsprechenden Anschlussprogrammen freigemacht werden können. Diese Themen, die von der Technik der Verbrennungsmotoren bis zur Einwirkung der Schadstoffe auf die Pflanzen reichen, erfordern schon jetzt, aber vor allem auch künftig, hohe Forschungsanstrengungen. Es geht hier um hochkomplexe biologische, biochemische, bodenkundliche Fragen. Wenn der Nationalfonds künftig für diese Forschungsbereiche durch den Einsatz von Treibstoffzöllen entlastet werden kann, dann können wir um so eher mit den vom Bundesrat beantragten Mitteln beim Nationalfonds auskommen, ohne dass Abstriche bei den übrigen Forschungsprogrammen gemacht werden müssen. Das Gedränge um die begehrten Nationalfondsmittel kann damit entscheidend gelockert werden, ohne dass – das ist wesentlich – die Gesamtrechnung des Bundes verschlechtert wird.

Soweit einige Hinweise, welche belegen, dass es möglich ist, die Mittel für die Forschung zu strecken, die Mittel praktisch zu erhöhen, ohne dass wir über den Finanzplanrahmen hinaus Kredite sprechen müssen. Aus all diesen Gründen beantrage ich Ihnen namens der Minderheit der Kommission Festhalten an den Beschlüssen unseres Rates bzw. den Anträgen des Bundesrates. Die Forschungsaufwendungen der öffentlichen Hand dürfen sich insgesamt durchaus sehen lassen. Im weiteren, so meine ich, machen wir uns unglaubwürdig, wenn wir entgegen den gesetzten Leitplanken des Finanzplanes Ausgaben ausweitungen vornehmen würden. Meine Ausführungen gelten auch für die anderen Minderheitsanträge von Artikel 2 und 3, so dass ich dazu nachher in der Detailberatung keine besonderen Bemerkungen mehr habe.

M. Raymond: La proposition que je vous soumetts vise à concilier les positions respectives, d'une part de la majorité de notre commission qui souhaite augmenter de 110 millions de francs le crédit alloué au Fonds national suisse de la recherche scientifique pour des raisons politiques que je partage, d'autre part de la minorité de la commission, laquelle s'y refuse pour des raisons de politique financière auxquelles je ne suis pas insensible.

Compte tenu de ces deux impératifs, apparemment contradictoires, il m'est apparu plus judicieux de vous proposer un article 5^{bis} (nouveau) dont les trois alinéas proposent successivement: premièrement 110 millions supplémentaires, deuxièmement affectation prioritaire de ces crédits supplémentaires et troisièmement compensation de ces 110 millions à retrancher aussi bien des dépenses de construction de la Confédération que de celles qu'elle subsidie à des tiers.

Je développe brièvement ces propositions. Avec la majorité de la commission, je considère que la recherche est un secteur prioritaire, intéressant le pays dans son ensemble. Ce n'est pas là d'ailleurs une opinion originale puisque c'est aussi celle de notre gouvernement, exprimée clairement dans le message que nous discutons en ce moment, avis qu'il avait aussi manifesté dans son message de 1981, concernant la loi sur la recherche. Or, en dépit de cette opinion largement partagée de maintenir en Suisse une recherche performante et originale, les montants mis à disposition du Fonds national sont en regression. Le Conseil fédéral lui-même l'admet clairement lorsqu'il affirme que, compte tenu du renchérissement survenu depuis 1972, le Fonds national a reçu en valeur réelle, un peu moins de subventions fédérales en 1982 qu'en 1972. Une telle constatation sonne mal lorsqu'on sait, d'une part que le Fonds national a dû assumer des tâches nouvelles, d'autre part que le coût de la recherche a crû non seulement à cause du renchérissement, mais aussi parce que les appareils nécessaires sont de plus en plus sophistiqués et, par conséquent, de plus en plus coûteux.

Aujourd'hui, la recherche a un sérieux besoin de rattrapage. L'effort est d'autant plus nécessaire que la récession économique et la restructuration industrielle en découlant, avec les cris d'alarme au sujet par exemple de notre environnement, constituent des préoccupations partagées par l'ensemble de nos concitoyens. Vous-mêmes, Monsieur le conseiller fédéral, vous avez fait part, lors de votre remarquable discours officiel du Comptoir suisse, de vos graves préoccupations à cet égard.

Devant cette situation, il me paraît nécessaire de marquer ici une priorité, en accordant au Fonds national les 110 millions supplémentaires qui lui sont nécessaires.

Pourtant, nous voulons aussi que la Confédération réduise son déficit budgétaire. C'est là que nous nous distançons des préoccupations de la seule majorité de la commission pour rejoindre la minorité et le Conseil fédéral. C'est pour cela que nous estimons nécessaire de vous proposer une économie dans un autre secteur, celui des constructions. De cette manière, nous montrerons plus clairement encore la priorité que nous accordons à la recherche scientifique, sans déséquilibrer les finances de la Confédération.

Nous affirmons immédiatement que l'importance des dépenses de la Confédération dans la construction est tellement considérable que, s'il est judicieusement réparti, le sacrifice que nous demandons dans ce secteur est vraiment possible. Je rappelle qu'au budget 1983, il était prévu pour plus de 3,2 milliards de francs de dépenses au titre des constructions, soit plus de 600 millions pour les constructions des divers départements du Conseil fédéral, plus de 780 millions pour les constructions des PTT, des CFF et de la Régie des alcools et plus de 1,8 milliard pour les subventions de la Confédération à la construction de tiers. Tous cela en une seule année, et la tendance va se maintenir, de telle sorte que pour la période 1984 à 1987 – celle qui nous intéresse ici –, la Confédération dépensera chaque année près de 3,5 milliards pour les constructions, donc plus de 13 milliards de francs en tout pendant quatre ans.

Dès lors, prélever les 110 millions que nous nous proposons d'ajouter à la recherche sur les 13 milliards destinés aux constructions, représentent pour ces dernières un écart de 0,84 pour cent seulement. Autant dire que cela est supportable.

Certes, je comprends fort bien la difficulté pour le chef du Département de l'intérieur, d'accepter une diminution des dépenses dans un secteur général qui touche à l'ensemble des départements, y compris ceux de ses collègues. Le respect de la collégialité, que nous apprécions, ne lie cependant pas le Parlement, lequel peut parfaitement diminuer les crédits de construction en laissant au Conseil fédéral le soin de choisir les projets sur lesquels il veut réaliser les économies demandées. A mes yeux, aucun projet n'est tabou. Le Conseil fédéral décidera, selon la priorité qu'il fixera.

Permettez-moi encore quelques explications au sujet du texte de ma proposition. D'abord, pourquoi un article spécial 5^{bis} ou 5a? Pour deux raisons essentiellement. Premièrement, nous estimons que le montant supplémentaire de 110 millions de francs ne doit pas être dispersé sur tous les secteurs de recherche que le Fonds national soutient. Nous voulons marquer une priorité en faveur des secteurs des sciences techniques et naturelles, dans lesquels notre recherche suisse a pris ou est en train de prendre du retard. Nous pensons par exemple à la microélectronique ou à l'informatique. Pour bien marquer ces priorités, il faut le dire clairement. Voilà la première raison pour laquelle il faut traiter à part le montant supplémentaire de 110 millions et son affectation.

Deuxièmement, la compensation que nous proposons dans le secteur des constructions ne touche bien entendu que le montant supplémentaire de 110 millions et non pas le crédit de 739 millions proposé par le Conseil fédéral. Pour bien le faire apparaître, il est plus judicieux de traiter la question dans un article spécial.

Il y a encore une autre explication: selon le 3^e alinéa de ma proposition, le montant à économiser sur les constructions est de 115 millions de francs, soit 5 millions de plus que le

montant supplémentaire que j'ai proposé d'accorder au Fonds national à l'alinéa 1^{er}. Ce chiffre de 115 millions s'explique par les propositions de la majorité de notre commission, que je soutiens. Elle propose d'accorder en effet des allocations complémentaires de deux fois 600 000 francs aux articles 2 et 3 de l'arrêté A et d'une fois 3 300 000 francs à l'arrêté B. Ainsi, nous respectons le principe fondamental que nous avons voulu introduire selon lequel toutes les augmentations de crédits alloués à la recherche scientifique, en plus des propositions du Conseil fédéral, seront compensées dans le secteur des constructions.

Enfin, permettez-moi de m'expliquer au sujet de l'aspect juridique de ma proposition, avant de vous entendre d'ailleurs à ce sujet.

Le 1^{er} alinéa de cette proposition ne se heurte à aucune objection juridique. L'Assemblée fédérale est compétente pour fixer les crédits alloués au Fonds national de la recherche scientifique. Elle a le droit de prévoir un montant plus élevé que celui qui est proposé par le Conseil fédéral. Le 2^e alinéa n'est pas davantage discutable sur le plan du droit. L'Assemblée fédérale a le pouvoir de fixer des priorités dans l'emploi des crédits qu'elle accorde.

Le 3^e alinéa de notre proposition pourrait en revanche se heurter à certaines critiques. En effet, le plan financier de législature n'a pas un caractère contraignant. De plus, c'est l'arrêté fédéral qui fixe chaque année les budgets. Il ne saurait être question que nous nous donnions, par le 3^e alinéa de l'article que je propose, des ordres directs.

Je comprends tout à fait ces objections de nature juridique. Cependant, je crois que nous ne sommes plus ici devant un problème purement juridique. Le problème est essentiellement politique.

C'est pour des raisons de politique générale que la majorité de la commission et moi-même voulons accorder davantage au Fonds national de la recherche scientifique. C'est pour des raisons de politique générale encore que nous voulons que ces fonds supplémentaires soient employés en priorité en faveur des sciences techniques et naturelles. C'est pour des raisons de politique générale enfin que nous voulons, avec la minorité, que ce supplément de dépenses soit compensé par des économies en matière de construction. Notre proposition recouvre dès lors bien ces trois impératifs. C'est pourquoi nous vous demandons de l'accepter.

Schoch: Zusammen mit der Kommissionsminderheit bin ich auch meinerseits der Auffassung, am Entscheid des Ständerates vom 14. Juni letzten Jahres müsse festgehalten werden und auf die durch den Nationalrat im Dezember beschlossene beträchtliche Erhöhung der Bundesbeiträge an die Institutionen der Forschungsförderung sei daher zu verzichten. Zwar ist die sehr grosse Bedeutung, die der Forschung zukommt, völlig unbestritten. Sie alle kennen aber auch die beklagenswerte Finanzlage des Bundes.

In diesem Spannungsfeld zwischen dem Wunsch nach einer Intensivierung der Forschung einerseits und dem Bedürfnis nach einer Wiederherstellung des Gleichgewichtes im Bundeshaushalt andererseits steht das Geschäft, über das wir Beschluss zu fassen haben. Wir kommen also nicht darum herum, Prioritäten zu setzen. Für mich kommt bei der Abwägung der einander zuwiderlaufenden Zielsetzungen nur der Verzicht auf die Erhöhung der Forschungsbeiträge in Frage. Zu diesem Ergebnis muss in erster Linie die Tatsache führen, dass es zum vornherein nur um eine Frage des Masses und keineswegs etwa um die Grundsatzfrage Forschung ja oder nein geht. Das heisst, dass wir auch bei einem Verzicht auf die Aufstockung der Forschung immer noch einen grosszügigen Zahlungsrahmen zur Verfügung stellen, dem Nationalfonds im besonderen einen Betrag von 739 Millionen Franken. Dieser Betrag ist zwar in der Tat um 110 Millionen Franken niedriger als das, was der Nationalfonds für die Jahre 1984 bis 1987 verlangt hat. Das seinerzeitige Beitragsgesuch des Nationalfonds darf aber durchaus einer differenzierten Würdigung unterzogen werden. So hat der Nationalfonds seinen Berechnungen eine Jahresteuern von 4 Prozent zugrunde gelegt. Wenn die Prognosen auch nur eini-

germassen zutreffen, dürfen wir aber mit einem bescheideneren Teuerungsfaktor rechnen, was dann automatisch auch eine geringere Einbusse für den Nationalfonds zur Folge haben wird. Des weiteren ist bekanntlich vorgesehen – Herr Letsch hat Ihnen das bereits ausgeführt –, dass die ausgewiesenen, auf die zweite Säule zurückzuführenden Mehrausgaben zusätzlich ausgeglichen werden. Das ergibt sich aus Artikel 1 Absatz 2 des Ihnen vorliegenden Bundesbeschlusses. Der Bundesrat rechnet für diesen Ausgleich mit Mehrausgaben von jährlich 6 Millionen Franken, über den Zeitraum von vier Jahren also mit insgesamt 24 Millionen Franken. Diese Summe kann vom Betrag von 110 Millionen Franken, über den wir uns jetzt unterhalten, in Abzug gebracht werden, so dass zum vornherein nur noch eine effektive Differenz von 86 Millionen Franken verbleibt. Schliesslich ist aber auch zu berücksichtigen, dass auch die vom Bundesrat beantragten 739 Millionen Franken und zuzüglich, muss man jetzt sagen, die 24 Millionen Franken für die zweite Säule keineswegs etwa zur Folge hätten, dass der Forschungsaufwand reduziert werden muss. Vielmehr lässt sich auch ohne die umstrittenen 110 Millionen Franken, wie sich aus der bundesrätlichen Botschaft ergibt, ein reales Wachstum im Forschungsbereich von rund 1 Prozent jährlich realisieren.

Alle diese Überlegungen müssen also zwingend zum Schluss führen, dass es sachlich nicht vertretbar wäre, im Bereich der Forschung ein finanzielles Schwergewicht zu setzen und das Bedürfnis nach der Wiederherstellung des Gleichgewichtes im Bundeshaushalt demgegenüber hintan zu stellen.

Herr Ständerat Reymond hat nun geltend gemacht, mit der Bereitstellung zusätzlicher Mittel müssten Akzente in dem Sinne gesetzt werden, dass die Forschung sich auf Bereiche zu konzentrieren habe, in denen wir in Rückstand zu geraten drohen, und zwar soll es sich dabei um Bereiche der Technik und der Naturwissenschaft handeln. Es wäre aber verfehlt, anzunehmen, wir hätten die Möglichkeit, auf die Bereiche, in denen Forschung betrieben werden soll, irgendeinen konkreten Einfluss zu nehmen. Alles, was wir über Akzentsetzungen bei der Forschung äussern, hat nur die Bedeutung eines frommen Wunsches, dem keinerlei verbindliche oder verpflichtende Bedeutung zukommen kann. Die Entscheidungskompetenz liegt und bleibt ausschliesslich beim Nationalfonds, was an sich im übrigen durchaus sachgerecht ist. Es wäre aber bei dieser Sachlage verfehlt, den höheren Zahlungsrahmen in der Meinung zu bewilligen, die zusätzlichen Mittel würden dann für das eingesetzt, was der Rat für wünschenswert hält.

Ich bitte Sie also, am Beschluss des Ständerates vom Juni letzten Jahres festzuhalten und der durch den Nationalrat beschlossenen Erhöhung des Zahlungsrahmens nicht zuzustimmen.

Jagmetti: Für die finanzpolitischen Überlegungen, die vor allem von den Herren Stucki und Schoch geäussert worden sind, habe ich grosses Verständnis. Dass sich der Fehlbetrag der Finanzrechnung 1983 gegenüber dem Vorjahr verdoppelt hat, mahnt zur Zurückhaltung. Unterricht und Forschung haben mit einem Anteil von über 8 Prozent an den Bundesausgaben einen Stellenwert, der die Ausklammerung dieses Aufgabenbereichs aus den Bemühungen um das Haushaltgleichgewicht auf Bundesebene ausschliesst. Gleichzeitig aber erkennen wir, dass wir vor nationalen Problemen stehen, die einer Lösung harren. Mit Forschung allein lassen sie sich nicht bewältigen. Die gewonnenen Erkenntnisse müssen in wirtschaftlichen und politischen Entscheidungen, ja zum Teil im Verhalten jedes einzelnen ihren Ausdruck finden. Forschung reicht also nicht aus, aber Forschung ist eine unerlässliche Voraussetzung zur Bewältigung dieser Aufgaben.

Für mich stehen drei Sachbereiche im Vordergrund; sie sind von Herrn Letsch schon erwähnt worden:

1. Der erste Sachbereich ist der Umweltschutz. Die Schäden an unseren Wäldern haben in jüngster Zeit aufhorchen lassen. Sie sind Zeichen eines Problems, mit dem sich die

Räte seit vielen Jahren befassen und mit dem sich auch die Forschung schon seit längerer Zeit befasst. Das nationale Forschungsprogramm 14 über Lufthaushalt und Luftverschmutzung hat einen wichtigen Aspekt des Umweltschutzes zum Gegenstand. Es steht nicht für sich allein. Andere Forschungsarbeiten sind ihm vorangegangen, und weitere folgen ihm. Die Erhaltung unserer natürlichen Lebensgrundlagen ist für die Zukunft so bedeutsam, dass wir die Forschungsanstrengungen hier noch verstärken müssen.

2. Die zweite Problemgruppe ist die Energieversorgung. Zwei Herausforderungen überlagern sich hier. Mit unserem Energieverbrauch, der zu 70 Prozent aus Erdölprodukten gedeckt wird, zehren wir an beschränkten Ressourcen. Gleichzeitig ist hier der Energieverbrauch der wichtigste Faktor der Umweltbelastung. Die Forschungsanstrengungen müssen darauf ausgerichtet sein, die Energieversorgung langfristig sicherzustellen und die Umweltbelastung zu senken. Dass das eine höchst schwierige Aufgabenstellung ist, wissen wir alle. Dass sie nicht mit bescheidenen Mitteln bewältigt werden kann, ist uns ebenso klar.

3. Als dritten Problemkreis nenne ich Ihnen die Technik. Industrielle Arbeitsplätze haben wir in der Schweiz in den letzten Jahren in erheblicher Zahl verloren. Die Uhrenregionen waren davon stark betroffen. Aber sie stehen nicht allein. Auch in den Ballungsgebieten erleben wir das sehr deutlich. Mit einer Politik der Strukturhaltung könnten wir das Problem nicht lösen; denn wir stünden eines Tages vor einem Scherbenhaufen, weil wir keine konkurrenzfähigen Produkte mehr herstellen könnten. Die Vorwärtsstrategie ist hier geboten. Sie bedingt technische Innovation und damit Forschung in diesem Bereich: Die Privatwirtschaft hat grosse Anstrengungen unternommen und unternimmt sie weiter. Die Hochschulen tun dasselbe. Die beiden, nämlich Wirtschaft und Hochschulen, arbeiten in diesem Bereich auch gut zusammen. Das nationale Forschungsprogramm 13 ist der Mikro- und Optoelektronik gewidmet. Der Bundesrat hat – wie gesagt – einen Antrag zur Förderung von Forschung und Ausbildung in der Mikrotechnologie beschlossen. Wir müssen hier, das scheint die übereinstimmende Meinung zu sein, energisch voranschreiten.

Die Folgerungen aus diesen Überlegungen wären einerseits die Zustimmung zur Erhöhung um die vom Nationalrat beschlossenen 114,5 Millionen Franken als erlaubte Grenze und andererseits die Zweckbindung dieses Mehrbetrages für die Forschung in den Bereichen Umwelt, Energie und Technik. Ich gehöre in diesem Sinne zur Minderheit der Mehrheit, die diese Akzentsetzung wünscht.

Das Differenzbereinigungsverfahren schien mir aber – hier stehe ich im Gegensatz zu Herrn Reymond – keinen Raum mehr zu lassen, um den Beschluss selbst in diesem Sinne umzugestalten. Daher optiere ich für die Version des Nationalrates, verbinde damit aber mit Nachdruck die Erwartung, dass die Akzente im geschilderten Sinne vom Nationalfonds gesetzt werden. Das ist mehr als ein frommer Wunsch, und ich bin überzeugt, dass von den Forschungsorganisationen dieser Ruf nach einer Akzentsetzung auf die nationalen Probleme auch gehört wird. Es gilt, nicht einfach etwas Gutes zu fördern, sondern das zu tun, was im nationalen Interesse liegt.

Piller: Der Nationalrat hat mit seinem Entscheid meines Erachtens einen mutigen Schritt getan. Er hat trotz dem klaren Bekenntnis für eine baldige Sanierung der Bundesfinanzen die Beiträge an die Institutionen der Forschungsförderung für die Jahre 1984 bis 1987 um 110 Millionen Franken aufgestockt. Ich bitte Sie, heute diesen Schritt in unserem Rat ebenfalls zu tun und den Beschlüssen des Nationalrates zuzustimmen.

Der Präsident der Forschungsabteilung der Deutschen Bundespost hat vor einiger Zeit folgendes ausgeführt: «Die Forschung ist das Saatgetreide industrialisierter, dicht besiedelter Länder. Sie sichert den Broterwerb der kommenden Jahre für das ganze Land. Über unsere Wirtschaft zieht zurzeit – ebenso wie über andere Wirtschaftsgebiete –

eine gewisse Dürre. Einige Jahrzehnte später werden die Industrieländer sich dadurch unterscheiden, wie sie sich seinerzeit in der Wirtschaftsdürre verhielten, ob sie den Riemen enger schnallten oder ob sie ihr Saatgetreide verzehrten; denn heute ist für viele Finanzgewaltige nichts einfacher als den mächtigen Kostenträger Forschung zurückzuschrauben zugunsten einer momentanen Bewahrung oder sogar Verbesserung der Lebensqualität bei der derzeitigen Generation.»

Wir wissen alle: unser Land ist in sehr hohem Masse auf eine effiziente Forschung angewiesen. Wir werden unseren hohen Lebensstandard und unsere Sozialwerke auf die Dauer nur halten können, wenn es uns gelingt, in der wissenschaftlichen und technologischen Forschung mit den führenden Industrienationen Schritt zu halten.

Denken wir allein nur an die Mikroelektronik, die hier schon erwähnt wurde. Es wäre meines Erachtens verhängnisvoll, ausgerechnet in einer Zeit, in der bereits in verschiedenen Branchen der Privatwirtschaft die Forschung aus finanziellen Gründen gekürzt wird, auch von Bundesseite abzubauen. Ich könnte hier Herrn Letsch einige Beispiele nennen, die ich persönlich kenne. Der Bund hat hier eine grosse und äusserst wichtige Aufgabe. Ich weiss: heute für mehr Unterstützung der Forschung zu sprechen, ist nicht besonders populär. Es resultieren auch nicht unmittelbar Erfolge, schon gar nicht politische. Unsere Kinder werden ernten, was wir heute säen. Ich glaube, es ist aber unsere Pflicht, unsere politischen Aufgaben mit genügend Weitsicht anzugehen. Ich verzichte heute abend im Differenzbereinigungsverfahren auf Zahlen und Fakten, die belegen würden, wo wir überall im Rückstand sind.

Es wird heute sehr viel von Prioritäten gesprochen. Wir müssen Prioritäten auch in der Forschung setzen. Wir sollten uns aber hüten, in einer Art Feuerwehrübung einseitig nur die technischen Wissenschaften zu fördern und die erhöhten Kredite an eine solche Auflage zu binden. Ich wehre mich auch dagegen, dass von seiten der Regierung und der Verwaltung die Forschungsziele gesetzt werden. Das Resultat wäre letztlich eine staatlich gelenkte Forschung, was wir wohl kaum wollen. Wir haben unser neues Forschungsgesetz, welches im Artikel 20 die Planungsinstrumente vorsieht. Die politische Einflussnahme kommt darin nicht zu kurz. Wir wollen entsprechend diesem Gesetz auch diese zusätzlichen Millionen, falls sie gesprochen werden, in der Forschung einsetzen.

Bei der Diskussion um die Prioritäten gilt es auch zu beachten, dass der technische Fortschritt einen grossen, tiefgreifenden gesellschaftlichen Wandel verursacht hat. Unsere moderne Industriegesellschaft wird mit neuen, schwieriger zu lösenden Problemen konfrontiert.

Denken wir an die Drogen- und Alkoholprobleme, an die steigenden Selbstmordzahlen usw. Wir haben deshalb gute Psychologen und Psychiater nötig, auch wenn wir das vielleicht nicht wahrhaben wollen. Denken wir aber auch an die gefährlich anwachsende Umweltzerstörung usw. Es gilt meines Erachtens eine Gesamtschau zu behalten, wenn über Prioritäten in der Forschung gesprochen wird.

Ich bitte Sie, den Beschlüssen des Nationalrates zuzustimmen und dem Antrag Reymond keine Folge zu leisten. Ich glaube, es ist unmöglich, heute abend abzuschätzen, was er für Konsequenzen hätte; er kommt meines Erachtens zu spät und hat einfach in einem Differenzbereinigungsverfahren keinen Platz.

M. Schaffter: Si je prends la parole, ce n'est point pour revenir sur les détails techniques que posent les problèmes de la recherche, mais pour reprendre ce que la commission avait accepté et proposé au mois de juin dernier. J'avais l'honneur, à l'époque, de présider cette commission et nous nous étions rangés, le cœur plein de regrets, aux propositions du Conseil fédéral, parce que nous pensions que nous ne pouvions pas faire autrement. C'était l'heure des économies et du freinage. Or, notre conseil avait accepté unanimement ces propositions. Mais nous avons vu que, six mois plus tard, le Conseil national a décidé de faire un effort pour

tenir compte d'une situation qui devient intenable dans certains domaines de la recherche et demander à la Confédération de faire un effort plus grand. Si nos collègues de la Chambre basse ont agi ainsi, c'est parce qu'ils n'ont pas supporté les effets de la crise qui frappe le pays, le retard que nous avons pris dans certains domaines et, en plus, la constatation qu'aujourd'hui, chiffres en main et augmentation des prix calculée, l'effort que nous produisons n'est pas plus grand que celui qui était fait en 1972. Or, il est bien clair que qui n'avance pas recule, et tout le monde s'en est rendu compte!

Les crédits à la recherche sont à la base du progrès. La recherche elle-même, la recherche de pointe engendre des progrès considérables. Il suffit de se souvenir des effets qu'ont produit sur le développement technologique américain les programmes de la NASA et les programmes Apollo. Toutefois, notre pays n'est pas en mesure d'engager de pareilles sommes ni d'exécuter de tels programmes. Je pense cependant qu'il peut faire davantage et surtout qu'il doit poursuivre en répondant aux nécessités de l'heure. Or, ces nécessités augmentent chaque jour. La presse annonce que l'industrie va perdre des milliers de places de travail qui seront remplacées par des postes supérieurs et mieux rétribués. Toutefois, pour en arriver là, il faut que l'ensemble des professions soit de meilleure qualité et que la formation soit constamment améliorée. Pour y parvenir, il faut des moteurs, et on trouve ces moteurs dans les groupes de chercheurs. C'est pourquoi je vous invite à suivre le Conseil national et à accorder à la recherche les crédits qui sont demandés.

Schmid: Bei diesem Gesetz kann man in guten Treuen verschiedene Standpunkte beziehen. Man kann sich auf den wissenschaftspolitischen Standpunkt stellen und die Erhöhung des Kredites auf 849 Millionen ohne Schwierigkeiten hieb- und stichfest begründen. Man kann sich aber auch auf den finanzpolitischen Standpunkt stellen und mit ebenso guten Gründen für die Belassung des Kreditbetrages auf 739 Millionen Franken eintreten; wir stehen vor einem Scheideweg. Vor diesem Scheideweg stehen wir aber nicht bloss heute bei der Frage, ob wir für den Nationalfonds 739 Millionen oder 849 Millionen bewilligen wollen; an diesem Scheideweg werden wir uns in den nächsten vier Jahren ununterbrochen wiederfinden. Ich glaube, es steht diesem Rate gut an, wenn er gerade zu Beginn der Legislatur klar macht, welchen Weg er grundsätzlich gehen will. Will er ungeachtet verfügbarer – oder besser gesagt nicht verfügbarer – Mittel an sich wohlbegründete Ausgaben bewilligen, obwohl er weiss, dass sie nicht leicht zu finanzieren sind, oder will er versuchen, die Ausgaben im Rahmen des Zahlbaren zu halten?

Wir neigen dazu, in erster Linie die Aufgaben des Bundes ins Auge zu fassen und uns um die Ausgaben erst in zweiter Linie zu kümmern. Diese Auffassung ist in Zeiten ungebremsten Wirtschaftswachstums und unbegrenzt scheinender Ertragssteigerungen der Wirtschaft möglicherweise richtig gewesen. Heute ist sie eindeutig falsch. Die Einsicht wächst, dass sich die staatlichen Aufgaben je länger, desto mehr nach den verfügbaren Mitteln auszurichten haben und nicht umgekehrt. Das bedeutet für uns, dass wir nicht darum herumkommen, vermehrt nein zu sagen. Wir müssen uns darauf einrichten, selbst wohlbegründete Begehren unter finanzpolitischen Gesichtspunkten zu begutachten und zu beurteilen. In den allermeisten Fällen wird dieses Nein auch sachlich verantwortet werden können; so auch hier.

Der Nationalfonds hat zwar gute Gründe, eine Aufstockung des Kredites um 110 Millionen zu beantragen. Aber ich bitte Sie: Welcher Bezüger von Bundesgeldern hat nicht immer gute Gründe, mehr zu verlangen als er erhält? Von der Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe über die Landesbibliothek und das Bundesarchiv, das Bundesamt für Zivilschutz bis zur Gruppe für Rüstungsdienste: alle melden doch departementsintern bedeutend mehr Forderungen an, als ihnen der Bundesrat schliesslich zugestimmt, und wir kommen doch in den seltensten Fällen auf die

Idee, den departementsinternen Forderungen Folge zu leisten. Ich vermag nicht zu sehen, aus welchen Gründen wir in Einzelpositionen nun über die Anträge des Bundesrates hinausgehen sollten, auch nicht im Bereich der wissenschaftlichen Forschung.

Wenn man diese Kreditvorlage mit der Begründung aufstücken will, gerade die Gebiete der Elektronik und der Mikroelektronik, die für die internationale Konkurrenzfähigkeit der schweizerischen Wirtschaft von Bedeutung seien, würden unter diesen Kreditbeschränkungen am meisten leiden, muss man wohl feststellen, dass der Nationalfonds mit den ihm zur Verfügung gestellten Mitteln noch nicht die notwendigen Schwerpunkte setzt, denn wenn man nur beschränkte Mittel hat, wird man sie wohl nicht gerade jenen Bereichen vorenthalten, die man unter den gegebenen Umständen als die zukunftsreichsten betrachtet. Es will mir scheinen, dass auch im Bereiche der wissenschaftlichen Forschung gelten muss, was der Bundesrat in seinen Regierungsrichtlinien erklärt: «Wir müssen in den kommenden Jahren vermehrt zwischen Notwendigem und Wünschbarem unterscheiden.» Diese Unterscheidung können nicht wir im Parlament machen; dem Parlament fehlt dazu der Sachverstand. (Das ist auch einer der Gründe, die mich dazu führen, den Antrag von Herrn Kollege Reymond hinsichtlich des Artikels 5a Absatz 2 als untunlich zu bezeichnen.) Aber wir können und müssen jene, welche Kraft ihres Sachverständes und der Zuständigkeit imstande und berufen sind, diese Unterscheidung zu treffen, durch enge Kreditvorgaben zwingen, diese Unterscheidung tatsächlich selbst an die Hand zu nehmen. Das ist ein unangenehmes, aber notwendiges Geschäft, und das gilt nicht nur heute für den Nationalfonds, das wird auch in Zukunft gelten.

Gestatten Sie mir noch zwei Worte zum Antrag Reymond: Meines Erachtens besteht hinsichtlich von Artikel 5a Absatz 3 zumindest Grund zu Bedenken. Gemäss Artikel 16 des Geschäftsverkehrsgesetzes darf im Differenzbereinigungsverfahren nichts Neues aufs Tapet gebracht werden. Nach meiner Auffassung ist dieser Artikel 5a Absatz 3 eindeutig nicht Gegenstand des Differenzbereinigungsverfahrens. Herr Bundesrat Egli wird sich vielleicht noch in rechtlicher Hinsicht dazu äussern. Wenn Absatz 3 unzulässig wäre, dann wollen Sie bitte beachten, dass Absatz 1 mit Absatz 3 zusammenhängt: Herr Reymond will in Absatz 1 die 110 Millionen bewilligen und sie in Absatz 3 an anderen Orten sparen. Wenn Sie den Absatz 3 als unzulässig betrachten, dann seien Sie doch konsequent und nehmen Sie auch den Absatz 1 nicht an, denn sonst haben Sie an einem Ort aufgestockt, ohne am anderen gespart zu haben. Diese Konsequenz muss man sich vor Augen führen.

Ich beantrage Ihnen daher, dem Antrag der Minderheit, wie er von Herrn Kollega Stucki dargestellt worden ist, zuzustimmen.

Zumbühl: Ich weiss genau, dass auch ich mit meiner befürwortenden Stellungnahme für viele in diesem Saale quer in der sparpolitischen Landschaft liege. Ich hatte aber schon anlässlich der Kommissionssitzung meine guten Gründe für ein Ja zu den Beschlüssen des Nationalrates, und ich finde heute keine Veranlassung zu einer Meinungsänderung. Sparen heisst für mich Haushalten, wie wir es im privaten täglichen Leben gewohnt sind, und Haushalten heisst Schwerpunkte schaffen; dies wollte bestimmt der Nationalrat mit seinen Beschlüssen tun.

In Zeiten einer angespannten Wirtschaftslage hat der Faktor Forschung einen besonderen Stellenwert. Ich weiss es: Unser Herr Kommissionspräsident ist mit dem Kommissionsbeschluss nicht so sehr zufrieden. Er hat es hier zum Ausdruck gebracht, er hat es auch in einem Artikel in «Finanz und Wirtschaft» («Politiker mit Charme») zum Ausdruck gebracht. Ich kann Ihnen versichern, dass es mit meinem Charme zu keiner Zeit gut bestellt war und dass ich auch heute mit meiner Stellungnahme nichts aufholen kann, eher das Gegenteil riskiere. Was unser Präsident mit seiner gewandten Feder schreibt, ist seine Sache; ich bleibe aber erst recht bei meiner Meinung. Aber in einem Punkt muss

ich ihm doch etwas entgegen. Er hat verdankenswerterweise bereits darauf hingewiesen und etwas richtiggestellt. In diesem Artikel schreibt er, die Sozialwissenschaften und die Literaturwissenschaften hätten Priorität. Das stimmt nun nicht. Die Geisteswissenschaften, worunter auch die Sozial-, Sprach- und Literaturwissenschaften fallen, waren in den Jahren 1982/83/84 mit 11,2 Prozent beteiligt. Auf die exakten Naturwissenschaften entfielen 28,7 Prozent, und Biologie, Medizin (inklusive Sozial- und Präventivmedizin) 32 Prozent. Diese Zahlen sind drei Jahre lang ungefähr gleichgeblieben. Ich habe vor einigen Monaten in der «Neuen Zürcher Zeitung» einen interessanten Artikel gelesen: «Abbau des Forschungsplatzes Schweiz?», von Prof. Alfred Pletscher, dem Präsidenten des Forschungsrates des Nationalfonds. Er geht der Frage nach: Wie weit darf ein Abbau gehen, ohne dass lebenswichtige Interessen unseres Landes berührt werden? Er geht auch von verschiedenen Feststellungen aus. Er erwähnt einmal die grosse Bedeutung der Forschung für unseren Wohlstand und für unsere Kultur, dann die bedeutende Stellung der Schweiz auf internationaler Ebene; auf verschiedenen Gebieten könnte man sogar von Weltspitze sprechen. Die Hochschulforschung stehe unter doppeltem Druck: Einerseits hätten die verfügbaren Mittel real abgenommen – etwa 13 Prozent seit 1979 –, und andererseits wüchsen die Studentenzahlen an (innert 10 Jahren um etwa 20 000). Die Beitragsleistungen durch Bund und Kantone seien aber nicht entsprechend gewachsen, sie hätten real sogar abgenommen. Damit sei die Hochschulforschung unter starkem Druck gekommen. Es bestehe auch ein echter Grund zur Besorgnis, weil ein weiterer Abbau die Auflösung von wertvollen Zentren zur Folge haben könnte. Auch könnte der wissenschaftliche Nachwuchs zu stark gehemmt werden, denn auch die Forschung lebe von einem konstanten Zustrom junger Kräfte. Schlussendlich schreibt er, gleich dem Wald brauche die Forschung für ihren Aufbau Jahrzehnte, aber die Zerstörung sei rasch geschehen. Soweit Herr Prof. Pletscher.

Darf ich Sie als Laie auf etwas hinweisen? Wenn wir die Augen offenhalten, können wir feststellen, dass wir der Forschung auf Schritt und Tritt begegnen, sei es bei der Arbeit, sei es in der Freizeit, sei es auf der Ferienreise oder wenn wir uns ärztlicher Behandlung anvertrauen müssen. Ohne Forschung gibt es keinen Fortschritt, keine Wohlfahrt. Ein zweiter Punkt: Ich bin Mitglied des Stiftungsrates des Nationalfonds und kann Ihnen versichern, dass die Forschungsgesuche bzw. die Forschungsprojekte stets auf Herz und Nieren geprüft werden und die Aufträge erst nach gründlichem Abwägen erteilt werden. In der Vergangenheit wurde bewiesen, dass die Schweiz ihre Mittel für die Forschung gut eingesetzt hat. Wo kann es nicht auch Versager geben? Besonders der Nationalfonds und auch die anderen Institutionen der Forschungsförderung verdienen unser Vertrauen.

Ich möchte Ihnen empfehlen, den Mehrheitsantrag der Kommission zu unterstützen.

Blinder: Die engagierte Diskussion in beiden Räten zeigt, dass wir hier in einem echten Zielkonflikt stehen und dass bei vielen Mitgliedern beider Räte eine Art Entscheidungsnot besteht. Ich muss gestehen, dass ich bis vor kurzer Zeit, vor allem aus finanzpolitischen Überlegungen, auch eher der Meinung war, dass man der Kommissionsminderheit zustimmen sollte. Allein, ich habe im Verlaufe der letzten Tage mit einem der besten Kenner der internationalen und der nationalen Forschungsprobleme unseres Landes eine Besprechung gehabt, nämlich mit Herrn Prof. Dr. Speiser. Er hat mir sehr einlässlich alle Gründe dargelegt, die auch das Parlament veranlassen sollten, der Mehrheit zuzustimmen und diesen 110-Millionen-Franken-Mehrkredit zu bewilligen. Ich will versuchen, diese Gründe kurz darzulegen.

1. Es ist bekannt, dass die Schweiz in Sachen Forschungsförderung einen Spezialfall im Westen darstellt; bei uns werden rund drei Viertel sämtlicher Forschungsaufwendungen durch die Wirtschaft getragen und lediglich ein Viertel vom Staat. In anderen westlichen Staaten, in Amerika,

Japan, Deutschland usw., beteiligt sich der Staat zu mehr als 50 Prozent an den Kosten für die Forschungsförderung. Wir sollten weiterhin am Grundsatz festhalten, dass in der Forschung das Schwergewicht bei der Wirtschaft liegt und nicht beim Staat. Aber es geht andererseits nicht an, dass sich der Staat, der sich jetzt in einer schwierigen Finanzsituation befindet, noch mehr aus der Forschungsförderung zurückzieht und damit der Wirtschaft schlechtere Rahmenbedingungen gewährt als bisher. Wir stehen – wie Herr Kollege Jagmetti zu Recht gesagt hat – vor gewaltigen Zukunftsaufgaben: beim Umweltschutz, bei den Fragen der Energieversorgung und der rasanten technologischen Entwicklung.

2. Gerade in Zeiten von Finanzknappheit, wie wir sie zurzeit durchstehen müssen, soll nicht einfach linear in allen Bereichen der staatlichen Tätigkeiten gespart und abgebaut werden. Es sind echte Prioritäten zu setzen. Das tut auch die private Wirtschaft. Wenn ein privater Unternehmer wenig Geld für Investitionen besitzt, dann tätigt er die Investitionen dort, wo die grössten Zukunftschancen liegen.

So soll sich auch der Staat in seinen Aktivitäten verhalten. Die Gelder, die in die Forschung fließen, sind echte Investitionen mit Zukunftschancen und keineswegs Konsumausgaben. Ich verweise in dieser Beziehung auf das Votum von Herrn Bundesrat Egli im Nationalrat. Auch nach unseren ordnungspolitischen Vorstellungen ist es Sache des Staates, für die Bildungs- und Ausbildungskosten sozusagen vom Kindergarten bis zur Hochschule aufzukommen. Was heute für die Forschung und Bildung ausgegeben wird, ist, wie Prof. Speiser erklärt hat, Saatgut, das im Frühling gesät wird und im Sommer und im Herbst Früchte trägt. In diesem Sinne ist Forschungsförderung Zukunftssicherung.

Ich habe alle Hochachtung vor der Finanzplanung, auf die insbesondere Herr Kollege Stucki aufmerksam gemacht hat. Aber diese Finanzplanung hat sich an die von uns gesetzten Prioritäten zu halten. Es ist durchaus unser Recht und unsere Pflicht, diese Prioritäten festzulegen. Auf diese von uns selbst gewählten Prioritäten wird der Stiftungsrat des Nationalfonds Rücksicht nehmen.

Dritter Grund: Es ist bekannt und kann nicht widerlegt werden, dass unsere Hochschulen und unsere Wirtschaft im Verlaufe der letzten Jahre nur mühsam der technologischen Entwicklung zu folgen vermochten. Wir haben vor allem zu wenig Ingenieure und Doktoranden in den Ingenieurwissenschaften ausgebildet. Japan bildet zum Beispiel pro Jahr und prozentual doppelt so viele Ingenieure aus wie die Schweiz. Wenn eine Firma wie die Brown Boveri in Baden jährlich 50 bis 100 Ingenieure anstellt, sind davon rund 50 Prozent Ausländer, nämlich Deutsche, Österreicher, Jugoslawen usw. Ich bin kein Ausländerfeind; aber ich glaube, auch in unserer Wirtschaft braucht es in der Spitzentechnologie ein gesundes prozentuales Verhältnis zwischen Ausländern und Schweizern.

Seit 1980 hat der Nationalfonds die Zahl der Doktoranden, die er finanzieren muss, bereits um rund 200 reduziert. Im Verlaufe der letzten Jahre ist glücklicherweise die Zahl der Studierenden an den höheren technischen Lehranstalten angestiegen. Es wäre nun völlig falsch, gerade jetzt die Zahl dieser Doktoranden, die die Nahtstelle zwischen Lehre, Forschung und Wirtschaft bilden, noch weiter zu reduzieren. Mit den umstrittenen 110 Millionen Franken sollen vor allem die Ingenieurwissenschaften, insbesondere in der Informatik, der Mikroelektronik und der biomedizinischen Technik gefördert werden. Für diese innovationsträchtigen Forschungsgebiete rechtfertigt sich ein jährlicher Mehraufwand des Staates von 20 bis 25 Millionen Franken. Das ist gut angelegtes Geld!

Vierter Grund: Der Nationalfonds arbeitet im internationalen Vergleich sehr effizient. Die Verwaltungskosten betragen hier nämlich lediglich 2 bis 3 Prozent. Natürlich sind auch nicht alle Forschungsprojekte als geglückt zu bezeichnen, die finanziert worden sind. Aber deswegen kann man noch lange nicht behaupten, die Projektbeurteilung und die Projektbegleitung seien nicht sachkundig besorgt worden. Ich

halte mich hier an ein Wort von Nationalrat Prof. Hans Künzi. Er hat in der «NZZ» geschrieben: «Selbst ein Meisterschütze schießt nicht nur Mouchen, und es wäre verfehlt, ihm nach dem Turnier den Rat zu geben, er hätte nur die guten Schüsse abgeben und auf die schlechten verzichten sollen. Die forschungsfördernde Instanz, die nur erfolgreiche Projekte finanziert, hat es nie gegeben und kann es nie geben.»

Es ist richtig, was Herr Michael Kohn einmal geschrieben hat, nämlich dass die Schweiz auf allen Gebieten eine Denkfabrik bleiben muss, wenn sie – wie heute – an der Spitze der wirtschaftlichen und technologischen Entwicklung bleiben will.

Ich bin deshalb ganz sicher, dass die strittigen 110 Millionen Franken im Verlaufe der nächsten vier Jahre eine sehr gute, eine zukunftsfruchtige, eine notwendige Staatsausgabe sind, und ich bitte Sie deshalb, der Kommissionsmehrheit zuzustimmen.

Gadient: Ich möchte die Akzentsetzung von Herrn Kollege Binder noch unterstreichen. Der von Ständerat Reymond in seinem Antrag vorgetragene Gedanke der Förderung prioritärer Gebiete und neuer Technologien hat einiges für sich. Nichts wäre verfehlt, als einzelne Forschungsgebiete gegenüber anderen auszuspielen. Aber wir können nun einmal nicht an der Tatsache vorbeisehen, dass es heute noch Sektoren gibt, in denen wir zu wenig Nachwuchs an Wissenschaftlern haben. Das ist bei den Ingenieurwissenschaften der Fall, insbesondere auf den Gebieten der industriellen Informatik, der Mikroelektronik, der Materialwissenschaften im Zusammenhang mit dem Maschinenbau und der Biotechnologie. Es wäre erwünscht, dass wir in diesen Fachbereichen eine Ausweitung der üblichen Grundausbildung erzielen. Diese zusätzlich ausgebildeten Spezialisten, diese Doktoranden und Postgraduate-Wissenschaftler, die Herr Binder soeben erwähnt hat, könnten dann in drei bis fünf Jahren in die Industrie eintreten und einen Innovationschub verursachen, um den wir uns heute ja auf anderen Gebieten so sehr bemühen. Eine Aufstockung von Forschungsbeiträgen könnte deshalb heute auch mit Auflagen verbunden werden.

Soweit habe ich also Verständnis für den Antrag von Herrn Reymond, und ich erwarte, dass der Nationalfonds, wenn es zur Aufstockung gemäss Mehrheitsantrag kommen sollte, dem in Absatz 2 des Antrags Reymond enthaltenen Gedanken auch Rechnung tragen wird, wenn der Antrag als Ganzes verworfen werden sollte. In dieser Erwartung nur stimme ich heute für den Mehrheitsantrag der Kommission, also für die Aufstockung des Kredites. Da letztlich die Wirtschaft die Forschung finanziert, müssen wir vor allem auch darauf achten, dass wir ihr diejenigen ausgebildeten Leute und diejenige Forschung zukommen lassen, die ihr dienen; das wird sicher auch der Nationalfonds gebührend zur Kenntnis nehmen. Dieses Gespräch ist heute mit dem entsprechenden Geschäft ja nicht abgeschlossen. Die Forschung ist ein kontinuierlicher Vorgang, und auch dieser Rat wird sich erneut mit entsprechenden Krediten zu befassen haben.

Es ist im Grundsatz auch anerkennenswert, wenn uns Kollege Reymond den Weg weisen will, wo die zusätzlichen Millionen, die er investieren möchte, gefunden werden könnten. Aber mit dem bezüglichen Absatz 3 des Antrages kann ich mich deshalb nicht befreunden, weil eine derart undifferenziert angeordnete Linearmassnahme ohne vorherige genaue und gründliche Abklärung ihrer Auswirkungen meines Erachtens nicht verantwortet werden kann.

Miville: In dieser Debatte ist so ziemlich alles gesagt worden, was sich für oder gegen die Beschlüsse des Nationalrates einwenden lässt. Ich ergänze das nur noch durch zwei ganz kurze Feststellungen.

Es war recht interessant, von Herrn Stucki die Zahlen über die Zunahme der Dozenten an unseren Universitäten zu vernehmen. Andererseits sind mir Zahlen geliefert worden über die Situation des Nationalfonds in den letzten Jahren. Das tönt nun gar nicht nach Zunahme, sondern es wird

konkret nachgewiesen, dass die Mittel des Nationalfonds von 1979 bis 1982 um insgesamt 13,3 Prozent abgenommen haben, dass das eine Kürzung der Forschungsgesuche um rund 40 Prozent zur Folge hatte und dass 200 Mitarbeiterstellen in Forschungsprojekten geopfert werden mussten. Das ist die eine Feststellung.

Die andere Feststellung, auf die ich noch Gewicht legen möchte, wäre die, dass es bei der ganzen Forschungsarbeit ja nicht allein und vielleicht nicht einmal in erster Linie um die Ergebnisse der einzelnen Projekte geht, sondern es geht vorab um die jungen Menschen unseres Landes, welche in solchen Projekten beschäftigt werden und dabei lernen, zu forschen und überhaupt wissenschaftlich zu arbeiten. An den Forschungsprojekten des Nationalfonds werden junge Leute als Mitarbeiter beteiligt – im Durchschnitt drei, vier Jahre lang –, die anschliessend zu einem grossen Teil als qualifizierte Fachleute in die Privatwirtschaft, in die Industrie, in die Dienstleistungsbetriebe gehen und dort jene Arbeit leisten, auf die wir so sehr angewiesen sind. Diese grosse Rotation innerhalb der verfügbaren Mitarbeiterstellen gewährleistet die für unser Land notwendige Förderung des Forschernachwuchses und schafft auch die Voraussetzung für die unumgänglichen Innovationen, von denen ja in letzter Zeit in unserem Lande in anderen Zusammenhängen immer wieder die Rede ist. Es handelt sich hier also um eine Tätigkeit, die vorab und in erster Linie unserer Privatwirtschaft zugute kommt. Von daher gesehen möchte ich schon sehr hoffen, dass unser Rat sich den Beschlüssen des Nationalrates anschliesst.

Bundesrat Egli: Ich sehe mich in der glücklichen Lage, allen Votanten zum vorneherein, auch all jenen, die an der Abstimmung teilnehmen werden, zu danken. Ich danke den Sprechern, die uns mit einem grossen Geschenk beehren wollten; ich danke aber auch jenen, die den Regierungsstandpunkt vertreten haben. Es wird Sie nicht überraschen, wenn ich namens des Bundesrates erklären muss, dass wir das wohlgemeinte Geschenk nicht annehmen können. Fast alles, was zur Begründung des Mehrheitsstandpunktes gesagt worden ist, ist goldrichtig. Man kann dies den Herren Binder, Miville, Jagmetti, Piller, Reymond, Schaffter und Zumbühl bestätigen, und es fänden sich wahrscheinlich noch mehr Argumente, um diesen Standpunkt zu begründen. Alle diese Argumente werden aber in den Schatten gestellt durch die finanz- und budgetpolitischen Überlegungen, zu denen der Bundesrat verdammt ist, nämlich durch die Budgetpolitik des Rechnungsausgleichs. Diese Politik schreibt uns nicht nur das Finanzhaushaltgesetz vor, sondern ich darf sie daran erinnern: die Räte selber haben diese Vorschritt zu einem besonderen Auftrag an den Bundesrat gemacht. Ich bitte sie um Verständnis, wenn der Bundesrat Mühe hat, ein Parlament zu begreifen, das von ihm eine Budgeteinsparung von 150 Millionen Franken in einem Jahr verlangt und sozusagen im gleichen Atemzug 115 Millionen Franken mehr ausgeben will, als der Bundesrat in seinen eigenen Anträgen verlangt. Herr Stucki hat für diese Haltung einen absolut zutreffenden Ausdruck gebraucht, den ich höflicherweise nicht wiederholen möchte.

Es war heute viel von Prioritäten und Zielkonflikten die Rede. Herr Binder, Sie haben von einem Zielkonflikt gesprochen. Ein solcher besteht, aber nicht nur zwischen unserer Verpflichtung zum Budgetausgleich und der Notwendigkeit der Forschungsförderung; dieser Zielkonflikt besteht für den Bundesrat zwischen dem Budgetausgleich und Hunderten, wenn nicht Tausenden von einzelnen Rubriken der Staatsrechnung. Und die Prioritäten: Es geht nicht nur darum, dass der Bundesrat Prioritäten setzt. Vielmehr müssen wir auch die Forschungsorganen selbst dazu bringen, ihrerseits Akzente zu setzen.

Herr Stucki, Herr Schoch, Herr Schmid, ich danke Ihnen für Ihre Unterstützung. Ich muss Ihnen gegenüber, Herr Stucki, nur noch zu einem Punkt eine Präzision anbringen. Wenn ich sie richtig verstanden habe, haben Sie mein Votum in der Kommission als Zusicherung dargestellt, dass die künftigen Treibstoffzölle und -zollzuschläge auch für Forschungs-

beiträge benützt werden könnten, und zwar in Berufung auf den neuen Verfassungsartikel 36ter Absatz 1 Litera d. Wenn ich mich richtig erinnere, habe ich mich dahingehend ausgedrückt, dass bei einer benevolenten Interpretation dieser Verfassungsbestimmung Benzinzölle auch für Forschungszwecke im Umweltschutzbereich zu verwenden wären. Der bezügliche Bundesbeschluss liegt im Entwurf vor; die Botschaft geht Ihnen demnächst zu. Es wird nun an Ihnen liegen, an diesem Beschluss festzuhalten, dass Treibstoffzölle und -zuschläge für Forschungsarbeiten, die mit den Strassen im Zusammenhang stehen, verwendet werden können. Dies nur, damit kein Missverständnis entsteht. Im übrigen kann ich auf das verweisen, was die Sprecher der Minderheit ausgeführt haben.

Ich möchte zwei Punkte ergänzen, die vielleicht die fast asketische Härte, die ich hier an den Tag legen muss, etwas mildern.

1. Die rechtliche Bedeutung, der rechtliche Stellenwert der in der Botschaft vorgeschlagenen Zahlen: Es handelt sich um einen Zahlungsrahmen. Der Begriff des Zahlungsrahmens wird in unserem Finanzhaushaltsgesetz nicht definiert. Er hat also in die Gesetzessprache noch keinen Eingang gefunden, ist aber bereits gang und gäbe in unserer Finanzpraxis. Sie finden ihn beispielsweise definiert auf Seite 82 der Botschaft zum Voranschlag 1984. Der Zahlungsrahmen wird dort wie folgt definiert: «Vom Parlament für einen Zeitraum von mehreren Jahren festgesetzter Maximalbetrag der auf einem bestimmten Aufgabenbereich in Aussicht genommenen Zahlungskredite.» Es handelt sich also weder um Zahlungskredite noch um Verpflichtungskredite. Die Budgetkompetenz wird dem Parlament nicht genommen. Sie werden in dieser Kompetenz nicht beschnitten. Sie haben jederzeit die Möglichkeit, sei es innerhalb oder ausserhalb der Budgets, auf diese Zahlungseinnahmen zurückzukommen, Forschungsbeiträge zusätzlich zu bewilligen oder den beschlossenen Rahmen zu beschneiden.

2. Der Bundesrat sieht heute schon vor, Ihnen in Verlaufe der Legislaturperiode und wahrscheinlich schon im Verlaufe dieses Jahres neue Nachkreditbegehren auf dem Gebiete der Forschungsförderung zu unterbreiten. Im Zusammenhang mit den Waldschäden werden wir einen Antrag in der Höhe von etwa 23 Millionen Franken für Forschungsstellen. Überdies soll das Nationale Forschungsprogramm 14, das sich mit dem Zustand der Luft befasst, um 12 Millionen Franken aufgestockt werden, 6 Millionen aus Mitteln des Nationalfonds und 6 Millionen aus ordentlichen Bundesmitteln.

Ferner – es wurde bereits von Herrn Stucki erwähnt – sehen wir vor, Ihnen eine Botschaft zu unterbreiten für die Förderung eines Forschungsinstitutes in Neuenburg für die Mikroelektronik und Optoelektronik. Es handelt sich hier nicht nur um 40 Millionen Franken – wie Sie gesagt haben, Herr Stucki –, sondern um einen Beitrag von über 50 Millionen, allerdings auf vier Jahre verteilt.

Sie sehen also – ich möchte das besonders an die Adresse der Herren Reymond und Binder sagen –, dass wir Ihnen gerade im technischen und naturwissenschaftlichen Bereich noch weitere Anträge für Forschungskredite stellen werden.

Ich muss Sie daher bitten, den verantwortungsvollen finanzpolitischen Überlegungen des Bundesrates zu folgen und seinen Anträgen, d. h. also dem Minderheitsantrag, zu entsprechen.

Ich möchte mich noch mit dem Antrag Reymond etwas näher befassen. Ich will nicht die formelle Frage nochmals aufgreifen, die Herr Schmid angeschnitten hat, die Frage, ob dieser Antrag nach dem Geschäftsverkehr überhaupt zulässig wäre. Ich möchte von juristischen Wortklaubereien absehen. Es bleibe dahingestellt, ob Sie recht haben, Herr Schmid; das sollen aber die jungen Juristen entscheiden. Einem ausgedienten Advokaten steht es nicht mehr an, darüber zu werweisen.

Ich möchte vielmehr materiell zum Antrag von Herrn Reymond Stellung nehmen. Ich nehme dabei besonders die

Absätze 2 und 3 unter die Lupe. In Absatz 2 verlangen Sie, dem Nationalfonds die Auflage zu überbinden, dass er den zusätzlichen Betrag im technisch-naturwissenschaftlichen Bereich einzusetzen hätte.

Herr Reymond, Sie schaffen mit diesem Antrag ein sehr gefährliches Präjudiz gegen das Prinzip des Nationalfonds. Wir haben den Nationalfonds seinerzeit absichtlich geschaffen, damit zwischen Politik und Forschungstätigkeit ein der Forschung nahestehendes, neutrales Organ tritt, das besser als die politischen Behörden zu beurteilen vermag, wie die Mittel für die Forschung eingesetzt werden sollen. Wenn wir nun aber dem Nationalfonds vorschreiben wollen, wie er die Mittel verwenden soll, dann verstossen wir gegen dieses Prinzip. Wir haben ja bereits schon einen Vorbehalt angebracht in bezug auf die sogenannten Nationalen Forschungsprogramme, über welche der Bundesrat entscheidet. Für diese haben wir zwölf Prozent der Mittel vorgesehen, die an den Nationalfonds ausgezahlt werden. Wir möchten nicht darüber hinausgehen und dem Nationalfonds nicht noch weitere Fesseln auferlegen.

Dann zum Absatz 3 Ihres Antrages: Sie möchten für die Jahre 1984 bis 1987 Kompensationen mit anderen Beiträgen vornehmen, und zwar im Bereich der Bundesbauten. Sie übersehen, Herr Reymond, dass für das Jahr 1984 das Budget ja bereits vorliegt und weitgehend beraten ist. Diskutiert werden nur noch die 150 Millionen Franken Kürzungen, die ja noch streitig sind zwischen den beiden Räten. Es liegt also für das Jahr 1984 ein konkretes Budget vor, und Sie müssten hier schon ganz genau sagen, in welcher Rubrik Sie kürzen wollen, damit Ihrem Antrag nachgekommen werden könnte.

Was nun die weiteren Jahre 1985 bis 1987 anbelangt, so wollen Sie die Beiträge mit anderen vorgesehenen «Kredit» verrechnen. Sie verkennen damit den Charakter des Finanzplanes. Der Finanzplan ist eine Absichtserklärung, welche Zahlungen der Bundesrat künftig zu machen gedenkt oder welche Kreditanträge er mittels Budget künftig dem Parlament zu unterbreiten gedenkt. Der Finanzplan beinhaltet also keine Kreditanträge. Sie können somit überhaupt keine Kompensation vornehmen, weil eben keine definitiven Kredite im Finanzplan beantragt werden. Ausserdem bestehen im Baubereich etwa 30 Rubriken; Sie müssten uns sagen, in welcher Rubrik wir kompensieren sollen. Ich fasse nochmals zusammen: Ich glaube, dass der Bundesrat in seiner Botschaft das beantragt hat, was er finanzpolitisch und forschungspolitisch verantworten kann. Ich bitte Sie, dem Bundesrat und dem Minderheitsantrag zu folgen.

A

Bundesbeschluss über die Beiträge an die Institutionen der Forschungsförderung in den Jahren 1984 bis 1987

Arrêté fédéral subventionnant les institutions chargées d'encourager la recherche durant la période 1984 à 1987

Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Préambule

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 1 Abs. 1 und 2

Antrag der Kommission

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Minderheit

(Stucki, Letsch, Schoch)

Abs. 1

Festhalten

Abs. 2

Nach Entwurf des Bundesrates

Antrag Reymond**Abs. 1**

Festhalten

Abs. 2

Streichen

Art. 1 al. 1 et 2*Proposition de la commission***Majorité**

Adhérer à la décision du Conseil national

Minorité

(Stucki, Letsch, Schoch)

Al. 1

Maintenir

Al. 2

Selon le projet du Conseil fédéral

Proposition Reymond**Al. 1**

Maintenir

Al. 2

Biffer

Art. 5a (neu)*Antrag Reymond***Abs. 1**

Für Beiträge an den Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung in den Jahren 1984 bis 1987 wird ein Zusatzbetrag von 110 Millionen Franken bewilligt.

Abs. 2

Dieser Betrag ist in erster Linie für die technischen und naturwissenschaftlichen Bereiche zu verwenden, in denen die schweizerische Forschung in Rückstand ist oder in Rückstand gerät.

Abs. 3

Die nach dem Legislaturfinanzplan 1984 bis 1987 für die gesamten Bundesbauten und die Baubeiträge des Bundes an Dritte vorgesehenen Kredite werden insgesamt um 115 Millionen Franken gekürzt.

Art. 5a (nouveau)*Proposition Reymond***Al. 1**

Un montant supplémentaire de 110 millions de francs est alloué pour les subventions au Fonds national suisse de la recherche scientifique dans les années 1984 à 1987.

Al. 2

Ce montant doit être affecté en priorité aux secteurs des sciences techniques et naturelles dans lesquels la recherche en Suisse a pris ou est en passe de prendre du retard.

Al. 3

Les crédits disponibles d'après le plan financier de la législature 1984 à 1987 pour l'ensemble des constructions de la Confédération et pour les subventions de la Confédération à des constructions de tiers seront réduits de 115 millions au

total par rapport au plan financier de la législature 1984 à 1987.

M. Reymond: J'aurais souhaité que, dans une votation préalable, le conseil indique s'il accepte seulement les deux premiers ou au contraire les trois premiers alinéas de ma proposition. En effet, j'ai constaté que les deux premiers alinéas suscitaient plus l'intérêt du conseil que le troisième. Il s'agit pourtant de deux conditions, une au 2^e et l'autre au 3^e alinéa, imposées à l'octroi des 110 millions supplémentaires.

Je suggère donc que le conseil dise, par un vote préliminaire, s'il accepte la totalité de ma proposition ou seulement les deux premiers alinéas, et que le résultat de ce vote soit ensuite opposé à la proposition de la majorité.

Le président: Je ne voudrais rien refuser à un membre du conseil, même lorsqu'il est Vaudois. Je vous donne connaissance de l'article 16 de la loi sur les rapports entre les conseils qui dit ceci: «La délibération, dans le cadre de l'élimination des divergences, est circonscrite aux questions sur lesquelles l'accord n'a pu s'établir. Une délibération ne peut avoir lieu sur d'autres questions que si elle est rendue nécessaire par les nouvelles décisions ou si les commissions des deux conseils en font la proposition d'un commun accord.» On peut évidemment considérer la proposition de M. Reymond comme un tout, c'est le fondement de son argumentation.

M. Reymond vous demande maintenant si vous êtes d'accord de vous exprimer à titre préalable sur une proposition totale, soit les trois alinéas figurant sur le document qui vous a été distribué, et sur une proposition réduite concernant seulement les deux premiers alinéas.

Kündig: Wenn wir so anfangen zu verhandeln, dann werden wir komische Ratsitzungen haben. Ich glaube, Herr Reymond sollte sich entscheiden, ob er uns einen Antrag mit den Absätzen 1, 2 und 3 oder nur mit den Absätzen 1 und 2 unterbreiten will. Es gibt keinen Antrag aus dem Rate, der an den Absätzen 1 und 2 festhalten möchte, so dass wir also mit zwei Anträgen Reymond konfrontiert werden.

M. Reymond: Le 3^e alinéa correspond vraiment à l'essence même de ce que j'avais voulu au départ, à savoir concilier la position de la majorité et celle de la minorité. Je persiste à croire, Monsieur le Conseiller fédéral, étant donné que nous avons un plan financier contenant des chiffres précis, qu'il est possible au Conseil fédéral de le corriger dans le sens que je souhaite au 3^e alinéa. Dès lors, de ma proposition j'en fais deux, une portant sur les deux premiers alinéas et l'autre portant sur les trois alinéas, et je demande qu'on les oppose l'une à l'autre.

Le président: M. Kündig estime que l'on ne peut pas procéder à un vote préalable, comme le désire M. Reymond.

Ordnungsantrag – Motion d'ordre**Abstimmung – Vote**

Für den Antrag Reymond

5 Stimmen

Für den Antrag Kündig

29 Stimmen

M. Reymond: Etant donné la décision prise par le conseil, je suis contraint de choisir entre l'une ou l'autre des deux propositions que j'ai faites. Je constate qu'il n'est plus possible de présenter deux propositions, ce qui me paraît extrêmement grave, et de les soumettre au vote. Je le regrette mais je l'admets.

En conséquence, je renonce au 3^e alinéa et propose de voter essentiellement sur les deux premiers alinéas, à opposer à ce que vous voudrez, Monsieur le Président, que ce soit la majorité ou la minorité.

Le président: Nous avons maintenant une proposition de M. Reymond, comportant les alinéas 1 et 2 de l'article 5a nouveau. Nous opposerons tout d'abord la solution de la

majorité de la commission pour les deux premiers alinéas de l'article 1^{er} à la solution proposée par M. Reymond.

Art. 1 Abs. 1 und 2 – Art. 1 al. 1 et 2

Abstimmung – Vote

Eventuell – A titre préliminaire

Für den Antrag der Mehrheit 20 Stimmen
Für den Antrag Reymond 16 Stimmen

Definitiv – Définitivement

Für den Antrag der Mehrheit 18 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit 24 Stimmen

Art. 2

Antrag der Kommission

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Minderheit

(Stucki, Letsch, Schoch)

Festhalten

Art. 2

Proposition de la commission

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil national

Minorité

(Stucki, Letsch, Schoch)

Maintenir

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 15 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit 24 Stimmen

Art. 3

Antrag der Kommission

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Minderheit

(Stucki, Letsch, Schoch)

Festhalten

Art. 3

Proposition de la commission

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil national

Minorité

(Stucki, Letsch, Schoch)

Maintenir

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 14 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit 23 Stimmen

B

Bundesbeschluss über die Beiträge an die Krebsforschung in den Jahren 1984 bis 1987

Arrêté fédéral subventionnant la recherche sur le cancer durant la période 1984 à 1987

Art. 1 Abs. 1

Antrag der Kommission

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Minderheit

(Schoch, Letsch)

Festhalten

Art. 1 al. 1

Proposition de la commission

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil national

Minorité

(Schoch, Letsch)

Maintenir

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 20 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit 20 Stimmen

Le président: Je me prononce en faveur du texte de la majorité de la commission. Il n'y a ainsi plus de divergence en ce qui concerne l'arrêté B.

Mit Stichentscheid des Präsidenten wird dem Antrag der Mehrheit zugestimmt.

La proposition de la majorité est adoptée par la voix prépondérante du président

An den Nationalrat – Au Conseil national

Schluss der Sitzung um 20.10 Uhr

La séance est levée à 20 h 10

Nationalrat
Conseil national

Sitzung vom 13.3.1984
Séance du

83.010

**Wissenschaftliche Forschung.
Beiträge 1984 bis 1987
Recherche scientifique.
Contributions 1984 à 1987**

Siehe Jahrgang 1983, Seite 1760 – Voir année 1983, page 1760

Beschluss des Ständerates vom 5. März 1984

Décision du Conseil des Etats du 5 mars 1984

Differenzen – Divergences

Art. 1 Abs. 1, 2, Art. 2, 3

Antrag der Kommission

Mehrheit

Festhalten

Minderheit

(Columberg, Fischer-Hägglingen, Mühlemann, Steinegger)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 1 al. 1, 2, art. 2, 3

Proposition de la commission

Majorité

Maintenir

Minorité

(Columberg, Fischer-Hägglingen, Mühlemann, Steinegger)

Adhésion aux décisions du Conseil des Etats

M. Couchepin, rapporteur: En décembre 1983, notre conseil a eu à traiter de deux arrêtés consacrés aux contributions 1984 à 1987 pour la recherche scientifique, soit un arrêté A et un arrêté B. Dans les deux cas, nous avons créé une divergence avec le Conseil des Etats en augmentant les subsides destinés à la recherche.

L'arrêté A fixait les contributions en faveur du Fonds national de la recherche scientifique et en faveur des sociétés savantes. Pour le Fonds national, nous avons prévu un supplément de 110 millions de francs pour 4 ans, et 600 000 francs pour chacune des deux sociétés savantes bénéficiaires de ces subventions. L'arrêté B, quant à lui, traitait de la recherche sur le cancer.

Depuis lors, le Conseil des Etats s'est rallié à notre avis, en ce qui concerne l'arrêté B. Par contre, par une décision qu'il a prise par 24 voix contre 18, il a maintenu la divergence et s'en tient à la version du Conseil fédéral qui prévoit que le Fonds national doit recevoir 739 millions, durant la période 1984 à 1987, contrairement aux 849 millions que nous proposons.

Notre commission s'est réunie lundi. Elle a entendu M. Egli, conseiller fédéral, ainsi que le secrétaire du Fonds national de la recherche scientifique. Par 10 voix contre 4 et 2 abstentions, notre commission propose de maintenir la divergence et de nous en tenir à la décision qui fut la nôtre en décembre dernier, à savoir d'être plus généreux que le Conseil fédéral à l'égard du Fonds national et des sociétés savantes.

Très brièvement, voici quelques considérations qui ont incité la majorité de la commission à s'en tenir à la décision antérieure. Tout d'abord, nous ne sommes pas insensibles au problème de l'équilibre des finances fédérales, mais, face à cette nécessité d'équilibrer les finances fédérales, nous nous rappelons que la politique est en premier lieu affaire de choix et de priorité, et qu'il s'agit pour nous de marquer une priorité dans les dépenses de la Confédération en faveur de la recherche scientifique. Cette dernière, en effet, est l'un des moyens de combat pour maintenir l'économie à son haut niveau ainsi que notre compétitivité sur le plan international. Nous disons donc «oui» à l'équilibre des finances fédérales, mais nous prônons une priorité dans les choix, et tout particulièrement en ce qui concerne la recherche.

Deuxièmement, nous savons que, dans ce pays – et c'est très bien ainsi – les trois quarts des dépenses pour la recherche sont effectués par le privé. Nous savons aussi que le montant que nous voulons attribuer en plus au Fonds national et aux sociétés savantes constitue le un pour cent de l'ensemble des dépenses faites en faveur de la recherche dans notre pays. Toutefois, il y a lieu d'opposer à ce montant d'autres chiffres. Depuis 1979, les ressources du Fonds national de la recherche scientifique ont considérablement diminué en valeur réelle. En effet, si l'on additionne le recul de ces ressources, on aboutit à un total de 13 pour cent. Il faut également compter avec les conséquences de ce recul, la perte de 200 postes de chercheurs ainsi que celle d'un potentiel de recherche important. L'université recevant davantage d'étudiants, ce n'est pas le moment d'en diminuer la capacité de recherche.

Certains adversaires – de notre point de vue – pensent qu'en «serrant la vis» au Fonds national de la recherche scientifique on obtiendra plus d'efficacité de la part de cette organisation. Nous sommes convaincus que les ressources actuelles du Fonds national l'obligent déjà – et nous insistons sur ce point – à faire des choix. Le Fonds national, lui aussi, doit fixer des priorités. Quant à notre conseil et à notre commission, ils fixent la priorité en faveur des sciences techniques plus que dans le domaine des sciences humaines.

Pour toutes ces raisons, nous vous proposons de maintenir la divergence et de confirmer la décision qui fut la nôtre en 1983 et, partant, de maintenir le montant maximal de 849 millions en faveur du Fonds national et l'augmentation de 600 000 francs pour la Société helvétique des sciences naturelles et de 600 000 francs pour la Société suisse des sciences humaines.

Frau Segmüller, Berichterstatterin: Im Dezember hat unser Rat zwei Vorlagen betreffend die Beiträge an die Forschung für die Jahre 1984 bis 1987 zugestimmt. Es handelt sich um die Vorlagen A und B. Zwei Differenzen zum Ständerat haben wir geschaffen durch Erhöhung der Beträge in den Beschlüssen A und B. Der Ständerat hat in bezug auf die Krebsforschung im Differenzbereinungsverfahren den Beschlüssen unseres Rates zugestimmt. Hier besteht also keine Differenz mehr. Hingegen hat der Ständerat mit 24 gegen 18 Stimmen beschlossen, beim Beschluss A betreffend die Beiträge an den Nationalfonds und die wissenschaftlichen Gesellschaften am Vorschlag des Bundesrates festzuhalten. Mit dieser Differenz haben wir uns heute zu befassen.

Ihre Kommission hat durchaus Verständnis für die Überlegungen betreffend die Lage der Bundesfinanzen, die den Ständerat bei seinem Beschluss geleitet haben. Es ist notwendig, im Finanzbereich Prioritäten zu setzen. Nach Ansicht Ihrer Kommission handelt es sich aber gerade bei der Forschung um eine solche Priorität. Es sei in Erinnerung gerufen: Seit 1979 musste der Nationalfonds 13 Prozent realen Verlust hinnehmen aufgrund der von uns verfügten Kürzungen. Dadurch wurden 200 Forschungsstellen weggekürzt. Es wurde auch die Meinung vertreten, dass erst durch die Beschränkung der Mittel im Nationalrat der Zwang zum Setzen von Prioritäten beim Nationalfonds geschaffen werde. Darauf ist zu erwidern, dass aufgrund der bereits-

verfügbaren Kürzungen seit 1979 diese Prioritäten durchaus gesetzt werden. Es ist überdies ein denkbar schlechter Zeitpunkt, angesichts der hohen Studentenzahlen weitere Forschungsstellen kürzen zu müssen.

Forschung ist eine langfristige Investition in die Zukunft, sie verdient Priorität mit Blick auf unsere Jugend und mit Blick auf unsere Wirtschaft. Der Betrag von zusätzlich 110 Millionen Franken für den Nationalfonds entspricht im übrigen bloss dem vom Nationalfonds angebehrten und vom Wissenschaftsrat als berechtigt und notwendig erachteten Betrag.

Ihre Kommission hat daher wie folgt Festhalten beschlossen: Bei Artikel 1 mit 12 zu 4 Stimmen, und bei den Artikeln 2 und 3 mit 10 zu 4 Stimmen.

Columberg, Sprecher der Minderheit: Ich bitte Sie, dem Ständerat zuzustimmen.

Irgendwann müssen die Differenzen bereinigt und das Geschäft erledigt werden. Bereits bei der erstmaligen Behandlung dieser Vorlage im Rat habe ich auf die eminente Bedeutung der wissenschaftlichen Forschung für unsere wirtschaftliche und soziale Zukunft aufmerksam gemacht. Diese Erkenntnis ist auch heute unbestritten. Jetzt geht es aber um die Festlegung von Prioritäten und um ein Abwägen der finanziellen Möglichkeiten unseres Staates. In Würdigung der prekären Finanzlage hat der Bundesrat beantragt, die Beiträge für die Forschung für die Jahre 1984 bis 1987 auf 739 Millionen festzusetzen. Das ist bedeutend mehr als in der vorhergehenden Periode. Der Ständerat als Prioritätsrat hat diesen Antrag übernommen.

Auch unsere Kommission (die Kommission für Wissenschaft und Forschung) hat am 16. August 1983 in Lausanne einstimmig – ich möchte das betonen – beschlossen, diesen Antrag zu übernehmen. Kurz vor der Behandlung in der Herbstsession 1983 hat uns Herr Bonnard mit einem Antrag überrascht, den Kredit um 110 Millionen zu erhöhen, diesen Betrag aber mit den Krediten im Bereiche der gesamten Bundesbauten und den Beiträgen des Bundes an Dritte zu kompensieren. Also: Erhöhung der Forschungsbeiträge, unter gleichzeitiger Reduktion bei den Bauten. Aufgrund dieser neuen Konstellation hat die Kommission ihren ersten Entscheid in Wiedererwägung gezogen und kurzerhand beschlossen, eine Aufstockung um 110 Millionen ohne Kompensationspflicht vorzunehmen. Das ist etwas ganz anderes, als sie ursprünglich beschlossen und auch etwas ganz anderes, als was Herr Bonnard beantragt hatte.

Leider können wir die an und für sich erwünschte unbegründete Erhöhung der Forschungskredite nicht unabhängig von den politischen und finanziellen Realitäten behandeln. Einerseits beauftragen wir den Bundesrat, das Budget um zusätzliche 150 Millionen zu kürzen, und im gleichen Atemzug wollen wir im wissenschaftlichen Bereich die Anträge unserer Landesregierung um 110 Millionen überbieten. So geht es nicht. So verliert das Parlament jede Glaubwürdigkeit.

Ich weiss: man wird einwenden, die wirtschaftliche Situation habe sich seit der Verabschiedung der Vorlage durch den Bundesrat geändert. In der Zwischenzeit sei der Rückstand unserer Forschung in verschiedenen Bereichen offenkundig geworden; man verweist beispielsweise auf die Informatik. Das stimmt. Wenn wir jedoch Schwerpunkte in der Forschung setzen wollen, müssen wir dies mit Sondervorlagen tun; wenn wir lediglich die Globalkredite erhöhen, erfolgt nicht die erwünschte und notwendige Akzentsetzung. Schliesslich darf auch daran erinnert werden, dass der Bundesrat erst kürzlich eine Vorlage für die Unterstützung eines Zentrums für Mikrotechnik in Neuenburg verabschiedet hat, welche 52 Millionen erfordern wird. Das ist ebenfalls wissenschaftliche Forschung, und hier kann eine Akzentsetzung erfolgen.

Aus all diesen Überlegungen beantrage ich Ihnen, der Fassung des Ständerates zuzustimmen, die übrigens mit dem Antrag des Bundesrates und mit unserem ursprünglichen Antrag der Kommission übereinstimmt. Zudem kann ich

Ihnen mitteilen, dass die CVP-Fraktion mit grosser Mehrheit für Zustimmung zum Ständerat votiert.

M. Cavadini: J'aimerais, tout d'abord, dire à M. Columberg qu'il ne nous met pas en contradiction avec nous-mêmes, puisque le groupe libéral n'entrera pas en matière pour les 150 millions de francs d'économie. Il n'y a donc pas deux visages à notre politique, il n'y en a qu'un.

Permettez-moi ici de rappeler, comme l'a fait le président de la commission, que c'est la bataille de deux principes. Le premier est celui de la rigueur financière, le second est celui d'une politique qui veut des priorités. Or, nous affirmons qu'en prenant la mesure que nous vous recommandons de prendre, c'est-à-dire de maintenir la divergence, nous ne mettons pas en péril le premier principe, celui de la rigueur financière. Nous ne mettons pas en péril l'équilibre de la Confédération en demandant une augmentation de 110 millions de la dotation de la recherche scientifique répartie sur quatre ans.

Tout ce que nous avons appris au cours de ces six derniers mois n'a pu que contribuer à renforcer notre conviction que nous devons tout mettre en œuvre pour combler le retard que notre pays a accumulé dans le domaine technologique, dans le domaine de l'informatique, dans le domaine de la microtechnique par exemple. Certes là, des propositions ponctuelles seront faites qui nous permettront peut-être de ne pas nous laisser exagérément distancer mais nous estimons que l'ensemble de l'effort, qui a été entrepris, doit être soutenu.

On l'a dit et nous le répétons, l'essentiel de la recherche scientifique repose sur l'économie privée, dans une proportion qui est de l'ordre de 70 à 80 pour cent. Mais c'est précisément pour ne pas décourager et pour ne pas affaiblir cet effort que nous appelons à la convergence des crédits privés et des crédits publics à travers les moyens nécessaires que nous espérons voir donner au Fonds national de la recherche scientifique.

Il y a un point sur lequel nous avons déjà eu à nous exprimer. Est-il possible de demander à la Confédération de retrouver un montant de 110 millions dans d'autres domaines, c'est-à-dire de revenir à la rigueur financière? Le Conseil des Etats et le Conseil fédéral ont fait la démonstration, à mon avis, convaincante qu'il n'est pas possible de demander des économies sur des objets qui n'ont pas encore été votés.

Nous ne pouvons ici que formuler un vœu, celui de voir une politique d'économie pratiquée sur l'ensemble des dépenses courantes mais nous maintenons la proposition qui a été celle de la majorité de la commission et nous vous demandons d'augmenter de 110 millions la dotation du Fonds national de la recherche scientifique.

Frau Mauch: Im Namen der SP-Fraktion bitte auch ich Sie, an unserem Beschluss, am Beschluss des Nationalrates in dieser Sache festzuhalten.

Wir wissen zwar, dass die Forschung mit mehr Geld nicht *a priori* innovativer wird. Aber zudem wissen wir, dass die Schweiz auf dem Gebiet der Mikroelektronik und Informatik in der Forschung und Anwendung international den Anschluss verschlafen hat.

Kein Mensch kann uns garantieren, dass wir diesen Anschluss wiederfinden, wenn wir dem Nationalfonds 110 Millionen Franken mehr bewilligen, aber ich möchte sagen: wir hoffen es. Wir können dem Nationalfonds nichts vorschreiben, höchstens einen Wunsch übergeben: Wir wünschen, dass diese Mittel in weitestem Sinn in die Erforschung und Anwendung der neuen Technologien einfließen. Dazu gehört selbstverständlich auch die Erforschung der gesellschaftspolitischen Auswirkungen der «dritten industriellen Revolution». Damit wäre einem Anliegen von Herrn Buri Rechnung getragen. Es muss nämlich verhindert werden, dass die Geistes- und Sozialwissenschaften zunehmend forschungspolitische Stiefkinder werden! Ich bin überzeugt, dass die technologische Revolution, die jetzt weltweit im Gange ist, unsere Wirtschafts- und Sozial-

strukturen grundlegend verändern wird. Die Frage ist: Spielt die Schweiz bei dieser Veränderung eine aktive oder eine passive Rolle? Herr Columberg und Herr Cavadini haben darauf hingewiesen, dass sich die Situation in den letzten Monaten nochmals massiv verändert hat. Zunehmend kommen wir in die Lage, dass wir den Anschluss verpassen. Die Entwicklung geht sehr rasch vor sich, und es ist höchste Zeit, dass wir nun handeln.

Ich möchte Sie daher bitten, dem Antrag unserer Kommission zuzustimmen.

Da ich gerade das Wort habe, bitte ich den Herrn Präsidenten, auch zu den anderen Anträgen Stellung nehmen zu dürfen.

Zu den Beiträgen an die Schweizerische Geisteswissenschaftliche Gesellschaft und die Schweizerische Naturforschende Gesellschaft: Diese Gesellschaften arbeiten überwiegend im Milizsystem. Wir bezahlen nur einen Teil der Unkosten.

Über lange Zeit konnten die Gesellschaften von Gratisdienstleistungen der Hochschulen profitieren. Nachdem wir nun seit einiger Zeit die Finanzschraube gegenüber den Hochschulen angezogen haben, bemühen sich diese natürlich auch entsprechend mehr, Dienstleistungen gegenüber Dritten nicht mehr gratis zu erbringen, sondern in bare Münze umzuwandeln. Die Restriktionen pflanzen sich einfach fort. Diesen Mechanismus kennen wir alle seit unserer Kindergartenzeit aus der Geschichte «De Joggeli wett go Birli schüttle». Auflagen werden immer auf die nächste Instanz weiterverschoben.

Wir haben bereits im Dezember gehört, dass diese zusätzlichen Mittel, die wir bewilligt haben, von den Gesellschaften in erster Linie für die Übersetzung und Publikation von wissenschaftlichen Arbeiten gebraucht werden. Nicht zum ersten Male stelle ich fest, dass wir zwar für Forschungsprojekte immer wieder Geld ausgeben, aber nachher zu wenig Geld für die Verbreitung der Ergebnisse da ist. Das dürfte – scheint mir – nicht vorkommen!

Deshalb bitten wir Sie hier erneut, den Aufstockungen zuzustimmen.

Frau Kopp: Wir sind in einem Differenzenbereinigungsverfahren: Ich bin der Meinung, wir sollten hier nun nicht wieder die ganze Problematik aufrollen, denn diese ist bekannt. Ich möchte einen Beitrag für einen rationellen Einsatz unserer Arbeit leisten, indem ich diese Zielkonflikte nun nicht noch einmal darstelle.

Unsere Fraktion hat sich grossmehrheitlich dafür ausgesprochen, in diesem Konflikt finanzpolitischen Zielen den Vorrang zu geben und Ihnen zu beantragen, dem Ständerat und dem Bundesrat zuzustimmen.

Persönlich bin ich in diesem speziellen Fall der Meinung, dass es richtig ist, dem Antrag der Kommissionmehrheit zu folgen, denn wir alle wissen, dass wir nur mit intensiver Forschung den Rückstand aufholen können und dass die Konkurrenzfähigkeit unserer Wirtschaft langfristig nur dann garantiert sein wird, wenn wir insbesondere auf dem Gebiet der Biotechnik und der Mikroelektronik entscheidende Fortschritte erzielen.

Im Namen der freisinnigen Fraktion aber muss ich Sie um Zustimmung zu den Beschlüssen von Bundesrat und Ständerat bitten.

Schwarz: Ich glaube, gerade das Votum meiner Vorrednerin zwingt mich dazu, doch noch einige Worte über den Inhalt der Vorstellungen unserer Fraktionsmehrheit zu verlieren. Ich frage mich, wo es hinführen würde, wenn jede Kommission in ihrem Spezialbereich derart über die Anträge des Bundesrates und über den Rahmen des Finanzplanes hinaus aufstocken möchte – also zum Beispiel die Militärkommission, die Kommissionen, die sich mit Entwicklungshilfe, mit Natur- und Heimatschutz usw. befassen.

Ich habe von den Kommissionsprechern nicht gehört, wo sie diese 110 Millionen Franken kompensieren wollen. Also würde dieser Beschluss zu einer zusätzlichen Verschuldung führen. Man argumentiert, die 110 Millionen Mehrausgaben

für die Forschung kurbelten die Wirtschaft an. Dazu ist folgendes zu sagen:

1. Entweder nimmt ohne Kompensation die Verschuldung zu und damit die Staatsquote mit all den negativen Folgen für die Wirtschaft, oder man erhöht die Steuern und damit die Produktionskosten, was ebenfalls der Wirtschaft schadet.

2. Es ist auch in der Forschung, und gerade in der Forschung, dringend notwendig, gewisse Strukturbereinigungen zu vollziehen. Das erreicht man aber nicht mit blossem Aufstocken. Kommissionsprecher und Bundesrat haben schon beim letzten Anlauf deutlich erklärt, dass man die Entscheide des Nationalfonds nicht beeinflussen könne. Wir haben keine Ahnung, was mit diesen zusätzlichen Millionen passiert. Aber selbst wenn wir es wüssten, hätten wir keine Möglichkeit, etwas zu ändern. Ich zweifle also sehr daran, dass wir mit blossen Aufstockungen die Effizienz der Forschung verstärken. Vermutlich wird dadurch eher Struktur-erhaltung betrieben. Im übrigen haben auch die Bundesbeiträge an den Nationalfonds, gemäss Finanzplan, steigende Tendenz, am extremsten für das Jahr 1986. Dort beträgt die Zuwachsrate für die Ausgaben des Bundes insgesamt 6.9 Prozent, für den Nationalfonds 16,7 Prozent, also weit über die Teuerungsrate und die Bruttosozialproduktziffer hinaus. Dazu kommt der Bundesrat noch dieses Jahr mit zusätzlichen Spezialanträgen im Bereiche des Waldsterbens und der Mikroelektronik.

3. Die spontane Aufstockerei ist auch finanzpsychologisch schlecht für den Bundesrat, für das Parlament, für den Souverän. Es entsteht der Eindruck, dass, wenn man dem Bund wieder etwas mehr Mittel (mit den Verkehrsabgaben) gibt, diese nicht, wie finanzplanerisch vorgesehen, zur Sanierung des Bundeshaushaltes verwendet, sondern sofort wieder ausgegeben werden. Das wird nach meiner Überzeugung Konsequenzen haben. Um diese zu vermeiden, möchte ich Ihnen empfehlen, Bundesrat, Ständerat und Kommissionsminderheit zuzustimmen.

Lüchinger: Ich möchte auf die Geschichte dieser Differenz von 110 Millionen zurückkommen. Herr Columberg hat es schon getan; ich werde ihn ergänzen. Herr Columberg hat zu Recht gesagt, dass der Bundesrat den ursprünglichen Antrag des Nationalfonds aus finanzpolitischer Verantwortung um 110 Millionen Franken gekürzt habe. Der Ständerat hat dem zugestimmt. Die Kommission für Wissenschaft und Forschung, der ich damals noch angehörte, hat in Lausanne ihrerseits einstimmig zugestimmt.

Dann kam jener bekannte Antrag unseres Herrn Kollegen Bonnard. Dieser enthielt nicht nur eine Kompensation, sondern auch eine verpflichtende Zielsetzung für den Einsatz der 110 Millionen Franken. Sie sollten nämlich für technische Forschungsprojekte verwendet werden, insbesondere zugunsten der Informatik und der Mikroelektronik. Diese Zielsetzung war im Antrag Bonnard enthalten.

Die Kommission für Wissenschaft und Forschung hat zu Recht festgestellt, dass das rechtlich gar nicht zulässig sei, weil der Nationalfonds beim Ansatz der Mittel frei ist. Wir können als Parlament den Forschungsinstanzen keine solchen Aufträge erteilen. Die Kommission für Wissenschaft und Forschung hat dann einfach aufgestockt. Nun habe ich im «Stenographischen Bulletin» der Dezembersession nachgesehen, ob wenigstens die Zielsetzung des Herrn Bonnard in der Debatte einen Niederschlag gefunden hatte, und ich habe festgestellt, dass das nicht der Fall war. Herr Schnyder, der damals Präsident der Kommission für Wissenschaft und Forschung war, hat den Antrag auf Aufstockung um 110 Millionen damit begründet, dass man auf den alten Antrag des Nationalfonds zurückgehen wolle. Er hat sodann fünf Detailgründe angeführt, und nur einer dieser fünf Gründe betraf die Technik. Desgleichen der Berichterstatter französischer Sprache. Herr Bundi hat sogar postuliert, man solle mehr für die Geisteswissenschaften ausgeben. In der Detailberatung haben die Berichterstatter der Kommission dann vor allem betont, es gehe darum, die

bisherige Forschung weiterzuführen und die bisherigen Forschungsstellen zu erhalten. Also von Weiterführung des Bisherigen war die Rede und nicht von Konzentration auf Technik. Das ist einer der Hauptgründe, warum ich Sie bitte, hier dem Ständerat und dem Bundesrat zuzustimmen.

Mit der Aufstockung um 110 Millionen Franken gäben wir bloss zusätzliche Mittel in das Giesskannensystem unserer Forschung, und das wollen wir ja nicht. Wir wollen Prioritäten setzen für die Technik. Mit dem Beschluss, den die Kommission beantragt, setzen wir diese Prioritäten nicht. Herr Columberg hat zu Recht gesagt: Wir müssen Sondervorlagen bringen, wenn wir das erfüllen wollen, was Herr Bonnard vorschwebte.

Le président: M. Fischer-Hägglingsen va parler au nom de son groupe. En cette qualité, il voudra bien m'excuser de ne pas lui avoir donné la parole auparavant.

Flücher-Hägglingsen: Ich habe Ihnen in der Dezembersession den Antrag gestellt, den Vorschlägen des Bundesrates zu folgen und die in der Vorlage enthaltenen Beträge zu genehmigen. Leider haben Sie damals diesen Antrag knapp abgelehnt.

Die Gründe, die mich damals bewogen haben, den Antrag zu stellen, sind heute eigentlich noch die gleichen. Es sind vor allem finanzpolitische Gründe, und es geht hier vorab um eine Grundsatzfrage. Deshalb glaube ich, ist es richtig, dass wir in der Differenzbereinigung diesem Thema etwas mehr Raum widmen, als dies normalerweise üblich ist. Wir haben uns in der Dezembersession eingehend über die finanzpolitische Zukunft unseres Staates unterhalten. Wir haben damals sehr schöne Thesen aufgestellt und uns vorgenommen, die Finanzen in den nächsten vier Jahren in den Griff zu bekommen. Wir kennen diese Übung von den 150 Millionen, die wir vermutlich heute noch in Angriff nehmen. Ich möchte Sie auch an die Worte von Bundesrat Friedrich von heute morgen erinnern, als er sagte, man müsse an die Finanzen nicht nur in der Dezembersession denken, sondern sie während des ganzen Jahres bei den konkreten Vorlagen in Erinnerung rufen.

Nun zur Vorlage selber: Wir stellen fest, dass die vorgeschlagenen 739 Millionen Franken gegenüber der letzten Beitragsperiode eine Steigerung von 5 Prozent beinhalten. Es ist also nicht so, wie immer wieder dargetan wird, dass der Forschung Mittel entzogen würden. Verglichen mit der Periode 1979 bis 1983 stehen bedeutend mehr Mittel für die Periode 1984 bis 1987 zur Verfügung. Wir müssen uns auch im klaren sein, dass diese Beiträge nur ein Teil der Forschungsaufwendungen des Bundes sind. Unter ganz verschiedenen Titeln fliessen beträchtliche zusätzliche Mittel in die Forschung.

Herr Bundesrat Egli hat uns in der Kommission dargelegt, dass in den nächsten vier Jahren verschiedene Vorlagen dem Parlament zugewiesen werden, die Aufwendungen für die Forschung beinhalten. Zwei sollen in den nächsten Wochen erscheinen und Aufwendungen in der Grössenordnung von 72 Millionen Franken enthalten. Ich glaube, das ist der richtige Weg. Hier kann das Parlament mit Einzelvorlagen Prioritäten setzen, es kann aber auch die Projekte zeitlich und finanziell überblicken und im Griff behalten. Und dann geht es auch noch darum, dass wir den Plafonds für die Forschungsaufträge nicht irgendwie für die nächste Periode präjudizieren.

Ich glaube, wir sollten auch auf diesem Gebiet, auf dem soviel im Umbruch ist, vermehrt mit dem Instrument des Impulsprogrammes arbeiten. Wir anerkennen ohne weiteres die Wichtigkeit der Grundlagenforschung, welche der Nationalfonds finanziert. Wir sind aber der Meinung, dass vor allem auf dem Gebiet der angewandten Forschung, welche zum grössten Teil durch die Privatwirtschaft finanziert wird, zusätzliche Mittel und zusätzliche Anstrengungen nötig sind. Wenn heute gesagt wurde, dass wir auf dem Gebiet der Informatik und der Mikroelektronik im Rückstand seien, so glaube ich, dies sei gerade darauf zurückzuführen, dass von der Privatwirtschaft vermutlich nicht mehr die notwendigen

Mittel zur Verfügung stehen, um in der Forschung tätig zu sein. Ich glaube, wir sollten nicht nur hier staatliche Forschungsförderung betreiben, sondern wir sollten auch Massnahmen beschliessen, welche die Ertragskraft unserer Unternehmen stärken, damit diese in der schwierigen Situation, in der sie stehen, eben zusätzliche Mittel für die Forschung freimachen können.

Letztlich glaubt die SVP-Fraktion, dass auch im Hochschulbereich und in der Forschung durch effizienten Einsatz der Mittel Einsparungen möglich sind.

In diesem Sinne beantrage ich Ihnen im Auftrag der SVP-Fraktion Zustimmung zu den Anträgen des Ständerates.

M. Darbellay: J'aimerais soulever un seul point. La grande partie des crédits que nous attribuons au Fonds national suisse de la recherche va aux universités et aux Ecoles polytechniques. La plupart des chercheurs sont de jeunes universitaires. Or, entre 1980 et 1982, le nombre de postes de chercheurs à plein temps a diminué – on vous l'a répété – de 200. Cette politique est incohérente pour deux raisons. Premièrement, il est incohérent de diminuer le nombre de place de jeunes chercheurs au moment où celui des étudiants augmente de manière sensible. Deuxièmement, alors que le Conseil fédéral vient de dire en réponse à un postulat Bonny qu'il est prêt à envisager des mesures pour aplanir les difficultés des jeunes universitaires, je pense qu'il n'est ni cohérent ni approprié de rester à 200 postes en dessous de ce que nous avions en 1980.

Les 110 millions que nous vous demandons sont un bon investissement. Il faut y consentir.

M. Bonnard: Je n'avais pas l'intention de monter à cette tribune, mais j'ai été interpellé de façon si directe qu'il est nécessaire que je précise clairement ma position et celle de notre groupe.

Le groupe libéral – M. Cavadini vous l'a dit il y a un instant – votera la proposition de la majorité de la commission, c'est-à-dire les 110 millions. Nous le faisons dans la double idée suivante: d'abord, en estimant qu'il vous est possible, si vous le voulez bien, de retrouver ailleurs cette dépense de 110 millions. Deuxièmement, il est hautement souhaitable que ce surplus soit affecté aux sciences naturelles et techniques.

En ce qui concerne la première règle, selon laquelle il est possible de retrouver ailleurs ces fonds, je suis en opposition absolue avec ce que vient de nous dire M. Schwarz. Dans quelques semaines, nous allons discuter le plan financier. Dans celui-ci vous trouverez, si vous le voulez bien, les 110 millions dans les dépenses courantes de la Confédération pour les mettre dans ce secteur essentiel qui est celui de la recherche. En ce qui concerne l'affectation des 110 millions aux sciences naturelles et techniques, le Conseil fédéral, s'il le veut bien, a la possibilité de la décider. Rappelez-vous qu'il doit examiner la planification des dépenses du Fonds national et que, dans le cadre de celle-ci, il peut, s'il le veut, donner des instructions en vertu des pouvoirs qui sont les siens.

Je vous encourage vivement à voter ces 110 millions. En le faisant, vous ferez de la vraie politique.

M. Couchepin, rapporteur: Comme dans tout débat, les chiffres peuvent être manipulés. Ici, je crois que plusieurs orateurs les ont utilisés sans voir la réalité qui se cachait à l'arrière-plan.

En ce qui concerne la progression des subventions au Fonds national de la recherche scientifique, il est exact que, en chiffres absolus, elles ont progressé au cours de ces dernières années. Par contre, lorsque nous avons prétendu que les moyens à disposition du Fonds national de la recherche scientifique ont diminué au cours de ces quatre dernières années, nous nous sommes référés à la valeur réelle de l'argent mis à disposition. C'est donc cela qui compte et qui s'exprime par une réalité, les fameux deux cents postes de chercheurs qui ont été supprimés et qui existaient, il y a quatre ans. En ce qui concerne l'utilisation

de ces 110 millions supplémentaires, je puis vous assurer que le Fonds national a des projets très concrets se rapportant précisément aux priorités que nous souhaitons tous voir assurées, celles des sciences techniques et naturelles. Ce crédit sera utilisé conformément à ce qui a été souhaité par les organes de contrôle du Fonds national. Enfin, j'ai écouté avec un peu d'inquiétude les propos de M. Schwarz. Je ne lui répondrai pas, je m'en remets simplement à ce qu'a dit M. Bonnard. Je crois qu'il ne faut pas introduire une sorte de dictature de l'économie. Il faut engager un débat sur le problème des finances fédérales lorsqu'il sera ouvert. Par ailleurs, il faut être capable de fixer des priorités. Le débat sur les finances fédérales aura lieu à un autre moment à l'occasion duquel, il faut espérer, nous serons capables de faire passer certaines priorités.

Frau Segmüller, Berichterstatterin: Mit Zahlen kann man alles beweisen, der Präsident hat es Ihnen schon gesagt. In absoluten Zahlen gesehen, haben die Gelder für den Nationalfonds zugenommen, das stimmt, aber relativ bedeutet es eine gewichtige Abnahme, die sich ausdrückt in der Kürzung der 200 Forscherstellen. Das ist das Entscheidende. Zur Verwendung der angeforderten 110 Millionen: Der Nationalfonds hat Projekte bereit, die sich genau in dieser Richtung, die wir prioritär bezeichnet haben, bewegen, nämlich Naturwissenschaften und innovative Technik. Es geht also nicht darum, eine Gieskanne zu erweitern. Wir können nicht mit den Forschungsgeldern Finanzpolitik betreiben; andererseits aber beschliessen wir mit der Finanzpolitik durchaus wegweisende Massnahmen für die Forschung. Ich bitte Sie nochmals, stimmen Sie im Sinne der Kommission der Aufstockung zu. Es geht um die Zukunft unserer Forschung.

Bundesrat Egli: Es ist nun schon zum achten Male, dass ich vor einem parlamentarischen Gremium über diese Vorlage sprechen darf. Schon daraus ersehen Sie, dass ich (im Gegensatz zu meinen Vorrednern) Ihnen nichts sensationell Neues bieten kann.

Sechsmal wurde ich von Ihnen, nicht so sehr als Mitglied des Bundesrates, aber als Chef des Departementes des Innern, harten Versuchungen ausgesetzt, denen ich bisher mannhaft widerstanden habe; ich habe auch die Absicht, dieser siebten Versuchung ebenso zu widerstehen.

Auch diesmal muss ich den Vertretern der Kommissionsmehrheit attestieren, dass an sich, vom forschungspolitischen Standpunkt aus, ihre Überlegungen zutreffend wären; aber ebenso muss ich erklären, dass der Bundesrat das Ziel des Budgetausgleiches in den Vordergrund stellen muss, erstens, um dem Finanzhaushaltsgesetz nachzuleben, und zweitens, um einem ausdrücklichen Auftrag des Parlamentes nachzukommen. Das Parlament hat uns in diesem Auftrag noch bestärkt mit seiner Auflage, die Ausgaben nach einer ersten Kürzung des Budgets 1984 um rund eine halbe Milliarde nochmals um 150 Millionen zu kürzen. Es ist schlechthin unmöglich, diesen beiden Aufträgen gleichzeitig nachzukommen.

Ihnen, Herr Bonnard, möchte ich sagen, dass unser Finanzplan auf dem Zahlungsrahmen, wie ihn der Bundesrat Ihnen vorschlägt, aufgebaut ist. Sie haben also, wenn Sie den Finanzplan beraten, den entsprechenden Posten zu erhöhen, wenn heute der Rat entsprechend der Kommissionsmehrheit Beschlüsse fassen sollte.

Der Bundesrat steht eben nicht nur unter dem Zielkonflikt, wie heute dargetan worden ist: Budgetdisziplin einerseits, Förderung der Wissenschaft und der Forschung andererseits; sondern der Zielkonflikt heisst: Budgetausgleich einerseits und Erfüllung der Staatsaufgaben überhaupt andererseits.

Es besteht kein Grund, die Staatsaufgabe Forschungsförderung vor allen anderen wichtigen Staatsaufgaben auszuzeichnen. Mit mindestens so starken Argumenten könnte für eine Erhöhung der Ausgaben in anderen Bereichen gefochten werden, die ebenso dringlich oder vielleicht sogar noch wichtiger wären. Denken Sie beispielsweise nur an den

Sozialbereich, an die Förderung der Kultur, an den Denkmalschutz, an den Gewässerschutz, an die Lawinerverbauungen, um nur einige Themen zu nennen, die aus meinem Departement kommen. Warum steht hier nicht eine Mehrheit des Rates mannhaft auf, um in diesen Bereichen die Ausgaben zu erhöhen, obwohl auch hier die Dringlichkeit ebenso sehr erwiesen ist wie bei den Forschungsausgaben? Aber um meine fast asketisch anmutende Härte etwas zu mildern, möchte ich Sie doch daran erinnern, dass Sie während der kommenden Legislaturperiode oder sogar während des laufenden Jahres noch mehrmals Gelegenheit haben werden, zu Forschungskrediten, die wir Ihnen vorlegen, Stellung zu nehmen.

Bereits heute stehen zwei Vorlagen, die schon erwähnt worden sind, kurz vor der Beratung: Erstens im Bereich Waldsterben; wir rechnen hierfür mit über 20 Millionen Franken, um die wir Sie noch in diesem Jahr bitten müssen. Zweitens im Forschungsbereich Mikro- und Optoelektronik; eine entsprechende Vorlage zur Unterstützung eines Institutes in Neuenburg – Herr Cavadini – ist in Vorbereitung. Und wir wissen natürlich nicht, ob uns dann das nötige Geld dafür, nämlich 50 Millionen, zur Verfügung stehen wird, wenn Sie uns vorher 110 Millionen für den Forschungsfonds aufnötigen.

Ich schliesse weitere Forschungsbedürfnisse, konkrete punktuelle Bedürfnisse, nicht aus, die wir Ihnen im Laufe der Legislaturperiode noch unterbreiten müssen. Wenn Sie alle diese Kreditbegehren aufaddieren, gelangen Sie annähernd zu jenem Betrag, um welchen Sie heute den bundesrätlich beantragten Zahlungsrahmen erhöhen wollen.

Zum achten und – wie ich hoffe – zum letzten Male ersuche ich Sie, dem Bundesrat endlich zu glauben, dass er Ihnen wohl abgewägt das beantragt hat, was er budget- und forschungspolitisch verantworten kann.

Ich bitte Sie daher, dem Antrag der Minderheit und des Bundesrates zu entsprechen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit
Für den Antrag der Minderheit

85 Stimmen
77 Stimmen

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

Ständerat
Conseil des Etats

Sitzung vom 15.3.1984
Séance du

Achte Sitzung – Huitième séance

Donnerstag, 15. März 1984, Vormittag

Jeudi 15 mars 1984, matin

8.00 h

Vorsitz – Présidence: M. Debétaz

83.010

**Wissenschaftliche Forschung.
Beiträge 1984 bis 1987
Recherche scientifique.
Contributions 1984 à 1987**

Siehe Seite 1 hiervor – Voir page 1 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 13. März 1984

Décision du Conseil national du 13 mars 1984

Differenzen – Divergences**Art. 1 Abs. 1****Antrag der Kommission****Mehrheit**

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Minderheit

Festhalten

Art. 1 al. 1**Proposition de la commission****Majorité**

Adhérer à la décision du Conseil national

Minorité

Maintenir

Letsch, Berichterstatter: Der Ständerat hat in dieser Session mit 24 zu 18 Stimmen beschlossen, bezüglich der Forschungsförderungskredite den Anträgen des Bundesrates zuzustimmen, also nicht – wie es der Nationalrat beschlossen hatte – die Kredite, vor allem jene für den Nationalfonds, aufzustocken. Inzwischen hat der Nationalrat mit 85 zu 77 Stimmen an seinem Beschluss festgehalten. Die Differenz zwischen der Mehrheit und der Minderheit des Nationalrates ist also merklich zusammengeschrumpft. In der ersten Phase hat der Nationalrat mit 83 zu 63 Stimmen – also immerhin mit 20 Stimmen Unterschied – seine Beschlüsse gefasst, diesmal noch mit 85 zu 77. Ein wesentlicher Grund für dieses Zusammenschmelzen der Stimmenzahl liegt offensichtlich darin, dass der Ständerat nicht einfach auf seinem ersten Beschluss beharrt hat, sondern dem Nationalrat entgegengekommen ist, und zwar in zwei Punkten. Erstens mit Zustimmung zu Absatz 2, der den Bundesrat ermächtigen will, dem Nationalfonds für die zweite Säule zusätzlich zum eigentlichen Rahmenkredit die erforderlichen Mittel zuzugestehen. Das sind immerhin pro Jahr 6 Millionen oder im Zeitraum, der für den Beschluss gilt, 24 Millionen Franken. Das zweite Entgegenkommen besteht darin, dass der Ständerat sich dem Nationalrat bezüglich der Krebsforschung angeschlossen hat.

Unsere Kommission ist nun der Meinung, und zwar mit 5 zu 3 Stimmen – bei vollständiger Präsenz wäre das Verhältnis 5 zu 4 gewesen –, dass wir trotzdem dem Nationalrat zustimmen sollten. Sie hat die Auffassung, dass die Forschung nun

einfach eine derart prioritäre Aufgabe sei, dass wir diese Geste unternehmen sollten. Die Minderheit hält nach wie vor daran fest, dass wir dem Bundesrat folgen sollten, und zwar auch deshalb, weil seit der letzten Beschlussfassung in diesem Rat immerhin zwei Fakten neu mitberücksichtigt werden dürfen: Erstens hat uns der Bundesrat in der Zwischenzeit seine Vorlage über die Beteiligung am Institut für Mikroelektronik in Neuenburg unterbreitet. Dieses Geschäft liegt jetzt konkret auf unserem Tisch und wird in der ausserordentlichen Maisession behandelt werden. Es ist ein Zeichen dafür, dass der Bund auch ausserhalb des Nationalfonds immer wieder einiges tut in Richtung Forschungsförderung, und zwar gerade in der Richtung, die ja die Mehrheit der Kommission, auch in bezug auf den Nationalfonds, schwergewichtig verfolgen wollte.

Das Zweite ist, dass nach dem gestrigen Beschluss des Nationalrates nun beide Räte Nichteintreten auf die vom Bundesrat zusätzlich eingesparten 150 Millionen beim Budget beschlossen haben.

Es wäre vielleicht doch wichtig, dass der Wille zur Ausgaben-Disziplin wenigstens dort, wo es sachlich und seriös vertretbar ist, nun aufrecht erhalten wird. Nachdem bekanntlich die Kredite für den Nationalfonds auch ohne Aufstockung – also nach Antrag Bundesrat – in den nächsten Jahren durchschnittlich pro Jahr um etwa 8 Prozent, also wesentlich über den Durchschnitt der Gesamtausgaben, anwachsen werden, ist die Minderheit der Meinung, dass wir keinen Grund haben, dem Nationalrat zu folgen.

Zusammenfassend stellt ihnen die Mehrheit der Kommission den Antrag, dem Nationalrat zuzustimmen. Die Minderheit stellt ihnen den Antrag, am Beschluss des Ständerates festzuhalten. Für den Fall, dass wir an unserem Beschluss festhalten würden, ist sich die Kommission einig, dass wir diesen Beschluss heute definitiv erklären sollten, damit dieses Seilziehen jetzt ein Ende hat.

Bundesrat Egli: Es ist jetzt das zehnte Mal, dass ich zu dieser Vorlage sprechen darf. Sie werden wohl kaum erwarten, dass nun der Bundesrat seine Haltung ändert. Er hält an seinem Antrag fest.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	17 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	23 Stimmen

Le président: La commission unanime propose de déclarer la décision de notre conseil définitive. Je pense que notre conseil doit se prononcer également sur ce point. Je mets par conséquent cette proposition aux voix.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	26 Stimmen
Dagegen	11 Stimmen

An den Nationalrat – Au Conseil national

Nationalrat
Conseil national

Sitzung vom 20.3.1984
Séance du

83.010

**Wissenschaftliche Forschung.
Beiträge 1984 bis 1987
Recherche scientifique.
Contributions 1984 à 1987**

Siehe Seite 150 hiervor – Voir page 150 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 15. März 1984
Décision du Conseil des Etats du 15 mars 1984

Differenzen – Divergences

Art. 1 bis 3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 1 à 3

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

M. Couchepin, rapporteur: Le Conseil des Etats a pris la semaine passée deux décisions à propos de cet objet. Tout d'abord, il a maintenu la divergence qui oppose les deux conseils à propos du crédit-cadre pour la recherche scientifique 1984 à 1987. En outre, il a décidé de déclarer sa décision définitive. Nous nous trouvons dès lors placés devant l'alternative suivante: ou bien nous nous rallions à la décision du Conseil des Etats ou bien nous maintenons la divergence.

La conséquence du choix du premier terme de l'alternative est simple: le crédit destiné à la recherche scientifique pour la période 1984 à 1987 serait fixé au montant proposé par le Conseil fédéral. Beaucoup plus graves seraient les conséquences si nous choisissons le second terme de l'alternative. Le maintien de la divergence aboutirait à la réunion d'une conférence de conciliation et, en cas d'échec de la conciliation, au rejet de l'ensemble du projet, ce qui n'est évidemment pas notre intention. Dès lors, votre commission vous propose à l'unanimité de vous rallier à la décision du Conseil des Etats.

C'est par souci d'efficacité parlementaire que la majorité de la commission s'est ralliée à la solution préconisée par le Conseil des Etats. Plus que jamais, nous sommes convaincus qu'un effort supplémentaire et prioritaire dans le domaine de la recherche scientifique est, à été et reste nécessaire.

Trois événements récents nous confirment dans ce sentiment. Je les évoque parce que je crois qu'ils doivent être rappelés à l'opinion publique. Il y a tout d'abord, sur le plan européen, une décision de la CEE, qui veut lancer ce que l'on a appelé le programme «Esprit». Il consiste à investir, durant la période 1984 à 1988, soit pendant une durée de

cinq ans, un milliard et demi d'unités de compte européennes (ECU), ce qui représente à peu près 1,5 milliard de dollars, dans le développement de techniques de pointe dans le domaine de la robotique, de l'informatique et de la bureautique. Il existe des projets qui visent à développer sur une base industrielle les circuits intégrés, des logiciels capables d'apprendre par l'expérience, et toute une série d'autres projets.

D'autre part, la France prévoit de consentir, en plus de l'effort qui est accompli par la Communauté européenne, un effort particulier pour développer la formation dans le domaine de l'électronique et assurer ce que l'on a appelé – termes un peu barbares – un meilleur couplage recherche-industrie et enfin, améliorer l'efficacité des incitations publiques à la recherche industrielle.

La troisième décision qui nous intéresse, puisqu'elle augmentera la capacité concurrentielle de nos industries, est celle de la mise sur pied du programme allemand concernant l'informatique et la micro-électronique, qui a été annoncée très récemment et qui prévoit des investissements pour un montant de 3 milliards de DM, soit 2,5 milliards de francs suisses environ, à dépenser jusqu'en 1988.

Notre commission, désireuse de savoir où en sont l'industrie et la recherche scientifique suisses face à l'aggravation de la concurrence internationale dans le domaine de haute technologie, a demandé au Conseil fédéral de préparer un rapport sur l'état de la science suisse en regard de la concurrence. Lorsque ce document sera en notre possession, nous vous présenterons de nouvelles propositions. Pour l'instant, nous vous invitons simplement à vous rallier à la décision du Conseil des Etats relative aux crédits de recherche.

Frau Segmüller, Berichterstatterin: Der Ständerat hat letzte Woche entschieden, an seinem Beschluss bezüglich der Beiträge an die Institutionen der Forschungsförderung für die Jahre 1984 bis 1987 festzuhalten und ihn als endgültig zu erklären.

Unter diesen Umständen beantragt Ihnen Ihre einstimmige Kommission heute Zustimmung zum Ständerat. Der Verzicht auf Erhöhung der Forschungsbeiträge um 110 Millionen Franken muss auch im Lichte der Tatsache gesehen werden, dass es dem Rat nicht gelungen ist, in einem anderen Ausgabenbereich eine kompensatorische Kürzung zu finden.

Ungelöst bleibt für unser Land nach wie vor das Problem, wie in der Forschung generell und in den neuen Technologien im besonderen ein Rückstand gegenüber dem Ausland vermieden werden kann. Ein Blick auf die Situation im Ausland drängt sich auf. Deutschland hat letzte Woche beschlossen, 3 Milliarden D-Mark in die Forschung für Informatik und die Mikroelektronik zu investieren. Frankreich verstärkt auf breitester Basis seine Anstrengungen im Bereich der technologischen Forschung mit verschiedenen Mehrjahresprogrammen. Die EG schliesslich hat mit der Lancierung des Programmes «Esprit», dotiert mit 1,5 Milliarden Dollar für eine erste Phase von fünf Jahren, ihren Willen bekundet, den technologischen Rückstand aufzuholen.

Ihre Kommission erwartet daher, dass der Bundesrat der Entwicklung der wissenschaftlichen Forschung im internationalen Vergleich grösste Aufmerksamkeit schenkt und dem Parlament frühzeitig über allenfalls notwendige Sondermassnahmen Bericht erstattet. Eine erste Gelegenheit dazu wird sich bei der Behandlung der Vorlage betreffend das Forschungsinstitut für Mikroelektronik in Neuenburg ergeben.

Für heute aber ersucht Sie die Kommission aus den oben erwähnten Gründen um Zustimmung zu den Beschlüssen des Ständerates.

M. Ruffy: Il faut bien reconnaître qu'aujourd'hui nous nous heurtons à l'attitude intraitable du Conseil des Etats qui, par un double vote, a manifesté on ne peut plus nettement sa volonté d'économiser sur le dos de la recherche. En effet, ces 110 millions supplémentaires demandés et votés par notre conseil correspondaient à ce qu'avait demandé le

Fonds national suisse de la recherche, malheureusement supprimé par le Conseil fédéral. Il ne s'agit donc nullement d'une somme imaginaire. Alors que nous ne cessons de constater des retards dans le domaine de la recherche dans différents secteurs, alors qu'en Allemagne on investit plusieurs milliards afin de rattraper le retard dans l'informatique, alors que les ministres européens de l'industrie votent une enveloppe de trois milliards sur quatre ans pour amorcer le programme «Esprit», alors que les volées d'étudiants qui vont sortir de l'université n'ont jamais été aussi nombreuses, nous diminuons la part de nos crédits affectés à la recherche. Je n'ai pas parlé des sommes rognées à la Société suisse de sciences naturelles, ainsi qu'à la Société suisse des sciences humaines. Les moyens dont elles disposent sont très modiques compte tenu des fonctions qu'elles remplissent.

Il y a une limite à tout, même au dévouement et il ne suffit pas de parer ces sociétés du titre vertueux d'institutions scientifiques de milice pour exiger d'elles qu'elles accomplissent en permanence des miracles. Leur travail est indispensable, il mérite notre soutien, y compris notre soutien financier, et non pas cet acharnement mesquin dicté par l'obsession indifférenciée de faire des économies.

Qu'on n'oublie pas que sur les 8 milliards prévus pour les quatre prochaines années comme crédit d'armement on ne nous promet des économies que de l'ordre de 200 millions. Or, dans le domaine de la recherche, on va économiser 110 millions sur 849. Ce n'est pas ce qu'on appelle la symétrie des sacrifices mais bien de la dissymétrie, et dans le mauvais sens.

Nous avons pris du retard dans de nombreux domaines, par notre décision nous allons en prendre davantage encore.

Compte tenu de cette situation regrettable, j'aimerais vous poser trois questions, Monsieur le Conseiller fédéral: serez-vous en mesure d'atténuer les effets négatifs de l'intransigeance du Conseil des Etats par la présentation d'un nouveau programme d'impulsion comprenant le secteur de la recherche? Que signifie pour notre pays le déclenchement d'un programme aussi important que le programme «Esprit»? Avez-vous envisagé d'associer notre pays à ces efforts européens?

Frau Mauch: Ich möchte nur auf eine Koinzidenz aufmerksam machen.

Am gleichen Tag, an dem letzte Woche der Ständerat die Aufstockung der Nationalfondsgelder abgelehnt hat, konnten wir in der «Neuen Zürcher Zeitung» lesen, dass die Bundesrepublik Deutschland ein grosses, teures Programm – 3 Milliarden D-Mark – für die Entwicklung neuer Informationstechniken beschlossen hat. Begründet wird diese Initiative mit der Entschlossenheit der Bundesregierung, die Herausforderung der Informationstechnik anzunehmen und die Wettbewerbsfähigkeit der Bundesrepublik Deutschland auf diesem Gebiet zu verbessern. Der grösste Teil dieser Gelder wird in die Forschung gehen. Ich stelle also fest, dass wir uns einerseits gegen den Protektionismus in den Ländern wehren, die unsere Handelspartner sind, dass wir uns aber andererseits von diesen Nachbarländern überholen lassen in bezug auf die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit, wenn es um die Forschung geht. Und zwar auf einem Gebiet, das eine Technologie anvisiert, die in Zukunft ausserordentlich bedeutungsvoll sein wird.

Unsere Nachbarländer sind bereit, diese Forschung mit grossen Mitteln zu fördern. Ich behaupte nicht, wir seien untätig, ich weiss, dass Finanzvorlagen für diese Bereiche noch auf uns zukommen, aber ich bedaure es sehr, dass wir nicht hier und jetzt bereit sind, dieses Zeichen zu setzen.

M. Bonnard: Je voudrais rappeler que le groupe libéral avait déposé une proposition lorsque cette affaire est venue pour la première fois en délibération devant le conseil. Cette proposition, différente de la décision finalement prise, visait à assurer à la recherche en matière de sciences naturelles et techniques, 110 millions de plus destinés à combler un retard avéré dans ces domaines-là. En même temps, nous

demandions la compensation de cette dépense supplémentaire.

La commission n'a pas pu suivre notre proposition, elle a simplement augmenté le montant prévu dans l'arrêté fédéral, le portant de 739 à 849 millions, sans demander qu'une priorité soit fixée ni une compensation.

Le Conseil des Etats refuse. Son attitude me paraît révéler une situation assez préoccupante. Il poursuit une politique d'économies à tout prix, un peu étroite, et il me semble être dans l'incapacité d'opérer des choix et de fixer des priorités. Cette situation est à mon avis inquiétante. Je me permets, en tant que membre d'un tout petit groupe de ce Parlement, sans influence réelle sur la politique gouvernementale, d'en appeler aux partis gouvernementaux afin que ceux-ci, tout en maintenant l'objectif de la politique financière – arriver et garder l'équilibre financier à la fin de la législature – veuillent bien fixer un certain nombre de priorités de façon plus claire qu'on ne le fait aujourd'hui. J'aimerais également obtenir du Conseil fédéral l'assurance que le problème n'est pas tout simplement mis à l'écart mais que dans les trois ou quatre prochaines années des propositions nous seront présentées afin que, dans les domaines où nous avons pris du retard, un certain nombre de crédits supplémentaires soient attribués à la recherche, crédits qui sont nécessaires.

Hofmann: Nachdem das Geschäft nun so lange hin und her gegangen ist, sollten wir uns, wie es die Kommission beantragt, Ständerat und Bundesrat anschliessen. Es entsteht sonst der Eindruck, die Forschung als solche sei umstritten, und das ist sicher nicht der Fall.

Gewiss gibt es in der Forschung Gebiete, namentlich bei den Ingenieurwissenschaften, wo wir einen gewissen Rückstand haben. Es ist Aufgabe des Bundesrates, in Verbindung mit den einschlägigen Hochschulen, uns in einer speziellen Botschaft einmal diese Lücken aufzuzeigen. Ich bin überzeugt, dass, wenn daraus die Erkenntnis hervorgeht, dass wir mit einer zusätzlichen Forschungsunterstützung unserer Wirtschaft dienen und namentlich die Vollbeschäftigung erhalten können, viele Parlamentarier bereit sein werden, einem solchen Zusatzkredit zuzustimmen.

Für heute aber sollten wir die Übung abschliessen, und ich bitte Sie mit der Kommission, nun dem Ständerat und dem Antrag des Bundesrates zuzustimmen.

Bundesrat Egli: Es wird Sie nicht erstaunen, wenn ich Ihnen beantrage, der Kommissionmehrheit zuzustimmen. Ich danke der Kommission für ihren einsichtigen Entscheid und kann Ihnen nur nochmals bestätigen, dass es mit dem Ihnen mit dieser Botschaft vorgeschlagenen Zahlungsrahmen für den Forschungsbereich nicht getan ist. Wir werden Ihnen dieses Jahr noch mehrere zusätzliche Kredite für Forschungsvorhaben beantragen. Ich schliesse nicht aus, dass im Verlaufe der Legislaturperiode im Forschungsbereich noch besondere Bedürfnisse auftreten werden. Berücksichtigen Sie auch, dass dieser Zahlungsrahmen nicht die einzige Forschungssumme ist, die wir aufzuwenden gedenken. Viele Forschungsbeiträge sind natürlich verpackt in anderen Rubriken unserer Staatsrechnung. Ich denke an die ETH, an die Annexanstalten unserer beiden Technischen Hochschulen, ich denke aber auch an die Beiträge an unsere kantonalen Hochschulen, welche teilweise auch in die Forschung gehen.

Ich möchte auch hier bestätigen, was ich bereits der Kommission versprochen habe: Wir werden der Kommission für Wissenschaft und Forschung einen Bericht abgeben über den heutigen Stand im Forschungsbereich und hauptsächlich in jenem Bereich, in dem Sie befürchten, dass wir ins Hintertreffen geraten sind, d. h. in der Informatik. Ich darf betonen, dass gerade in diesem Bereich die beiden Technischen Hochschulen in den letzten Jahren sehr grosse Anstrengungen unternommen haben. Sie müssen nicht befürchten, dass wir hier allzu arg ins Hintertreffen geraten. Eine Botschaft ist Ihnen für das Zentrum für Mikroelektronik in Neuenburg schon unterbreitet, das sich gerade in diesem Bereich die Forschung zum Ziel gesetzt hat.

Man muss sich zudem etwas hüten vor Vergleichen mit dem Ausland. Es wurde zum Beispiel die Bundesrepublik Deutschland zum Vergleich herbeigezogen. Erstens einmal handelt es sich natürlich bei der Summe um D-Mark und nicht um Franken, zweitens müssen Sie sich vergegenwärtigen, dass die Bundesrepublik ungefähr das Zehnfache an Bevölkerung aufweist, schliesslich wollen Sie vor allem beachten, dass in der Schweiz die staatlichen Forschungsgelder seit jeher einen geringeren Anteil am gesamten Forschungsaufwand ausmachen als im Ausland.

Herr Bonnard, ich kann Ihnen nicht schon heute versprechen, dass wir nochmals mit einer besonderen Vorlage aufwarten werden. Aber der bereits erwähnte Bericht wird dem Parlament Gelegenheit geben einzugreifen, wenn es glaubt, dass der Bundesrat in bezug auf die Forschung nicht genügend tut.

Ich habe Ihnen schon mehrmals dargelegt, dass es sich bei der in dieser Botschaft vorgeschlagenen Summe um einen Zahlungsrahmen handelt, also um eine unverbindliche Zahl, um eine Absichtserklärung, wie der Bundesrat zugunsten der Forschung Geld auszugeben gedenkt. Der Bundesrat kann jederzeit mit Nachtragskrediten in diesem Bereich nachstossen; es ist aber auch dem Parlament jederzeit möglich, sei es innerhalb oder sei es ausserhalb der Budgetberatungen, zusätzliche Beträge zu beantragen, um in der Forschung zu investieren.

Ich bitte Sie also, nun der Kommission zuzustimmen.

Angenommen – Adopté

An den Ständerat – Au Conseil des Etats